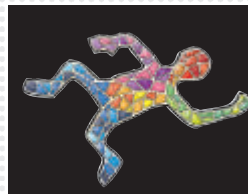




Urbanisme
 Comment penser
 les villes de demain



BARCELONE —
APRÈS LES LARMES,
LA POLÉMIQUE



Courrier
international

N° 1399 du 24 au 30 août 2017
 courrierinternational.com
 France : 3,90 €

Afrique CFA 3,200 CFA Algérie 4,80 DA
 Allemagne 4,50 € Andorre 4,50 €
 Autriche 4,50 € Canada 6,95 \$CAN
 DOM 4,90 € Espagne 4,50 €
 É-U 7,50 \$US G-B 3,50 € Grèce 4,50 €
 Irlande 4,50 € Italie 4,50 € Japon 800 ¥
 Maroc 39 DH Pays-Bas 4,50 €
 Portugal cont. 4,50 € Suisse 6,20 CHF
 TOM 850 XPF Tunisie 6,50 DTU

TRUMP CHOISIT SON CLAN

**Le président galvanise les
 suprémacistes blancs et divise
 un peu plus le pays. La presse
 américaine s'insurge**



M 03183 - 1399 - F: 3,90 €



**Parfois, une journée
où il ne se passe rien,
c'est ce qui peut
vous arriver de mieux.**

Régulateur de vitesse adaptatif et prédictif 'ACC'.

Votre vitesse s'adapte automatiquement pour maintenir la distance de sécurité entre vous et la voiture qui vous précède. Elle s'ajuste également en fonction des panneaux de signalisation que la technologie est capable de lire.

Volkswagen Innovations. Demain démarre aujourd'hui.

Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional** - Volkswagen Group France - s.a. - R.C.S. Soissons B 602 025 538

Technologie disponible de série sur la Nouvelle Arteon.



Volkswagen



AVEC BANQUE POPULAIRE, SOYEZ PARMIS LES PREMIERS À PAYER AVEC APPLE PAY DE MANIÈRE SIMPLE ET SÉCURISÉE.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur banquepopulaire.fr



ADDITIONNER LES FORCES
MULTIPLIER LES CHANCES





EDITORIAL
ERIC CHOL

J. C. FRANCIS

Cette Amérique qui doute

C'est entendu, Donald Trump est une erreur de casting monumentale. Incompétent, ignorant, vulgaire, détestable : le successeur de Barack Obama est devenu le cauchemar de son pays, et chaque semaine qui passe se transforme en "la pire semaine" depuis sa prise de fonctions. Et ce n'est pas le renvoi de son gourou maléfique Steve Bannon après l'épisode tragique de Charlottesville qui suffira à remettre sur les rails une présidence mal partie dès le premier jour. Mais lui imputer tous les maux de l'Amérique, comme le fait une partie de la presse, est aussi la garantie de maintenir la première puissance mondiale dans l'immobilisme. C'est aussi renoncer à tirer les leçons du dernier scrutin présidentiel. Certes, Hillary Clinton, candidate impopulaire, est passée à côté de la campagne. Mais les États-Unis étaient déjà un terrain miné, profondément clivé. Entre les riches et les pauvres, les Blancs et les minorités, les urbains et les ruraux, les élites et le peuple... En soufflant de façon irresponsable sur les braises de ces divisions, Donald Trump s'est assuré la victoire. Depuis, qu'a-t-il fait pour réparer cette Amérique en proie au doute ? Rien. Les promesses de campagne envolées, le fossé continue de se creuser. En 2017, le groupe des 1 % des revenus les plus élevés va engranger, grâce aux mesures fiscales de Donald Trump, une augmentation de 16 % de ses revenus... contre seulement 1,9 % pour 80 % des foyers américains, selon les calculs de la Tax Foundation. Encore plus révélatrice, cette étude parue en juin dans la revue *Health Affairs* qui pointe un écart record entre les riches et les pauvres en termes d'espérance de vie : on vit en moyenne jusqu'à 87 ans dans l'État du Colorado (remporté par Hillary Clinton), contre 66 ans dans le Dakota du Sud (gagné par Donald Trump). Au-delà leurs prises de position sur les derniers tweets de l'actuel locataire de la Maison-Blanche, c'est cette fracture insupportable que les partis républicain et démocrate devraient s'efforcer de réduire s'ils veulent être à nouveau pris au sérieux. Et tenter d'apaiser un pays en pleine crise identitaire.

En couverture :

Amérique : Dessin de Vasco Gargalo,
Portugal (Cartoon Movement)
Barcelone : d'après Gaudi,
dessin d'Alex paru dans Liberté, Fribourg



Sommaire



Les sources Chaque semaine les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés cette semaine :

Berliner Zeitung Berlin, quotidien. **Dezeen** (dezeen.com) Londres, en ligne. **Ensia** (ensia.com) Saint Paul (Minnesota), en ligne. **Il Foglio** Milan, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **Investico** (platform-investico.nl) Amsterdam, en ligne. **ITmedia Business Online** (itmedia.co.jp/business) Tokyo, en ligne. **Al-Jumhuriya** (aljumhuriya.net) Istanbul, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Places Journal** (placesjournal.org) San Francisco, en ligne. **Rabkor** (rabkor.ru) Moscou, en ligne. **Tempo** Jakarta, hebdomadaire. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **Wakat Séra** (wakatsera.com) Ougadougou, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.

p.16 **à la une**

TRUMP RÉVEILLE LES DÉMONS DE L'AMÉRIQUE

Galvanisés par les discours anti-immigration de Trump, les nationalistes blancs n'hésitent plus à se montrer à visage découvert, comme à Charlottesville, explique le *Wall Street Journal*. Ce président est devenu indéfendable, écrit l'un de ses ex-soutiens dans le *New York Times*.



ANDRÉ CARRILHO, PORTUGAL

7 JOURS DANS LE MONDE p.10

Barcelone : après les larmes, la polémique

"Nous sommes tous catalans" : si, après l'attentat qui a fait 13 morts jeudi 17 août sur la Rambla, les hommages se sont multipliés, les premières divisions politiques entre indépendantistes et pouvoir central n'ont pas tardé à refaire surface. Une honte, pour le quotidien *El País*.

ROYAUME-UNI p.24

David Davis, Monsieur Brexit

Sûr de lui, expérimenté... Le ministre chargé de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est l'un des favoris pour devenir le prochain Premier ministre britannique. Son portrait signé *The Observer*.

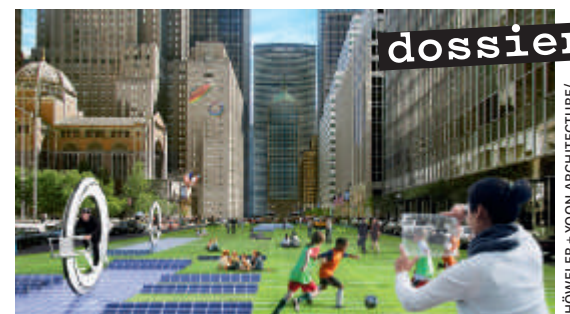
360° p.42

Le train-train d'enfer des Japonais



MICHAEL WOLF, SÉRIE "TOKYO COMPRESSION"

Chaque été, bondés, les transports en commun nippons se transforment en étuves aux heures de pointe. Pourquoi les employés sont-ils incapables d'adapter leurs horaires de travail ? Réponses dans une tribune parue sur le site *ITmedia Business Online*.



dossier

HÖWELER + YOON ARCHITECTURE / AUDI URBAN FUTURE INITIATIVE

p.30 DES CITÉS ET DES HOMMES

De nombreuses villes espèrent profiter des outils des géants américain Alphabet (ex-Google) ou chinois Alibaba pour devenir "intelligentes", plus propres et mieux organisées. Mais les nouvelles technologies et les quantités de données qui les accompagnent ne suffisent pas à créer des cités idéales, assure *Places Journal*.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. La photo de la semaine
10. Espagne. "Nous sommes tous la Catalogne"
13. France. Les vacances, piège à présidents

D'un continent à l'autre

16. États-Unis. Trump réveille les démons de l'Amérique
20. Syrie. À Damas, la peur prend ses quartiers
21. Arabie Saoudite. "Washington ne laissera pas la crise dégénérer"
22. Israël. L'inexorable chute de Nétanyahou
23. Inde. Les enfants sont voués à mourir
24. Royaume-Uni. David Davis
26. Série d'été : La Chine maître du monde ? 5/7. Les Chinois à la conquête du désert de Namibie
29. France. Première dame, l'impossible statut

Dossier

30. Des cités et des hommes

Transversales

38. Économie. Les coffee-shops où banquiers et criminels se côtoient
41. Environnement. En attendant la pluie
360°
42. Réquisitoire. Le train-train d'enfer des Japonais
46. Histoire. Alexandre Kerenski, la faillite d'un chef
48. Voyage. Bourj Hammoud
49. Plein écran. Sur ses traces exactement
50. Tendances. Insectes composés



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'horoscope de Rob Brezsny

Le signe de la semaine

Vierge (23 août-22 septembre) : Je te souhaite la caresse d'une tiède fraîcheur, Vierge. Je prie pour qu'il te tombe du ciel un cadeau encombrant. J'aimerais te voir faire l'expérience d'une capitulation triomphante et d'une austère volupté. J'espère de tout mon cœur que tu verras enfin un secret évident, que tu absorberas des bribes de folle sagesse. Je rêve pour toi d'un grand voyage épique qui te conduira à franchir le cap de ton intimité. Et je sais que tu traceras des frontières qui unissent les gens au lieu de les séparer. Aussi aberrants qu'ils paraissent, ces prodiges sont à ta portée et ils te seraient en ce moment tout à fait salutaires.

Également sur notre site

Enquête. Le magazine *Epoca* s'introduit au cœur des favelas de Rio de Janeiro pour mener l'enquête sur le vol de cargaisons, nouvelle manne du crime organisé.

Vidéo. Entretien avec la photographe Stephanie Sinclair, autour de son exposition *Too Young to Wed. Mariées trop jeunes* à l'Arche du photojournalisme de la Défense.

Photo. Tour du monde des images marquantes de la semaine sélectionnées par *Courrier international*.

Suivez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram



Si vous vivez à l'étranger ou comptez vous y installer pour vos études, pour votre travail ou pour des raisons familiales, vous trouverez sur notre site toutes les infos, les conseils et les points de vue pour vous aider.

courrierinternational.com/expat

Cette semaine, nous vous proposons notamment un article sur l'usage de l'anglais à Berlin, qui a récemment suscité la polémique, ainsi qu'une enquête sur les étudiants étrangers aux États-Unis et les facteurs culturels susceptibles d'influer sur leurs choix.



Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directeur de la rédaction, membre du directoire : Éric Chol
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal août 2017. Commission paritaire n° 0722C82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baif, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directeur de la rédaction Éric Chol Directrice adjointe de la rédaction Claire Carrard (658) Rédactrice en chef Hamdam Mostafavi (733) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Jonathan Parienté (1687) Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 16 12), Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE Paul Grisot (chef de rubrique, 17 48), EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Jean-Hébert Armengaud (Espagne 16 57), Judith Sinnige (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Marie-Line Darcy (Portugal), Corentin Pennaguar (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Pavel Bartusek (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Béragère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Marc Saghié (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Sébastien Hervieu (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 16 35), Liza Fabbian (Afrique australe) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 16 15), Virginie Lepetit (Signaux) MAGAZINE 360° Marie Béliol (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Lifschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Jonathan Parienté (rédacteur en chef adjoint, 16 87), Carolin Lohrenz (chef de service adjointe, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 16 32), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Ana Teruel (rédactrice multimédia, 16 68), Laura Geisswiler (vidéo, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web)

COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), Alexandre Errichello, Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dremière (chef de service, 16 67), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84)

DIRECTEUR INDUSTRIEL Éric Carle DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Matthieu Beigbeder, Léila Bergougnot, Jean-Baptiste Bor, Pierre Delbos, Aurore Delvigne, Marion Doutreligne, Corinne Duqueyroux, Ekaterina Dvinina, Romain Gay, Claire Gounon, Marion Gronier, Marie-Anick Rantos, Julien Ribault, Isabelle Rosselin, Emmanuel Saal, Felicia Schroeder, Isabelle Taudière, Anaïs Terrier

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Laurence Bonicazzi Bridier Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@publicite.fr, 38 63) Directrices de clientèle Laëtitia de Clerck (laetitia.declerck@publicite.fr, 37 28), Marjorie Couderc (marjorie.couderc@publicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole Franchini (carole.franchini@publicite.fr, 38 68) Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@publicite.fr, 10 29) Régions Éric Langevin (eric.langevin@publicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@publicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@publicite.fr, 38 07) Agence Courrier Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Emmanuelle Cardea (16 08)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Hervé Bonnaud Responsable des ventes France Christophe Chantrel Chef de produit Carole Merceron (0805 05 01 47, 01 57 28 33 79) Diffusion internationale Saveria Colosimo (01 57 28 32 20) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lattemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 109 €. Autres destinations : http://boutique.courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H3E 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY recyclé certifié PEFC. Eutrophisations : PTot = 0,0011 kg/tonne de papier

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 191,20 €*
 1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 225,20 €*

Monsieur Madame

RCO1700PB1004

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE e-mail @

Indiquez votre adresse mail pour créer votre compte et bénéficier de tous vos avantages

Je souhaite recevoir des offres de Courrier international : oui non
Je souhaite recevoir des offres des partenaires de Courrier international : oui non

Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de Courrier international

carte bancaire n° _____

Expire fin _____ Cryptogramme _____

date et signature obligatoires

* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service Abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

Courrier international

Avantage abonnés

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles numériques
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- L'application

Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :

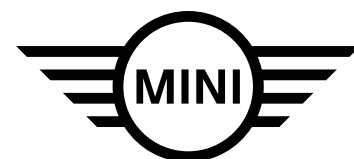
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



MINI HATCH. ÉDITION BLACKFRIARS.

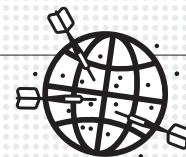
Disponible en 3 & 5 portes. Inclus dans l'édition : Toit ouvrant panoramique. GPS écran 6,5". Bluetooth. Volant multifonctions. Jantes en alliage 17". Détecteur de pluie. Projecteurs Full LED avec feux de jour Omega. Radar de recul.

À PARTIR DE 295€/MOIS.* 36 MOIS. SANS APPORT. ENTRETIEN INCLUS.



* Exemple pour une MINI ONE 102 HATCH 3 Portes Édition Blackfriars. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30 000 km intégrant l'entretien et l'extension de garantie. 36 loyers linéaires : 294,04 €/mois. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'une MINI ONE 102 HATCH 3 portes Édition Blackfriars jusqu'au 30/09/2017 dans les MINI STORES participants. Sous réserve d'acceptation par MINI Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € RCS Versailles B 343 606 448 TVA FR 65 343 606 448. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n°07 008 883 (www.orias.fr). Consommation en cycle mixte : 4,7 l/100 km. CO₂ : 109 g/km selon la norme européenne NEDC. L'extérieur de ce véhicule comporte des équipements de série ou en option en fonction de la finition. Modèle présenté : MINI COOPER HATCH 5 Portes Édition Blackfriars au prix de 339,41 €/mois. Consommation en cycle mixte selon la norme européenne NEDC : 4,8 l/100 km. CO₂ : 111 g/km.





7 jours dans le monde

Le jour du Soleil noir

La scène se déroule lors du mariage de Nathan Mauger et Connie Young, le 21 août, à Spokane, dans l'État de Washington. Après la cérémonie, les mariés et leurs invités ont chaussé leurs lunettes pour regarder l'éclipse totale de Soleil, visible ce jour-là depuis quatorze États américains. C'était la première fois depuis quatre-vingt-dix-neuf ans que ce phénomène pouvait être observé de la côte ouest à la côte est des États-Unis, souligne le site de CBS. Quelque 12 millions de personnes vivent sur le trajet de l'éclipse, précise la chaîne américaine, mais des millions d'observateurs supplémentaires étaient attendus. Au total, 20 millions de personnes environ ont assisté à ce rendez-vous astronomique. Parmi eux, des scientifiques, qui ont profité de l'occasion pour observer "la couronne solaire, la façon dont ce court moment d'ombre impacte l'atmosphère terrestre, la brutale chute de température qui accompagne l'éclipse ou encore la manière dont les plantes et les animaux sauvages agissent durant cet événement", détaille la revue scientifique britannique **New Scientist**.

Photo Colin Mulvany/The Spokesman-Review via AP/Sipa



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "La semaine en images". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.



7 jours dans
le monde



Espagne. Après les larmes, la polémique

Au lendemain des attaques de Barcelone et de Cambrils qui ont fait 15 morts, un responsable politique local a distingué les victimes espagnoles des catalanes. *El País* s'en indigne.

— **El País**, Madrid

Nous sommes tous la Catalogne, comme nous avons tous été Nice, Manchester, New York ou Madrid, dans le Monopoly de la terreur où nous entraînent les djihadistes. La solidarité est contagieuse, et elle n'attend pas que nous analysons au préalable si Madrid est une nation, comme le propose aujourd'hui le PSOE [Parti socialiste], si la Catalogne est une région autonome qui aspire à bien plus, ou si les uns veulent voter oui et les autres non. Le terrorisme est le terrorisme, la vérité est la vérité. Contre toute attente, dans cet élan de communion autour des valeurs que nous partageons, le gouvernement de la

Généralité de Catalogne a décidé que les morts identifiés étaient par exemple italiens (mais non pas milanais ou siciliens), portugais (sans qu'on précise s'ils étaient de Sintra ou des Açores), tandis que les victimes espagnoles devraient être divisées en deux groupes : les Catalans et les Espagnols. En l'occurrence, leur vérité n'est plus la vérité.

Le conseiller à l'Intérieur Joaquim Forn, qui s'est exprimé en ces termes, faisait-il référence à cet Andalou de Grenade, mort sur la Rambla avec son petit-neveu et qui résidait en Catalogne depuis les années 1970 ? Celui qui est venu d'ailleurs est-il toujours d'ailleurs, ou y a-t-il un moment à partir duquel il est d'ici ? À partir de quand un Catalan est-il catalan et

non espagnol ? Quand il y est né ? Quand il a derrière lui quatre générations de Catalans ? La pauvre victime de nationalité belge va-t-elle être répertoriée comme flamande ou wallonne ? Et dans quelle catégorie aurait-elle voulu qu'on la range ? Quelqu'un y a-t-il pensé ?

Je passe en revue la liste des morts, et parmi les Espagnols identifiés j'éprouve de la peine pour Francisco López Rodríguez, tourneur fraiseur, né il y a 57 ans à Lanteira (région de Grenade) et

Celui qui est venu d'ailleurs est-il toujours d'ailleurs ? À partir de quel moment est-il d'ici ?

émigré en Catalogne, qui jusqu'à jeudi résidait à Rubí [commune de la province de Barcelone]. J'en ressens aussi pour son petit-neveu, Xavi, 3 ans. Pour la mère de ce dernier, pour la femme de Francisco et pour une autre mineure, qui ont été blessées. Pour Pepita Codina, femme de 75 ans, qui habitait à Sant Hipòlit de Voltregà (région de Barcelone) et qui se promenait à cet endroit. Pour Silvina Alejandra Pereyra, une Hispano-Argentine de 40 ans, installée à Barcelone depuis dix ans. Pour Ana María Suárez, une femme de Saragosse, morte à Cambrils. Etc., etc. Des gens d'ici et d'ailleurs, des migrants, des touristes, des compatriotes, des étrangers. Forn ose-t-il les classer suivant d'autres critères que ce qui est inscrit sur leurs passeports ? Apparemment, oui. Sans vergogne.

Il est triste de devoir écrire cela en ces jours de douleur, et plus triste encore de devoir entendre ce qu'on entend. Forn a perdu une belle occasion de rassembler sans diviser. De n'insulter ni les victimes ni la vérité. Espérons que ni lui ni personne d'autre ne perdra les occasions qui vont suivre. Car quoi qu'il en dise, nous sommes tous la Catalogne.

— **Berna Gonzalez Harbour**
Publié le 20 août

Contexte

●●● La polémique n'oppose pas seulement Madrid à Barcelone mais elle grandit aussi entre les indépendantistes eux-mêmes. La formation séparatiste et anticapitaliste CUP (Candidature d'unité populaire) menace de ne pas participer à la grande manifestation convoquée à Barcelone samedi 26 août sous le slogan "*Nous n'avons pas peur*". La CUP refuse que le chef du gouvernement espagnol et le roi Felipe VI prennent la tête du rassemblement. Pour une des députées du Parlement catalan, le monarque "*n'est pas le bienvenu*". "*Elle a traité le chef de l'État d'hypocrite pour ses liens avec les monarchies du Golfe, accusées de financer l'État islamique*", écrit le quotidien catalan **El Periódico de Catalunya**.

↑ **Hommage rendu aux victimes de l'attentat, en présence du roi Felipe VI et de la reine Letizia, le 19 août.**
Photo Quique Garcia/EFE/SIPA

→ Dessin de Bado paru dans **Le Droit**, Ottawa.

La Rambla, une carte postale ternie

Attaquer la célèbre artère de Barcelone, c'est s'en prendre à un symbole mondialement connu du vivre-ensemble.

— **La Vanguardia**
Barcelone

L'un des plaisirs de Barcelone, écrivait Josep Pla il y a un siècle, c'est de descendre la Rambla en été, quand le *garbí* [vent du sud-ouest] souffle sur l'avenue et en fait l'un des lieux les plus agréables de la ville. De nos jours, la Rambla est la carte postale de la capitale catalane, celle que montrent tous les guides de voyage, l'incontournable de tous les itinéraires touristiques. C'est une référence commune au monde entier, en témoignent les quelque 100 millions de personnes qui la parcourent chaque année. Rien d'étonnant, donc, à ce que les terroristes aient choisi cette artère barcelonaise pour semer le chaos et donner le plus grand retentissement à leur acte.

Symbole. Jeudi 17 août, un peu avant 17 heures, la Rambla était une ruche bourdonnante de monde quand une fourgonnette conduite par un criminel ayant la haine pour idéologie et la folie pour programme est montée sur l'esplanade centrale puis a accéléré et foncé en zigzag pour faire le plus de victimes possible. Le terroriste a ainsi parcouru près de 500 mètres, et sur son passage des dizaines et des dizaines de personnes ont été écrasées ou projetées dans les

airs. Son camion s'est arrêté au niveau du Pla de l'Os, au beau milieu de la mosaïque de Miró, conçue par l'artiste comme un symbole du vivre-ensemble. Il ne faut pas seulement être un fanatique pour perpétrer un crime pareil : il faut être un individu misérable, décérébré et répugnant.

Mépris. Il y a treize mois, le monde se tournait avec horreur vers Nice, après qu'un camion fou s'était élancé sur la foule réunie sur la promenade des Anglais pour admirer le feu d'artifice du 14 Juillet, faisant 86 morts et plus de 470 blessés. Depuis, il y a eu Berlin, Londres, Stockholm... Les attentats au véhicule bélier ont cessé d'être une nouveauté, ils se sont banalisés. Le djihadisme veut que nous nous sentions tous comme des victimes potentielles, et nous faire craindre les objets les plus triviaux de notre quotidien comme autant d'armes potentielles. Tout ce qu'ont obtenu les terroristes de nous, cependant, c'est un mépris souverain de la violence et une profonde solidarité avec les victimes. Voilà notre première victoire sur le terrorisme.

— **Màrius Carol**
Publié le 18 août



À la une

“BARBARIE”
titre le quotidien catalan **El Punt Avui**. Jeudi 17 août, une fourgonnette a foncé sur la foule sur la Rambla, faisant 13 morts et une centaine de blessés. Le lendemain, une seconde attaque a été perpétrée à Cambrils, une station balnéaire du sud de la région, faisant une victime. Six civils et un policier ont également été blessés, quatre terroristes tués.

“NOUS N'AVONS PAS PEUR”
clame en une et en catalan le principal quotidien espagnol, **El País**, le 19 août, alors que la veille une foule immense s'est rassemblée sur la place de Catalogne, au centre de Barcelone, en observant une minute de silence avant de descendre la Rambla. Le bilan des attaques est de 15 morts.

“ABATTU”
titre le quotidien catalan **El Periódico** mardi 22 août. Après une chasse à l'homme de quatre jours. Younes Abouyaaquoub, un Marocain de 22 ans vivant à Ripoll, au nord de la Catalogne, a été abattu par les policiers. Il est l'auteur de l'attentat de la Rambla. Avec **“8 morts et 4 détenus, précise le journal, la cellule terroriste est désarticulée.”**

Barcelone-Ouagadougou, une même lutte

Quatre jours avant la Catalogne, c'est la capitale burkinabée qui avait été endeuillée. Il faut s'unir contre ce mal sans frontières, estime ce site du Burkina Faso.

— **Wakat Séra** (extraits)
Ouagadougou

C'est sur les cendres encore chaudes du deuil national décrété par le gouvernement burkinabé à la mémoire des 19 victimes de l'attentat du café *Aziz Istanbul* à Ouagadougou, froidement abattues par deux assaillants le 13 août, que le terrorisme a encore fait parler de lui dans le Sahel du Burkina ce jeudi 17 août [un véhicule militaire a sauté sur un engin explosif, faisant 3 morts].

La série noire continue donc et bien malin qui pourra en prédire la fin. Une chose est certaine, les frappes des terroristes se suivent et allongent le chapelet de morts. Et comme ces individus sans foi ni loi, ayant une pierre à la place du cœur, frappent toujours là où on les attend le moins, leurs coups sont presque imparables.

Le scénario est comme rédigé d'avance et diffère rarement,

qu'on soit à Ouagadougou ou à Barcelone. La capitale catalane n'a jamais été aussi proche de celle du Burkina Faso où, le cœur encore meurtri et les paupières lourdes de larmes du drame de l'avenue Kwame-Nkrumah [du 13 août], les Burkinabés apprennent celui de la Rambla, rue la plus touristique de Barcelone.

C'est la preuve que ce phénomène mondial doit rencontrer une riposte universelle.

Comme sur Kwame-Nkrumah, où l'affluence, de jour comme de nuit, ne faiblissait jamais, avant les deux attaques, celle de janvier 2016 [revendiquée par Al-Qaida au Maghreb islamique], et celle de cette année. À Barcelone, les assaillants ont tué et blessé leurs semblables humains dans un état euphorisant, comme sous l'emprise

d'une force extraordinaire. Comme à Ouagadougou, où des témoins les auraient aperçus en train de trinquer, comme pour fêter une mission accomplie.

Mais les ressemblances s'arrêtent là. Si, en Espagne, les témoins réagissent à chaud au micro des journalistes, à Ouagadougou les hommes et femmes de médias ont été tenus loin des rescapés du carnage. Ces derniers, sous bonne escorte de soldats très dissuasifs, sont restés muets comme des carpes. Plus étonnant, l'attaque de la Rambla a été immédiatement revendiquée par l'État islamique, tandis que, plus de trois jours après, celle de Ouagadougou est toujours orpheline.

Que ce soit à Ouagadougou à Barcelone, l'heure est grave et appelle à l'union contre ce monstre hideux qui endeuille à tour de bras et ignore les frontières. C'est encore la preuve que le phénomène est mondial et doit rencontrer une riposte universelle. L'hydre doit être combattue sans relâche jusqu'à ce qu'aucune tête tranchée ne puisse plus repousser. Il faut surtout mettre à profit toutes les intelligences disponibles, l'ennemi commun à abattre étant sans pitié, et se révélant souvent être notre voisin de tous les jours.

— **Morin Yamongbe**
Publié le 18 août

Volte-face américaine

AFGHANISTAN - Après s'être dit favorable pendant la campagne à un désengagement américain, Donald Trump a fait marche arrière, lundi 21 août. "Un retrait précipité aurait des conséquences inacceptables. Il créerait un vide" qui profiterait à l'organisation État islamique et à Al-Qaïda, a-t-il déclaré. Le président américain "n'a pas annoncé l'envoi de troupes supplémentaires", relève le site du mensuel **The Diplomat**. La seule nouveauté, c'est qu'après seize ans de guerre "les 8400 soldats américains encore sur place" vont désormais se consacrer "en priorité à la lutte contre le terrorisme", relève le journal. "Jusqu'à la victoire", a promis Donald Trump.

Pèlerinage sous tension



M. HAMS/AFP

QATAR - Nouvel épisode dans la crise du Golfe : alors que débute la saison du pèlerinage à La Mecque, l'Arabie saoudite accuse Doha d'avoir empêché l'atterrissage de ses avions pour transporter les pèlerins qataris. Si la presse locale, comme le quotidien **Al-Sharq**, dénonce "l'inacceptable arrogance des Saoudiens", la presse saoudienne estime de son côté que les autorités qataries "entravent la liberté religieuse" de leurs citoyens. "Il y aura un recours devant les Nations unies", avance le quotidien **Al-Riyadh**. Le 16 août, l'Arabie saoudite, à l'initiative du blocus régional contre le Qatar [voir p. 21], avait annoncé l'ouverture de la frontière aux pèlerins.

Sous l'œil de Pékin

HONG KONG - Plus de 20 000 personnes ont manifesté le 20 août en soutien à Joshua Wong, Nathan Law et Alex Chow, tout juste condamnés à des peines de prison ferme. Ce trio était à la tête du "mouvement des parapluies", qui, durant soixante-dix-neuf semaines à l'automne 2014, a rassemblé des dizaines de milliers d'habitants dans les rues de Hong Kong pour réclamer le suffrage universel. Selon le site **Hong Kong Free Press**, derrière cette sévérité à l'encontre des activistes pro-démocratie se dessine la vision du gouvernement d'"une société inspirée, si ce n'est tout bonnement dictée, par le Parti communiste [chinois] : chacun doit se comporter conformément aux souhaits du gouvernement et tout ira bien".



↑ Dessin de Martirena, Cuba.

Légalisation partielle

CHILI - Le 21 août, le Tribunal constitutionnel a approuvé par 6 voix contre 4 le projet de dépenalisation de l'avortement dans trois cas : lorsque la vie de la mère est en danger, quand le fœtus est considéré non viable et en cas de viol. "Aujourd'hui la démocratie a triomphé !", s'est exclamée la présidente Michelle Bachelet, citée par **El Mercurio**. Le dictateur Augusto Pinochet avait strictement interdit l'avortement en 1989. Inscrite dans les promesses de campagne de la présidente, cette nouvelle loi est l'aboutissement de vingt-huit ans de lutte face à une forte opposition des parlementaires de droite et de l'Église.

→ Dessin de Ramsès, Cuba.

TURQUIE

L'Europe ne doit plus céder face à Erdogan

Interpellé sur ordre d'Ankara le 18 août à Grenade, l'écrivain allemand d'origine turque Dogan Akhanli est aujourd'hui assigné à résidence à Madrid. Une arrestation indigne de l'Europe, dénonce la *Berliner Zeitung*.

— *Berliner Zeitung Berlin*

C'est le soulagement : l'auteur allemand d'origine turque Dogan Akhanli, interpellé en Espagne où il passait ses vacances, a finalement été libéré. Le pire a été évité, et c'est tant mieux.

L'Espagne est manifestement un État de droit. L'idée surgit spontanément, sur fond d'attentats à Barcelone et d'efforts redoublés des autorités espagnoles dans la lutte contre le terrorisme.

Mais dans un deuxième temps, une autre idée émerge : ne sommes-nous pas en train de plonger dans le chaos – tant au plan du sentiment de sécurité individuel que de la confiance en l'État de droit et du système des relations internationales ?

Faudra-t-il bientôt, en Europe, commencer à réfléchir non seulement à la question des "pays tiers sûrs" [où peuvent être expulsés les migrants], mais aussi aux destinations de vacances sûres ? À la suite de l'interpellation d'Akhanli, la Fédération allemande des journalistes (DJV) recommande déjà à tous les représentants des médias d'opposition turcs de s'enquérir, avant de se rendre à l'étranger, d'éventuels mandats d'arrêt ou avis de recherche dont ils pourraient faire l'objet.

Le plus grave dans cette histoire est que désormais quiconque déplaît à Erdogan doit craindre pour sa liberté et son intégrité non seulement sur le territoire turc mais dans le monde entier.

Erdogan est en train d'étendre son pouvoir sur nous tous. Sur le plan rhétorique, il a déjà gagné depuis longtemps. Par ses insultes et ses provocations, c'est lui qui dirige les débats. Depuis longtemps, il a perdu tout sens de la mesure, comme en témoignent ses attaques réitérées le week-end dernier contre le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel. À présent, Ankara s'en prend à la légalité occidentale. L'arrestation de Dogan Akhanli démontre parfaitement que les avis de recherche lancés par la Turquie auprès d'Interpol constituent une violation des accords internationaux. En principe, ceux-ci visent à étendre la portée du droit international à l'intérieur des frontières nationales. Mais, entre les mains d'un régime arbitraire, les armes du droit deviennent des instruments de destruction. Une destruction de l'intérieur. Erdogan n'a aucun scrupule à brandir des

acquis et des normes qu'il refuse d'appliquer à ses propres concitoyens.

Il exploite ce qui est cher aux autres. Il foule aux pieds ce qui fait l'honneur de l'Europe. Et il fait tout cela comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle au monde. En revanche, il suffit de tenter de mettre un frein à ses prétentions et à ses ambitions pour être immédiatement taxé de donner dans le deux poids deux mesures.

Dans le règne animal, ce genre de comportement est qualifié de "parasitaire". Le parasite n'a que faire du bien-être de son hôte. Le parasite politique Erdogan ne se soucie dans la mesure où ils peuvent l'aider dans sa quête de pouvoir. Un constat aussi déprimant qu'alarmant.

Il est impératif que l'Europe assure sa défense avec détermination et efficacité. Et qu'elle augmente sa pression sur la Turquie. Lorsque Berlin a récemment menacé de ne plus assurer les investissements des entreprises allemandes en Turquie, les dirigeants d'Ankara se sont immédiatement, de manière à peine voilée, montrés plus conciliants. L'Allemagne dispose ici d'un levier de négociation.

Dans les relations internationales avec la Turquie, il faut être parfaitement clair sur le fait que la Convention européenne des droits de l'homme interdit toute expulsion ou extradition d'individus vers des pays où les procédures conformes à l'État de droit ne sont pas garanties. En d'autres termes : il faut traiter la Turquie pour ce qu'elle est, un État de non-droit.

— *Joachim Frank*
Publié le 21 août



MILLION. C'est le nombre de Sud-Soudanais qui ont trouvé refuge en Ouganda depuis le début de la guerre civile, en 2013, rapporte le quotidien ougandais **Daily Monitor**. Selon les chiffres du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 1800 personnes traversaient chaque jour la frontière. Deux ans et demi après son indépendance, le Soudan du Sud est toujours plongé dans une grave crise, alimentée par la rivalité entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar.

Politique. Les vacances, piège à présidents

Trop bling-bling ou trop normales : scrutées sous toutes les coutures, les escapades estivales des présidents français vivent inmanquablement au mauvais coup de com, observe ce journaliste italien.



—Il Foglio Milan

En quelques années, les vacances du président de la République ont bien changé : exit les affaires de maillot de bain, place aux polémiques. Il faut dire que le temps politique a subi une brusque accélération avec le passage du septennat au quinquennat, qui a plongé le président dans les affaires courantes de la nation.

Hier encore, il était un monarque républicain qui régnait mais ne gouvernait pas, surtout pendant les phases de cohabitation. Aujourd'hui, le voilà chef de l'exécutif, responsable des réussites comme des échecs du gouvernement. La frénésie des médias en ligne et des chaînes d'information en continu a fait le reste, transformant les vacances du président en un énième acte politique, une énième opération de communication pendant laquelle il ne peut que commettre des impairs.

Tout juste élu, Nicolas Sarkozy va passer trois jours à bord du *Paloma*, le yacht de son ami milliardaire Vincent Bolloré. Ce week-end en mer ne sera pas oublié,

notamment du fait des autres villégiatures estivales qui suivront.

Ainsi, à l'été 2007, Sarkozy part deux semaines aux États-Unis, invité dans une villa grand luxe sur les rives du lac de Wolfboro, dans le New Hampshire. La décision n'est pas sans arrière-pensée politique, puisque "Sarko l'Américain", comme il est surnommé par la presse, y rencontre George W. Bush à l'occasion d'un pique-nique informel, histoire de réchauffer les relations entre les deux pays après le refus tonitruant de la France de participer à la guerre en Irak. Résultat, on l'accuse d'être un président "bling-bling", trop proche du monde du luxe et de l'argent. Une étiquette qui collera à la peau de Sarkozy jusqu'à la fin de son mandat. En son temps, Georges Pompidou, qui aimait les belles voitures et les mondanités, s'était déjà fait recadrer par Charles de Gaulle après des vacances à Saint-Tropez au volant d'une Porsche, quand il était Premier ministre. Une façon de lui dire : "On ne se tient pas de la sorte quand on fait de la politique."

Puis vient François Hollande, qui, bien conscient qu'il marche sur des œufs, opte,

lors de son premier été de président, pour la Provence et des vacances de M. Tout-le-Monde. Il arrive en TGV, descend à la gare et choisit d'aller à la plage comme un touriste lambda, suscitant les regards étonnés des baigneurs et déclenchant une vague de photos souvenirs. L'opération fait partie d'une stratégie de communication visant à donner l'image d'un président "normal" et proche des Français, mais elle produit l'effet opposé. Les images de l'époque montrent un Hollande pataud affublé d'un maillot de bain hideux sur une plage horrible : on peut difficilement faire moins présidentiel. Hollande donne ainsi l'impression d'être un chef d'État cossard, après des premiers mois improductifs et contradictoires, avec une Assemblée nationale qui n'a pour ainsi dire encore débattu d'aucun projet de loi. Cet été-là va donc marquer le début de sa chute irrémédiable dans les sondages et écorner son image présidentielle.

Profil bas. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Emmanuel Macron a choisi de garder secret son lieu de villégiature jusqu'au dernier moment, puis d'aller à Marseille dans une résidence relativement sobre, nichée au bout d'une impasse inaccessible aux photographes et aux caméras, mise à disposition par le préfet de la ville. À l'heure où les politiques sont attaqués de toutes parts, l'option la moins risquée est encore de la jouer profil bas. La situation est la suivante : si un président accepte les invitations de ses amis fortunés, c'est que, forcément, il devra faire quelque chose en échange pour équilibrer la balance ; s'il se rend dans une des somptueuses résidences mises à la disposition de la République, il dilapide l'argent du contribuable ; s'il va à la plage comme un travailleur lambda, il est trop normal et désacralise la fonction. Mieux vaut donc se tenir à l'écart des polémiques estivales.

Le lieu n'a pour autant pas été choisi totalement au hasard : Marseille est une des villes les plus populaires de France, et Macron sait qu'il doit se faire bien voir de cette fameuse "France des oubliés" qui n'a pas voté pour lui, lui préférant le Front national et, surtout dans la région, la gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon. Si l'Olympique de Marseille est l'équipe fétiche du président, qui s'est aussitôt rendu sur le terrain d'entraînement pour disputer une partie avec son staff contre les joueurs de l'OM, Macron sait pertinemment que les municipales de 2020 sont une occasion à saisir. Le maire sortant, le gaulliste Jean-Claude Gaudin, ne se représente pas, le Front national est à la peine et les socialistes insignifiants. La cité phocéenne peut donc être la première conquête du macronisme à mi-mandat, et ces vacances sont le signe que le président a l'intention de faire ce qu'il faut.

Après sept jours de vacances et pas un de plus, le chef de l'État enchaîne directement sur un bref tour d'Europe. C'est ainsi que fonctionne la start-up présidentielle.

—Francesco Maselli
Publié le 20 août

ILS PARLENT DE NOUS

FERNANDO EICHENBERG, correspondant du quotidien brésilien **O Globo**.

“Neymar va attirer des Brésiliens à Paris”



Neymar débute sa saison au PSG après un transfert record. Que représente-t-il au Brésil ?

C'est la plus grande star du football et du sport. Il n'est pas encore comparable à la légende Pelé, car il n'en est qu'à ses débuts et n'a pas encore gagné le Ballon d'or, même si cela arrivera un jour. Avant, les chaînes de télévision ne montraient que les résumés des championnats allemand, espagnol ou anglais, presque jamais de la Ligue 1. Désormais, non seulement tous les matchs du PSG sont retransmis, mais ils sont disséqués dans toutes les émissions sportives, et cela grâce à Neymar.

Que pensent les Brésiliens de son arrivée au PSG ?

Pour certains, il n'aurait pas dû partir de Barcelone pour aller dans une équipe inférieure. Le niveau de la Ligue 1 est moindre, et ils ont peur que Neymar se fasse oublier là-bas. Mais l'essentiel pour le Brésil est qu'il soit épanoui, ce qui n'était plus le cas à Barcelone apparemment. Neymar est comme le miel pour séduire les abeilles, pour que de grands joueurs viennent en France. Ici, il est la seule star, tout est pour lui – les supporters, la presse, le club – et ce nouveau statut peut l'aider à améliorer son jeu et son état d'esprit.

Peut-on s'attendre à voir davantage de touristes brésiliens ?

Paris a toujours attiré les Brésiliens, mais nous passons au niveau supérieur. Des agences de tourisme brésiliennes à Paris se sont abonnées au Parc des Princes pour proposer des matchs de Neymar à leurs clients. Ce n'était pas envisageable auparavant, malgré la présence de joueurs brésiliens au PSG. Neymar va attirer des touristes à Paris. Le match de Paris contre Toulouse [le 20 août] a fait la couverture d'*O Globo* alors qu'il y avait de nombreux matchs importants au Brésil. Des journalistes brésiliens vont déménager de Barcelone pour suivre Neymar. Cette publicité pour Paris et le PSG va donc augmenter et attirer encore plus de Brésiliens en France.

—Propos recueillis par **Courrier international**



CONTROVERSE

Indonésie : faut-il déplacer la capitale ?

Surpopulation, embouteillages, pollution, inondations... Face aux problèmes récurrents à Jakarta, les autorités indonésiennes envisagent de déplacer la capitale à Palangkaraya, dans le centre du pays, faisant resurgir un débat qui date de plus d'un demi-siècle.

OUI

Il faut rééquilibrer le pays

—Tempo Jakarta

L'idée du transfert de la capitale n'a cessé de surgir et de disparaître d'un gouvernement à l'autre. Et cela depuis l'indépendance [1945]. Le premier président, Sukarno, considérait que Jakarta ne convenait pas pour être la capitale de la République. Mais toutes ses propositions et celles de ses successeurs ont échoué.

De nombreuses organisations alertent sur la nécessité urgente de transférer la capitale de Jakarta vers une autre région. Par exemple, Walhi [la plus importante et influente ONG environnementale indonésienne] prédit qu'en 2030 Jakarta disparaîtra sous les eaux si le gouvernement de la province de Jakarta ne se préoccupe pas de l'équilibre écologique de la mégalopole.

Pour le Bureau de planification du développement national (Bappenas), la nécessité du transfert de la capitale est liée au nombre grandissant de personnes qui travaillent à Jakarta tout en étant domiciliées dans ses grandes banlieues et ses cités satellites de Jabodetabek [acronyme pour Jakarta, Bogor, Depok, Tangerang, Bekasi], ce qui entraîne un énorme gaspillage de carburant. Les 2 millions de banlieusards qui viennent chaque jour à Jakarta dépensent chaque année au moins 6,5 milliards de litres d'essence, soit une valeur d'environ 30 trillions de roupies [2 milliards d'euros].

Toujours selon le Bappenas, en 2010, sur les 240 millions d'habitants de l'Indonésie, 30 millions occupaient à Jabodetabek une superficie de seulement 1 500 kilomètres carrés, soit 15 % de la population du pays tassés sur moins de 1 % du territoire national.

L'expert en urbanisme et en architecture de l'université Gadjah-Mada, Sudaryono, suggère de transférer la capitale dans la partie plus centrale des voix maritimes de l'archipel,

à savoir dans les régions de Kalimantan-Est et de Sulawesi-Ouest. Il faut, selon lui, que le transfert de la capitale soit stratégique aussi bien pour l'économie intérieure que pour la position géographique plus centrale de l'Indonésie au sein de la région Asie-Pacifique. Le développement du secteur maritime doit aussi être une priorité, pas seulement le secteur terrien. "C'est toute l'idée du *carrefour maritime* [concept central de la politique du président Jokowi]", précise Sudaryono.

La ville de Palangkaraya remplit plusieurs conditions pour devenir la future capitale du pays. Fondées de toutes pièces en 1957 par Sukarno, à Kalimantan-Centre, à l'intérieur des terres, Palangkaraya et sa région urbaine [couverte à 75 % de forêts et de lacs] ne possèdent pas de volcans ni de bande côtière, ce qui, toujours selon le Bappenas, en fait un lieu à l'abri des catastrophes naturelles. La carte des séismes de 2010 montre que Kalimantan est la région la plus sûre en termes de risque sismique et de tsunami. Par ailleurs, Palangkaraya est située exactement au centre de l'archipel indonésien.

Mais combien le gouvernement devrait-il déboursier pour transférer la capitale ? En 2015, le chef de l'équipe Visi Indonesia 2033, Andrinof A. Chaniago, a évalué le coût entre 50 et 100 trillions de roupies [3,25 et 6,5 milliards d'euros], avec des versements répartis sur dix années, soit entre 5 et 10 trillions de roupies par an. —

Publié le 7 juillet

NON

Cela ne réglera pas les problèmes

—Tempo Jakarta

Le discours sur le transfert de la capitale ressemble à une chanson diffusée en boucle. Depuis l'ère du président Sukarno jusqu'à l'époque de Susilo Bambang Yudhoyono [dit SBY, président de 2004 à 2014], la volonté de déplacer la capitale

politique et administrative de Jakarta vers une autre région s'est toujours heurtée à un mur. En quoi ce transfert serait-il aujourd'hui urgent ? Si la raison n'est que le problème des embouteillages et de la surpopulation, elle ne tient pas vraiment. Car s'il y a des embouteillages, c'est parce que le gouvernement tarde à mettre à la disposition des habitants de la capitale des transports en commun dignes de ce nom. Quant au problème de la surpopulation, il est également imputable au gouvernement, qui s'est montré incapable de contenir l'exode rural et l'urbanisation en ne créant pas d'emplois dans les campagnes.

Un placebo. Certes, selon le magazine *Time*, Jakarta est la sixième ville la plus densément peuplée du monde. Pour ce qui est des embouteillages, elle se place au troisième rang, derrière Bangkok et Mexico. Mais il est abusif de penser qu'on pourra en finir avec ces problèmes par un simple transfert de la capitale. Imaginez que Palangkaraya devienne la capitale politique et administrative et que Jakarta ne soit plus que le centre économique et des affaires du pays. La congestion de la circulation ne diminuera pas de façon significative tant que le nombre de véhicules ne sera pas limité. Bref, l'idée du transfert de la capitale comme remède à tous ces problèmes relève plus d'un placebo.

Le débat suivant porte sur la capacité budgétaire du gouvernement. Si l'on se base sur l'expérience de notre voisine, la Malaisie, qui dans les années 1990 a transféré sa capitale, il s'agit là d'une opération très coûteuse. Avec le déplacement des fonctionnaires, en 1995, de Kuala Lumpur à Putrajaya, les coûts de construction se sont élevés à 8,1 milliards de dollars [7 milliards d'euros].

Dans le cas de Jakarta, ce sont plus de 950 000 fonctionnaires des ministères et des divers organismes gouvernementaux qui devront être déplacés. Un coût énorme. Lorsque le président SBY avait envisagé le transfert de la capitale vers l'ouest de Java, le coût avait été estimé à 100 trillions de roupies [6,5 milliards d'euros], ce qui équivalait à l'époque à 4,7 % des dépenses du budget de l'État.

Certes, le transfert de la capitale aura un impact positif, en créant un nouveau centre de croissance dans une autre région. On peut espérer que les grands chantiers pour la construction des infrastructures absorberont la main-d'œuvre locale. Mais ces mégaprojets, loin de développer l'économie régionale, risquent de provoquer l'explosion de la spéculation foncière. On l'a vu lorsque le président SBY avait parlé de transférer la capitale. Une des options était la région de Jonggol, à 40 kilomètres au sud-est de Jakarta. Le prix des terres à Jonggol a aussitôt flambé, car avant même que le gouvernement n'évince la population, des affairistes sans scrupule l'avaient devancé en faisant pression sur les habitants pour qu'ils leur vendent leur terre contre une bouchée de pain.

Cette spéculation foncière par les affairistes risque aussi de vider les caisses de l'État. La loi indonésienne sur l'acquisi-

La congestion de la circulation ne diminuera pas tant que le nombre de véhicules ne sera pas limité.

tion des terres par l'État diffère de la loi malaisienne. En Malaisie, le gouvernement a tout pouvoir d'acquérir des terres pour des projets d'intérêt national, même sans indemnisations, si bien que le processus est simple et peu coûteux. Mais le gouvernement indonésien ne dispose pas d'un tel pouvoir. C'est bien le problème pour le développement des infrastructures nationales.

Le dernier cas en date est le processus de construction de la ligne de train à grande vitesse Jakarta-Bandung, qui n'avance pas parce que l'acquisition des terres sur le tracé n'est toujours pas finalisée. Alors si le simple projet d'un train à grande vitesse est ainsi bloqué, on peut imaginer ce qu'il en serait du transfert de la capitale. Avant de se lancer dans cette aventure, il serait bon que le gouvernement y réfléchisse à deux fois, plutôt que d'avoir des regrets plus tard. —

Publié le 10 juillet

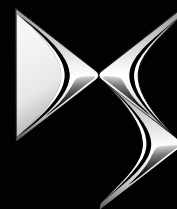
Les informés de franceinfo

Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi de 20h à 21h

chaque vendredi avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27



DS AUTOMOBILES

SPIRIT OF
AVANT-GARDE

DS 3 CONNECTED CHIC *Édition Limitée*

Navigation écran tactile 7"
Pack détection avec caméra de recul
DS Connect Box avec SOS et assistance inclus
Mirror Screen⁽¹⁾ avec MirrorLink[®] et Apple CarPlay[™]

COLLECTION AUTOMNE - HIVER 2017



DS AUTOMOBILES REPREND VOTRE VÉHICULE **3 000 €⁽²⁾** AU-DESSUS DE SA VALEUR.

DS préfère TOTAL

DSautomobiles.fr

Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde.

(1) Nécessite un téléphone compatible. (2) 3 000 € TTC, composés d'une remise de 1 500 € sur le tarif DS conseillé au 4 septembre 2017 et d'une aide reprise DS de 1 500 € sous condition de reprise d'un véhicule (quel que soit son âge), ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule, pour l'achat d'une DS 3 Connected Chic neuve. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'Argus, selon les conditions générales de l'Argus disponibles sur largus.fr, déduction faite d'un abattement de 15% pour frais et charges professionnels et des éventuels frais de remise en état standard. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 31/10/2017 dans le réseau Citroën/DS participant.

CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE DS 3 : DE 3,0 À 5,6 L/100 KM ET DE 79 À 129 G/KM. Automobiles Citroën RCS Paris 642 050 199

d'un continent à l'autre.

amériques

Moyen-Orient.....	20
Asie	23
Europe	24
Afrique	26
France	29



États-Unis. Trump réveille les démons de l'Amérique



FOCUS

Portée par Internet et par de nouveaux leaders, et galvanisée par les discours anti-immigration de Trump, la droite radicale a mis de côté ses vieilles divisions. Les nationalistes blancs n'hésitent plus à se montrer à visage découvert, comme à Charlottesville.

—The Wall Street Journal (extraits) New York

Le nationaliste blanc est venu de Caroline du Sud en voiture. Le patriote autoproclamé a fait la route à pied depuis le Tennessee. L'étudiant qui défend la fierté blanche est arrivé en avion du Nevada.

L'extrême droite, si divisée il y a peu encore, et dont les rangs clairsemés étaient dirigés par des chefs inconstants, a rarement été capable de mobiliser ses rangs comme elle l'a fait ces derniers temps. Le chaos dont Charlottesville a été le théâtre [samedi 12 août, une jeune femme, Heather Heyer, est morte renversée par un nationaliste blanc] prouve que ces groupes, s'ils restent peu nombreux, sont en train d'unir leurs forces.

Patrick LaPorte IV, âgé de 35 ans, le nationaliste blanc venu de Caroline du Sud pour assister à la manifestation, dit s'être déplacé

sans répondre à l'appel de tel ou tel groupe, mais plutôt parce qu'une nébuleuse composée d'autres personnes du même avis que lui a communiqué sur les réseaux sociaux. Le fait d'être traité de nazi ne dérange pas LaPorte, qui s'est doté d'un protège-dents en cas de bagarre, bien que, de lui-même, il se définisse comme un partisan de "*l'identité blanche*". Autrefois, ajoute-t-il, les nationalistes blancs avaient peur de se montrer à visage découvert, mais pour beaucoup ce temps-là est révolu.

Pour les représentants de la loi et d'autres qui suivent depuis longtemps les groupes extrémistes qui ont déferlé sur Charlottesville, l'événement constitue un tournant, à cause de la présence de tant d'éléments disparates. Si les participants n'ont été que quelques centaines, nettement moins que les dizaines de milliers de gens qui ont manifesté contre le président Donald Trump ou en faveur des

droits des immigrés et des femmes, il s'agit d'un des plus grands rassemblements de ce genre depuis des décennies.

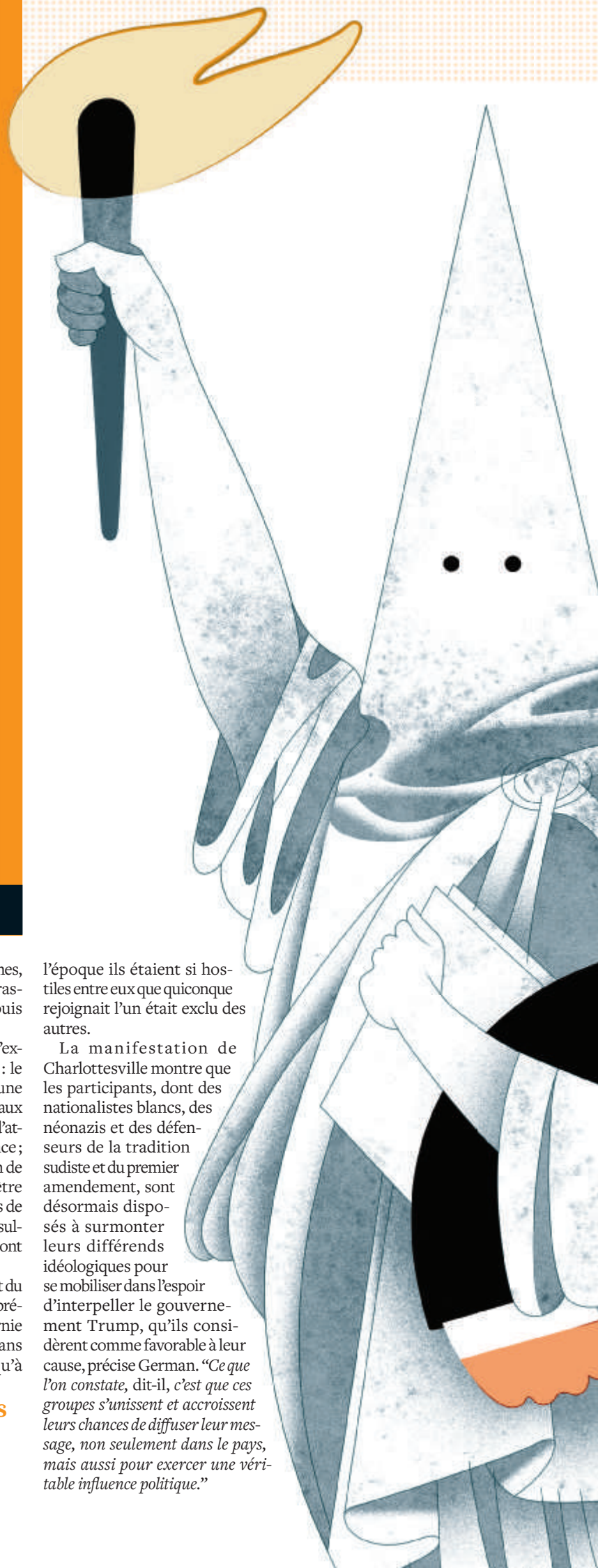
Cette nouvelle coopération s'explique par plusieurs facteurs : le nationalisme blanc s'est refait une santé grâce au web, qui a permis aux groupes d'unir leurs efforts et d'atteindre une plus grande audience ; grâce à une nouvelle génération de leaders, les divisions ont pu être surmontées ; et les déclarations de Trump sur les immigrés, les musulmans et le parti pris des médias ont encouragé le mouvement.

Michael German, ancien agent du FBI qui a infiltré des groupes suprémacistes et néonazis en Californie et dans l'État de Washington dans les années 1990, explique qu'à

Un des plus grands rassemblements de ce genre depuis des décennies.

l'époque ils étaient si hostiles entre eux que quiconque rejoignait l'un était exclu des autres.

La manifestation de Charlottesville montre que les participants, dont des nationalistes blancs, des néonazis et des défenseurs de la tradition sudiste et du premier amendement, sont désormais disposés à surmonter leurs différends idéologiques pour se mobiliser dans l'espoir d'interpeller le gouvernement Trump, qu'ils considèrent comme favorable à leur cause, précise German. "*Ce que l'on constate, dit-il, c'est que ces groupes s'unissent et accroissent leurs chances de diffuser leur message, non seulement dans le pays, mais aussi pour exercer une véritable influence politique.*"



↓ Dessin d'André Carrilho paru dans *Diário de Notícias*, Lisbonne.

Plusieurs des dirigeants du mouvement ont soutenu Trump pendant sa campagne. Ils continuent, d'ailleurs, et approuvent son mépris pour les médias. Eli Mosley, responsable des événements d'Identity Evropa – un groupe qui se dépeint comme “une génération d'Européens éveillés” – et un des organisateurs de la manifestation de Charlottesville, affirme que Trump offre aux mouvements comme le sien “un mégaphone” pour leurs “messages et idées”. “Je dirais que si Trump n'est pas l'un des nôtres, il a quand même le sens implicite de ce qu'est l'identité blanche, affirme-t-il. Peut-être qu'il ne le comprend pas, mais il le sous-entend clairement.”

Un extrémisme récurrent. Sous le nom de “Unite the Right” (“Unir la droite”), la manifestation de Charlottesville, organisée pour protester contre le déboulonnage d'une

statue du général sudiste Robert E. Lee, est la dernière expression en date d'un extrémisme récurrent tout au long de l'histoire américaine, surtout dans les périodes de tension sociale, économique et politique. Dans les années 1910 et 1920, le Ku Klux Klan, en plein renouveau, a attiré des millions d'adhérents. Pendant la Grande Dépression, les membres du German American Bund, une organisation nazie, s'en sont pris à la gauche et aux Juifs. Des groupuscules dissidents du KKK et d'autres organisations nationalistes blanches ont agressé des Noirs et des défenseurs des droits civiques dans les années 1950 et 1960. Une décennie plus tard, ces groupes, fragmentés et de dimensions modestes, n'en ont pas moins conservé leur propension à la violence. L'attentat d'Oklahoma City, en 1995, dont le principal responsable avait été influencé par

des idées suprémacistes hostiles au gouvernement, a causé la mort de 168 personnes et contraint le FBI à prendre des mesures sévères contre ces mouvements.

Pour Kathleen Blee, sociologue de l'université de Pittsburgh et auteure d'ouvrages sur le Ku Klux Klan, la manifestation de Charlottesville, est “l'un des premiers événements où des gens des vieux mouvements racistes, les David Duke, s'associent à l'alt-right au nom d'un projet commun. Ce qui est remarquable, c'est qu'ils ont réussi à la mettre en place”. (L'alt-right englobe une variété de mouvements d'extrême droite qui se réclament de la suprématie blanche ou qui rejettent le conservatisme traditionnel.)

Le mouvement a développé une plus grande cohésion grâce à des leaders relativement jeunes, comme le nationaliste blanc Richard Spencer, qui dirige le National

Trump offre aux suprémacistes un mégaphone pour leurs idées.

Policy Institute, une organisation consacrée, dit-il, à “l'avenir des gens d'origine européenne aux États-Unis”, et est considéré comme l'un des fondateurs de l'alt-right.

Jared Taylor, rédacteur en chef du site nationaliste blanc *American Renaissance*, estime que l'influence de Trump sur le mouvement est exagérée. “Ce mouvement se développait avec lui, sans lui, et il va continuer à s'étendre quand il sera parti. Il a quelque chose d'enthousiasmant, bien sûr, parce que sa politique converge en partie avec celle que nous aimerions voir mise en œuvre.”

Coordination. À en croire quelques-uns des participants au rassemblement de Charlottesville, en dépit des violences qui ont terni l'événement, il est urgent de se faire entendre. Enfin, ont déclaré plusieurs des personnes interviewées, voilà un gouvernement qui semble partager l'idée que l'immigration contribue aux malheurs du pays.

Pour LaPorte, le nationaliste blanc venu de Caroline du Sud, le manque de cohésion du mouvement n'a aucune importance en ligne. Du reste, l'événement a bénéficié d'un certain degré de coordination en amont, insiste-t-il. Des gens sont arrivés vêtus de treillis noirs, d'autres, comme

lui, de jeans et de polos. Durant le défilé, les sinistres aubes et cagoules du Klan ou les chemises brunes des néonazis se sont faites discrètes, beaucoup étant habillés comme LaPorte. Même ceux qui arboraient des tenues extrémistes ont délaissé les symboles les plus connus, comme les croix gammées, au profit de badges ornés de “88”, un raccourci de “Heil Hitler”.

Pendant la manifestation, des défenseurs de la fierté sudiste, plus âgés et à la barbe broussailleuse, et des militants vêtus de noir et chaussés de rangers ont côtoyé des hommes jeunes, rasés de frais, le cheveu coupé court, dont l'un au moins portait un blazer avec une pochette. Sur un cliché, on peut voir un jeune homme élégant en train de brandir une torche, la bouche ouverte alors qu'il crie en défilant dans la ville. Peter Cvjetanovic, étudiant de 20 ans à l'université du Nevada, à Reno, a reconnu qu'il s'agissait de lui dans une interview. Il dit avoir rejoint Identity Evropa il y a un mois, et avoir appris l'existence de la manifestation à l'aide d'un serveur interne du groupe. Il a pris l'avion pour la Virginie, indique-t-il, “pour rendre hommage à la tradition blanche et la respecter dans tout ce qu'elle a de bon et tout ce qu'elle a de mauvais”.

Au début, Doc Smith, vendeur de viande de bœuf séchée à Clarksville, dans le Tennessee, n'était pas sûr de vouloir participer aux événements à Charlottesville, parce qu'il pensait que le fait de défiler aux côtés de néonazis risquait de ternir la réputation de l'association dont il fait partie, un groupe de patriotes autoproclamés baptisés les “Hiwaymen”. Le matin du 11 août, Smith, un quinquagénaire qui a parcouru le pays pour protester contre le démantèlement de monuments confédérés, s'est finalement décidé à monter dans son pick-up pour effectuer les neuf heures de route jusqu'en Virginie. De retour chez lui le surlendemain, malgré le chagrin lié à la mort d'une jeune femme, il a eu le sentiment que le mouvement avait le vent en poupe. Sur sa page Facebook, vidéos et mises à jour s'enchaînent au sujet de Charlottesville. “Vous allez voir comment le mouvement va exploser après ce qui s'est passé à Charlottesville”, dit-il. La prochaine fois, il y aura peut-être des milliers de gens.”

—Dan Frosch, Cameron McWhirter et Ben Kesling
Publié le 16 août

À la une

TRUMP ENTRE FASCISME ET KU KLUX KLAN



“De la haine en Amérique” titrait la semaine dernière l'hebdomadaire américain *Time* sur une image du salut fasciste. Les unes des plus prestigieux magazines ont été très sévères avec le président Trump.



Du côté britannique, *The Economist* se passait de titre, montrant seulement un haut-parleur en forme de cagoule du Ku Klux Klan, l'organisation suprémaciste blanche.



La cagoule du Ku Klux Klan était aussi à la une du *New Yorker*, cette fois sous la forme d'une voile dans laquelle souffle le président Trump.



↓ Dessin de Joep Bertrams paru dans De Groene Amsterdammer, Pays-Bas.

Les patrons et l'armée se rebiffent

●●● *“L’attitude instinctive des milieux d’affaires et de l’establishment militaire est de traiter la présidence avec respect. Le spectacle de généraux et de PDG désavouant de fait Donald Trump montre donc l’ampleur de leur consternation”,* souligne le **Financial Times**. Après les déclarations du président sur les violences de Charlottesville, huit PDG ont démissionné de deux organes économiques consultatifs, obligeant Trump à les dissoudre. Une décision qui est aussi *“le résultat d’une accumulation de frustrations liées à son incapacité à mener les politiques favorables aux affaires promises lors de sa campagne”,* note une chroniqueuse du journal britannique. Par ailleurs, après les propos de Trump, cinq membres du Comité des chefs d’état-major interarmées ont pris publiquement position pour dénoncer la haine et les violences racistes. Une intervention bienvenue mais qui laisse aussi un goût amer, relève le quotidien. *“De telles incursions dans la politique, ajoutées à la présence de plusieurs généraux dans le cabinet Trump [...], brouillent les lignes entre le civil et le militaire. Les dommages causés à des institutions américaines fondamentales risquent de durer bien après la fin de sa présidence.”*

Des supporters toujours fidèles

●●● *“Soyons honnêtes, les gens qui sont aujourd’hui outragés sont ceux qui l’ont toujours été. Les médias font comme si quelque chose avait changé, alors qu’en réalité rien n’a changé.”* Comme cette électrice républicaine interrogée par **The New York Times**, beaucoup de supporters de Trump n’ont pas été ébranlés par sa réaction concernant Charlottesville. Selon un sondage CBS News, 67 % des électeurs républicains l’approuvent même.

Bannon s’en va, son influence reste

●●● Le départ de Steve Bannon, le stratège en chef de Trump, annoncé le 18 août, peut-il infléchir la ligne du président ? Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, l’ex-président exécutif du site d’extrême droite Breitbart News (qu’il a immédiatement rejoint) *“a été un fervent défenseur d’un nationalisme viscéral”,* rappelle **The New York Times**. D’après **Politico**, il a notamment poussé le président à se poser en défenseur des monuments à la mémoire des Confédérés. Du coup, pour **The New York Times**, *“son départ pourrait faire pencher la balance, sur certaines questions âprement débattues, en faveur d’une approche plus traditionnelle”*. Ce départ constitue aussi une victoire pour le nouveau chef de cabinet John Kelly, nommé il y a trois semaines *“à un poste où on lui a donné le pouvoir unilatéral de remanier l’équipe de la Maison-Blanche, afin de mettre fin aux guerres internes entre factions”,* rappelle **The Washington Post**. Toutefois, tempère **The New York Times**, *“M. Trump promouvait des mensonges [sur la citoyenneté d’Obama] et des mêmes racistes bien avant de travailler avec M. Bannon”*. Et celui-ci pourrait s’avérer bien plus dangereux maintenant qu’il dispose, pour imposer ses vues, de l’appui *“du mégaphone Breitbart et de puissants ultraconservateurs”*.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Charlottesville: *Race et Terreur*, un reportage vidéo exceptionnel du site américain **Vice News** sur les manifestations de Charlottesville.



Un président indéfendable

En renvoyant dos à dos militants anti-fascistes et suprémacistes blancs, Donald Trump a révolté certains de ses plus ardents supporters. À l’image de ce jeune intellectuel, fondateur d’une revue “trumpiste”, qui se repent de l’avoir soutenu.

—**The New York Times**
(extraits) *New York*

Quand Donald Trump a annoncé son intention de se présenter à la présidentielle, comme tant d’autres, j’ai d’abord cru qu’il ne s’agissait que d’un coup publicitaire qui ferait long feu. Mais un mois plus tard, je suis tombé par hasard sur un de ses meetings sur la chaîne parlementaire C-Span. Et j’ai été fasciné.

J’ai alors soutenu le candidat républicain dans des dizaines d’articles, lors de passages à la radio et à la télévision. Mes amis et collègues conservateurs n’en revenaient pas. Dès septembre 2015, j’ai écrit que Trump était *“le candidat le plus sérieux de la campagne”*. J’étais témoin du déclin de ce pays – de son économie vacillante et du délitement de son tissu social – et je m’étais dit que la volonté de

Trump de sortir des impasses partisanses pourrait être à l’origine d’un renouveau.

Il est désormais clair que mon optimisme était infondé. Je ne peux plus défendre ce gouvernement honteux, et j’appelle quiconque s’est rallié à lui comme je l’ai fait à cesser de soutenir le 45^e président.

Loin de rendre sa grandeur à l’Amérique, Trump a trahi ce qui est à la source de notre citoyenneté commune. Et ses agissements compromettent tout espoir d’appliquer un programme à même de restaurer l’espoir du mode de vie américain.

Vous vous demandez peut-être ce que j’ai bien pu voir en lui, surtout au lendemain de Charlottesville ?

S’il s’est montré grossier et manipulateur pendant presque toute la campagne des primaires, il s’est tenu à l’écart des idéologies rigides et a abordé directement les questions que les candidats plus

traditionnels des deux partis préféraient ignorer. Au lieu de vanter les mérites de l’esprit d’entreprise américain, il a reconnu que notre *“économie de l’information”* avait engendré bien peu de croissance des salaires ou de la productivité. Il était prêt à dénoncer le consensus sur le libre-échange et a rappelé l’impact dévastateur de la désindustrialisation sur des localités. Il a évoqué sans détours les échecs des deux partis en politique étrangère, comme les débâcles en Irak et en Libye, et a rejeté le discours utopique qui prétendait *“promouvoir la démocratie”*. Il a parlé des inégalités croissantes en matière de revenus – ce qui était presque inouï de

Trump a trahi ce qui est à la source de notre citoyenneté commune.

↓ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.

la part d'un candidat républicain – et n'est pas allé raconter que le problème pourrait être résolu en se contentant de réduire les impôts ou l'intervention de l'État.

Il a tancé sans merci [Les candidats aux primaires] Jeb Bush et Ted Cruz, qu'il a accusés d'annoncer des platitudes censées plaire à certains types d'électorats, tout en servant les intérêts de leurs principaux bailleurs de fonds, et il avait raison. Le fait qu'il était disposé à secouer l'establishment et ses idées préconçues a séduit les électeurs.

Je me suis efforcé, dans mes articles, de guider le gouvernement sur la bonne voie. Lors des primaires, le blog *Journal of American Greatness*, que j'ai contribué à animer, faisait partie des principaux soutiens à la campagne de Trump sur certaines questions. (Michael Anton, aujourd'hui membre du Conseil de sécurité nationale, comptait parmi nos auteurs les plus prolifiques.) Puis, après l'élection, j'ai fondé une revue trimestrielle, *American Affairs*, consacrée à l'étude critique de ce que l'on appelle généralement le consensus néolibéral : entière liberté de circulation des capitaux et de la main-d'œuvre ; transfert du pouvoir des gouvernements nationaux vers des technocraties transnationales ; marché libre ; et promotion de la démocratie pour seul postulat de notre politique étrangère. Autrement dit, le triste héritage des gouvernements Bush et Clinton, qui ont largement ouvert la voie à Donald Trump.

Un chaos incessant. Étant l'une des rares voix dans les médias à prêter une oreille bienveillante à Donald Trump, on me demande souvent de commenter son élection surprise ou, plus récemment, ses interventions, ses mesures et le flot ininterrompu d'informations en provenance de la Maison-Blanche. Durant des mois, en dépit du chaos et de l'incohérence croissants de son gouvernement, j'ai accordé au président le bénéfice du doute : "Non, je ne crois pas qu'il soit réellement raciste", déclarai-je alors à divers publics de sceptiques. Ou bien : "Ils ont fait des erreurs, mais ils débutent."

Ils ont fini de débiter. Non seulement le président n'a pas été capable de procéder au changement de cap nécessaire pour sauver son gouvernement, mais sa conduite, toujours plus scandaleuse, ne peut que rebutter quiconque aurait pu vouloir un jour s'associer avec lui.

Depuis le début de sa campagne, une des plus graves accusations dirigées contre Trump était de lui reprocher de flatter l'électorat raciste. Bon nombre de ses partisans, moi y compris, sont parvenus à se persuader que ses remarques les plus outrageuses – celles à l'égard du juge Gonzalo Curiel [qu'il a accusé de le "hair" parce qu'il était "mexicain", alors qu'il est né et a grandi aux États-Unis] ou ses hésitations à se distancier de David Duke [ancien leader du Ku Klux Klan, qui lui a apporté son soutien] – n'étaient que des maladresses commises dans l'effervescence de la campagne.

Il est à présent clair que nous nous bercions d'illusions. De deux choses l'une, soit Donald Trump est un allié avéré de David Duke et de sa clique, soit il est trop obtus pour seulement tirer les leçons de ses pires erreurs. Quoi qu'il en soit, il continue de donner raison à ses détracteurs les plus sévères.

Semer l'équivoque sur Charlottesville est le comble de l'irresponsabilité.

Un jour, Trump a affirmé que s'il tuait quelqu'un dans la rue, il ne perdrait pas d'électeurs. Eh bien, quelqu'un vient de se faire tuer dans la rue par un suprémaciste blanc à Charlottesville. Qu'il ait refusé de condamner sans délai les groupes responsables de cette violence intolérable était à la fois moralement infâme et d'une bêtise monumentale. En cela, Trump a peut-être manqué l'occasion la plus facile qu'on puisse imaginer de prouver sa stature présidentielle. Loin de réaffirmer l'unité nationale qu'il prétend représenter, ses propos équivoques ne pourront qu'attiser la flamme de la division dans notre pays.

S'il avait été question du climat politique général, Trump aurait pu avoir raison d'attribuer à "bien des côtés" la responsabilité des tensions sociales exacerbées. En revanche, dans les événements de Charlottesville, un côté seulement – un nationaliste blanc dérangé – s'est rendu responsable d'avoir tué quelqu'un. Semer l'équivoque là-dessus est le comble de l'irresponsabilité.

Ceux d'entre nous qui ont soutenu Trump n'ont jamais été assez naïfs pour imaginer qu'il se transformerait en un modèle de

bienséance présidentielle dès son entrée en fonctions. Mais nous estimions que quelques tweets gênants étaient le prix à payer pour un programme mis en œuvre avec succès.

Pourtant, après plus de deux cents jours à la tête du pays, Trump n'a pas amélioré son comportement, loin de là. Son gouvernement n'a fait passer aucune loi importante – et n'en prend pas le chemin, apparemment. Le ministère du Commerce de Wilbur Ross a proposé des évolutions raisonnables et progressives de la politique commerciale, mais sans formuler aucun projet à long terme. Une proposition de loi des sénateurs Tom Cotton et David Perdue pourrait jeter les bases saines d'une réforme de la politique d'immigration, mais elle s'est perdue dans les sables. Contre toute attente, ce gouvernement néglige les infrastructures et la réforme de l'impôt sur les sociétés – des sujets pouvant susciter un large soutien –, leur préférant une version réchauffée de l'abrogation de l'Obamacare, qui s'est soldée, comme on pouvait le prévoir, par un échec humiliant.

Pour l'instant, il ne s'est encore rien produit de désastreux en politique étrangère, mais le chaos incessant qui règne au sein de ce gouvernement n'inspire guère confiance. De nombreux postes de haut niveau ne sont pas encore pourvus. Quant aux personnalités déjà en poste, ce sont trop souvent des idéologues assez répugnants, sans envergure, doublés d'incapables, comme Steve Bannon [ex-stratège en chef de Trump qui a quitté la Maison-Blanche le 18 août].

Rien d'étonnant qu'un nombre grandissant de hauts responsables se contentent d'ignorer le président. Loin de mettre en place les transformations qu'il avait promises à ses électeurs, Trump semble avoir pour seul talent de provoquer des délires médiatiques grotesques – comme le disaient tous ses détracteurs. Ceux qui avaient trouvé quelques éléments admirables dans les projets nébuleux de sa campagne vont devoir sauver ce programme du naufrage de sa présidence. Là-dessus, je ne suis pas prêt à renoncer.

— Julius Krein*
Publié le 18 août

* Ancien étudiant en philosophie politique à Harvard. Julius Krein, 31 ans, a travaillé dans la finance avant de fonder la revue *American Affairs*.



“Le racisme est dans l'ADN de Trump”

Donald Trump est-il raciste ? Si l'intéressé s'en est toujours défendu, certains journaux et intellectuels américains tendent à le penser. “Le racisme fait partie de l'ADN de Donald Trump”, affirme l'historien Eric Foner, dans un entretien accordé au magazine de gauche **The Nation**. Lui et son père ont été attaqués par le ministère de la Justice en 1973 parce qu'ils ne permettaient pas aux Noirs de louer les appartements qu'ils géraient. Trump a accédé à la notoriété dans le domaine politique quand il a inséré une pub sur une pleine page dans *The New York Times* [en 1989], demandant la peine de mort pour quatre

jeunes Noirs accusés et condamnés pour l'agression d'une femme qui faisait son jogging à Central Park – et finalement innocentés. Trump s'est ensuite fait le porte-parole du mouvement dit des "Birthers", qui prétendait que Barack Obama n'était pas citoyen américain.” Pour l'historien, spécialiste de la période de la “Reconstruction” après la guerre de Sécession, Donald Trump est une “version exagérée” de ce qui est arrivé au Parti républicain depuis cinquante ans. Le parti d'Abraham Lincoln, historiquement favorable aux droits civiques pour les Noirs, s'est mis à jouer sur le racisme et le ressentiment des Blancs, notamment sous Richard Nixon avec des messages “codés” comme le slogan “la loi et l'ordre”. “Ce qui est différent avec Trump, c'est à quel point

il fait ça ouvertement. Trump a fait campagne en déclarant que tous les Noirs vivaient dans des trous à rats tout en leur demandant : “Qu'est-ce que vous avez à perdre à voter pour moi ?” Ce qu'ils ont à perdre est devenu assez clair. Ils peuvent perdre le droit de vote. Ils peuvent perdre la discrimination positive. Ils peuvent perdre l'idée que le gouvernement fédéral considère le racisme comme un problème sérieux.”

Le ministère de la Justice, dirigé par l'ex-sénateur de l'Alabama Jeff Sessions, a en effet prévu de s'attaquer aux politiques de discrimination positive dans les admissions à l'université, au motif qu'elles nuiraient aux candidats blancs.

Et le président a mis en place une “commission sur l'intégrité électorale” dirigée par un adepte du durcissement des conditions de vote, impactant avant tout les minorités.

Pour le biographe de Trump Michael D'Antonio, interrogé par **The Boston Globe**, le milliardaire “a un point de vue raciste sur le monde. Au fil des ans, il a manifesté du ressentiment à l'encontre de tous les groupes à l'exception des hommes blancs.” À en croire l'auteur du livre *The Truth about Trump* (“La Vérité sur Trump”, 2016, non traduit), Donald Trump et son fils lui auraient personnellement confié que la famille croyait en l'existence d'une gradation distinguant des populations supérieures et inférieures. D'Antonio rappelle aussi les déclarations publiques de Trump sur ses soi-disant “super-gènes”.—





moyen-orient

Syrie. À Damas, la peur prend ses quartiers

Jadis, les Syriens ne craignaient que la police et les sbires du régime. Aujourd'hui, la méfiance haineuse entre sunnites, chiites et chrétiens redessine les contours de la ville des Omeyyades.



—Al-Jumhuriya (extraits) Istanbul

Rahaf est épuisée. Toute la journée, cette femme trentenaire a couru à droite à gauche à la recherche d'un appartement. Et elle sait qu'elle n'est pas au bout de ses peines. Car à Damas, il est difficile de trouver un "logement décent et abordable", explique-t-elle. "Surtout pour une sunnite comme moi."

Elle en a bien vu un certain nombre qui lui auraient convenu dans les quartiers du vieux Damas à majorité chrétienne ou chiite, à Al-Qassaa et à Bab Touma. Mais, dit-elle, "après des semaines de recherches, je suis arrivée à la conclusion que les propriétaires refusent de louer à des sunnites". Ce n'est jamais dit ouvertement, mais Rahaf a tout de même entendu un propriétaire lui répondre : "Désolé, mais vous n'êtes pas des nôtres."

Elle a également essayé de s'enregistrer dans un des monastères situés dans le quartier de Bab Charqi [quartier chrétien

du vieux Damas], qui proposent généralement des chambres pour jeunes femmes, mais là encore, elle s'est heurtée à une série de refus, sous prétexte que toutes les chambres étaient occupées. Le fait est qu'à Damas, et plus particulièrement dans les vieux quartiers, on n'a plus seulement peur des sbires du régime, de se faire arrêter, d'être réquisitionné par l'armée ou de recevoir une balle perdue. C'est une autre peur qui se diffuse, la peur de l'autre. Tout le monde se referme sur sa communauté, et tous ceux qui arrivent d'autres régions du pays se heurtent à une sourde hostilité.

Saad possède une grande maison traditionnelle à Bab Touma, quartier à majorité chrétienne de la vieille ville de Damas. Il avait l'habitude de louer des chambres à des étudiants et à des touristes, surtout durant l'été quand les étrangers affluaient pour apprendre l'arabe dans les instituts et écoles pour lesquels Damas était réputée.

Mais la guerre a mis un terme au tourisme, et Saad a dû se résoudre à louer à des Syriens, la plupart du temps des déplacés ayant fui les régions "chaudes", selon son expression. Il préférerait pourtant louer aux étudiants. "Partout on me dit de ne pas louer à des personnes déplacées pour ne pas avoir de problèmes. Il vaut mieux être prudent. On ne sait jamais ce qui peut arriver."

Ghalia, autre jeune femme à la recherche d'un logement, raconte ce qui lui est arrivé le jour de Pâques. Elle a voulu rendre visite à des amis à Bab Touma, mais quand elle est arrivée dans la zone interdite à la circulation automobile pour cause de cérémonies religieuses, elle s'est heurtée à un barrage. Elle a dû montrer sa carte d'identité, puis on lui a signifié qu'elle ne pouvait pas poursuivre son chemin, sauf à faire venir un de ses amis pour l'accompagner dans le quartier.

Divisions confessionnelles. "Il nous faut désormais nous mettre sous la protection de quelqu'un pour pouvoir évoluer librement dans la ville, se lamente-t-elle. Il suffit d'être originaire d'un village des environs pour être refoulé à un barrage." Damas a accueilli des centaines de milliers de personnes déplacées depuis le début de la guerre. Mais les différentes communautés n'ont eu de cesse de se replier sur elles-mêmes. "C'est toute une génération qui rejette l'autre et qui voudrait s'en débarrasser, par les armes s'il le faut."

Les divisions confessionnelles se reflètent également sur le marché florissant de l'immobilier, chaque communauté tendant à se renfermer sur elle-même à l'intérieur de quelques quartiers contigus. Un potentiel acheteur se voit donc fréquemment confronté à des questions très directes, du genre : "Êtes-vous chrétien, sunnite ou chiite ?" Dans les quartiers de Bab Al-Salam et d'Al-Amara, les propriétaires sunnites ne vendent qu'à des sunnites, tandis que dans les quartiers chiites tels qu'Al-Joura, les propriétaires préfèrent les acheteurs chiites ou parfois chrétiens.

Aujourd'hui, les acheteurs sont surtout des chiites, ce qui se voit aisément compte tenu de la multiplication de banderoles, d'images de l'imam Ali et de portraits de "martyrs" morts aux côtés des forces du régime syrien. Cela donne lieu à d'innombrables rumeurs selon lesquelles les immeubles seraient en train d'être rachetés par dizaines par des Iraniens. Et difficile de faire la part des choses entre fantasme et réalité. Salim, qui habite à Al-Amara, semble confirmer le fait : "Chaque jour, nous voyons de nouveaux visages dans le quartier. Leurs habits, et surtout le type de voile des femmes, montrent qu'ils sont chiites. Sans doute s'agit-il de Syriens, mais nous les soupçonnons d'agir en hommes de paille pour des Iraniens qui achètent massivement, mais préfèrent rester discrets."

Une autre source de rumeurs sont les incendies qui se sont multipliés dans la vieille ville. Le 25 avril 2016, le feu a ravagé une centaine de boutiques dans le souk d'Al-Asrouniyé, situé près de la mosquée

des Omeyyades. Selon la version officielle, il serait dû à un court-circuit dans une des boutiques et aux produits en plastique hautement inflammables qui s'entassaient dans ce souk. Mais beaucoup de Damascènes murmurent que ce serait le régime syrien lui-même, et à travers lui l'Iran, qui aurait provoqué le feu. Ils expliquent qu'auparavant les propriétaires des boutiques dans ce souk avaient subi des pressions tendant à les pousser à vendre leurs boutiques à des chiites iraniens, mais qu'ils avaient été nombreux à résister.

Le but de l'opération serait d'élargir le périmètre autour du tombeau de Sayyida Ruqayya [situé derrière la mosquée des Omeyyades, et qui est le deuxième lieu de pèlerinage chiite en Syrie, après celui de Sayyida Zaynab, dans la banlieue de Damas], pour y installer toujours plus de boutiques et de bureaux d'associations et d'œuvres caritatives chiites. Depuis, il y a eu une série d'autres incendies de moindre ampleur dans d'autres quartiers.

Dans les secteurs à majorité chrétienne, on constate depuis deux ans le déploiement de milices chiites, à tel point que certains habitants parlent de provocation. "On les entend parler dans des langues étrangères qu'on n'arrive pas à identifier, explique Georges, habitant d'un de ces quartiers. Et puis, ils font leurs processions religieuses et accrochent des banderoles avec leurs mots d'ordre chiites. Des pans entiers de nos quartiers sont devenus des fiefs de combattants chiites, qui soutiennent le régime Assad."

"Chaque communauté crée maintenant des milices pour la défense de son quartier."

Georges,
UN HABITANT DE DAMAS

Georges parle également des fêtes chiites qui éclipsent les fêtes chrétiennes et qui donnent lieu à l'installation de barrages, renforçant les divisions de ces quartiers. Selon Georges, "chaque communauté crée maintenant des milices confessionnelles pour la défense de son quartier".

Ces divisions s'observent lors des processions chiites qui passent à travers le vieux souk Al-Hamidiyah jusqu'à la mosquée des Omeyyades, quand une partie des riverains ont du mal à cacher leur désapprobation, tandis que d'autres les encouragent. Quant à passer près du mausolée de Sayyida Ruqayya, c'est toute une aventure, selon Georges : "Il y a des barrages partout où l'on procède à des fouilles, surtout en période de fêtes religieuses."

"La ville ne ressemble plus à ce qu'elle était avant 2011, conclut-il. Tous les rapports sociaux s'y délitent. Même si nous devions réussir à dépasser nos désaccords politiques, il sera autrement plus difficile de dépasser nos divisions intercommunautaires."

—Jana Salem
Publié le 10 août

ARABIE SAOUDITE-QATAR

“Washington ne laissera pas la crise dégénérer”

Plus de deux mois après le début du bras de fer entre Riyad et Doha, aucune sortie de crise ne semble se dessiner. Interview de Bernard Haykel, professeur à l'université de Princeton et spécialiste du royaume wahhabite.



—L'Orient-Le Jour Beyrouth

La crise du Golfe opposant le camp saoudien au Qatar a-t-elle reconfiguré les alliances au Moyen-Orient ?

BERNARD HAYKEL Il est un peu trop tôt pour parler d'une reconfiguration politique du Golfe. Il y a certains liens entre l'Iran et le Qatar qui se sont refondés, d'autant que Téhéran envoie des vivres et a ouvert son espace aérien aux vols qatari. Il y a un rapprochement, certes, mais, historiquement et culturellement, le Qatar ne fait pas partie de la sphère iranienne et restera dans le giron arabe et de la péninsule Arabique. Cette crise peut durer, mais je ne pense pas qu'elle va aboutir à une vraie reconfiguration des alliances, telle qu'une alliance à 100 % entre l'Iran et le Qatar. On l'observe sur le terrain syrien, où ils sont dans des camps opposés. L'Arabie saoudite est en train d'essayer de contenir la crise avec le Qatar afin qu'elle n'aille pas au-delà du Golfe et qu'elle ne donne pas lieu à une crise plus générale et à une reconfiguration des alliances.

Le royaume saoudien a-t-il eu le feu vert des Américains pour s'en prendre ainsi au Qatar ?

Je ne crois pas que l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis aient demandé un feu vert américain. Les deux pays ont eu des

informations sur le financement, par le Qatar, d'opposants saoudiens et émiratis en Europe et au sein de leur territoire même, et ils ont donc décidé de pousser le Qatar à capituler. Ils ont cru que, puisqu'ils venaient d'établir une très bonne relation avec le président américain Donald Trump et surtout avec son beau-fils Jared Kushner, ils auraient par conséquent l'appui des Américains. Ils l'ont eu effectivement, mais l'Arabie saoudite et les Émirats ont mal calculé leur coup sur deux aspects. Premièrement, ils n'ont pas vu que Rex Tillerson, secrétaire d'État américain et

ex-PDG d'ExxonMobil, allait prendre position pour Doha, car il avait des relations très intimes avec le leadership qatari (ExxonMobil effectue ses plus grandes opérations mondiales au Qatar). La seconde erreur est que la grande base américaine d'Al-Udeid, au Qatar, est essen-

tielle au bon fonctionnement de toutes les opérations militaires menées de l'Afghanistan jusqu'aux confins de la Méditerranée. Le ministre américain de la Défense, le général Mattis, a expliqué à Trump que cette base doit toujours rester opérationnelle, et qu'en aucun cas la crise entre les différents pays ne doit avoir de conséquences sur elle. Mattis s'est donc rangé aux côtés de Tillerson contre Trump. C'est pourquoi le président américain a préféré donner le dossier à son secrétaire d'État. L'Arabie saoudite et les Émirats n'ont pas su quoi faire de la réaction américaine,



INTERVIEW

↳ Jared Kushner fait des affaires avec les Saoudiens. Le Saoudien : “C'est pareil ici, en Arabie saoudite. Si vous voulez un ami, adoptez un chien...” Le chien : “Coucou papa ! (Oouaf!)” Dessin de Danziger paru dans The Rutland Herald, États-Unis.

qui s'avère plus complexe que l'appui total et inconditionnel qu'ils ont obtenu de Trump. Dans la situation actuelle, les Américains ne laisseront pas la crise dégénérer en conflit armé.

Quels sont les scénarios envisageables de sortie de crise ? L'Arabie saoudite peut-elle parvenir à faire plier le Qatar ? Le Qatar se prépare à un très long boycott et il a les moyens financiers pour en assumer les conséquences pendant au moins deux ans. En même temps, l'émirat a eu un succès mondial en matière de propagande et d'information, parce qu'il a mis en avant que le fait de fermer la chaîne Al-Jazira allait à l'encontre de la liberté d'expression. Le Qatar a pris une position plutôt libérale et démocratique, tandis que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont apparus comme des régimes autoritaires et répressifs. Ce qui n'est pas entièrement vrai, parce que le Qatar est lui aussi un régime autoritaire et répressif.

Cette crise survient alors même que le royaume saoudien est en pleine mutation, notamment du fait de l'accession à la place de prince héritier du fils du roi, Mohammed ben Salmane. Quel impact peut avoir cette évolution interne sur la politique saoudienne dans la région ? On voit avec Mohammed ben Salmane une consolidation et une centralisation du pouvoir, dont nous n'avons pas été témoins depuis le roi fondateur, Abdelaziz. L'Arabie saoudite est désormais dirigée par quelqu'un de très dynamique, assez charismatique, mais qui a aussi des idées très dures vis-à-vis de l'Iran ainsi que sur la diversification économique du pays, prônant un certain nombre de réformes régionales et intérieures.

La crise du Golfe a fait ressortir un affrontement au sein du camp sunnite. Est-ce

que les Saoudiens ont les moyens de prendre la tête de ce pôle ?

Le sunnisme est un peu comme le protestantisme, dans le sens où il n'y a jamais eu un seul pôle qui le contrôle. Le monde chiite est différent, car c'est un monde minoritaire, où il y a une hiérarchie du clergé, avec un État qui est l'Iran et une doctrine qui centralise le pouvoir avec un clerc. Le monde sunnite n'a quasiment jamais été unifié, sauf à l'époque des califes, au Moyen Âge, donc je ne crois pas que l'Arabie saoudite va pouvoir centraliser le pouvoir des sunnites. Ça va rester un monde un peu éparpillé et décentralisé.

Ce camp sunnite a-t-il perdu en influence sur les territoires stratégiques face à l'axe chiite, que ce soit en Syrie ou en Irak ?

Avec l'accord entre Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine (sur le cessez-le-feu en Syrie), il y a sûrement eu une perte du côté sunnite, parce qu'on accepte désormais le fait que Bachar El-Assad reste au pouvoir, que son remplacement ne soit pas inévitable. En Irak, l'État islamique a enregistré des pertes face aux milices chiites et aux armées irakienne et américaine. Cela montre donc que l'éclatement du monde sunnite peut être encore plus important qu'il ne l'est maintenant.

L'Arabie saoudite a-t-elle donc revu ses stratégies à la baisse, notamment en Syrie ?

Il est certain que les Saoudiens sont en train de repenser leur stratégie syrienne. Mais le problème est qu'en Syrie le pôle le plus dur et le plus efficace est celui des djihadistes, et les Saoudiens ne veulent rien avoir à faire avec eux. Ils ont un problème du fait que l'opposition à Assad est devenue très djihadiste et qu'il y a un peu de gens qu'ils peuvent subventionner ou appuyer.

—Propos recueillis par Caroline Hayek
Publié le 12 août

VIVEZ LES AFFAIRES ETRANGERES

ILERI

L'ÉCOLE
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
FONDÉE EN 1948

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE
BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Trois spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence économique - Grade de Master
- Action humanitaire - Titre RNCP Niveau I

TÉLÉCHARGEZ L'APPLI ILERI

DERNIÈRES PLACES

SÉLECTION SUR RENDEZ-VOUS INDIVIDUEL

01 40 53 00 44 - 7, Avenue des Chasseurs 75017 Paris ileri.fr

ISRAËL

✎ Dessin de Balaban,
Luxembourg.

L'inexorable chute de Nétanyahou

Même si le Premier ministre demeure populaire, de nombreux scandales l'éclaboussent et n'épargnent plus sa famille. Et sa réaction est de plus en plus paranoïaque, note ce journaliste israélien.

— Foreign Policy (extraits)
Washington

Il y a certaines ressemblances entre les scandales politiques d'Israël et la comédie incessante qu'offre le gouvernement Trump, mais aussi certaines différences. L'entourage du Premier ministre Benyamin Nétanyahou n'est pas aussi épouvantable que celui de Trump. Et le show de Jérusalem touche à sa fin, contrairement à celui de Washington.

Début août, l'ancien chef de cabinet de Nétanyahou, Ari Harow, a signé un accord de coopération avec la justice et la police pour devenir témoin de l'accusation [portée contre Nétanyahou]. Harow a été l'un des plus proches conseillers du Premier ministre israélien pendant des années. C'est le plus important rebondissement dans les enquêtes pour corruption entourant Nétanyahou, enquêtes qui durent depuis longtemps et qui désormais impliquent son épouse, son fils aîné, son avocat et l'un des membres du Conseil des ministres. Et maintenant son fils est également poursuivi pour diffamation.

Le 10 août, Nétanyahou a réagi en organisant un rassemblement auquel

ont assisté 3 000 de ses partisans et la plupart des ministres du parti. Le Premier ministre a accusé les "médias qui colportent des fake news" de s'allier avec ses opposants de gauche pour lancer "une chasse aux sorcières obsessionnelle et sans précédent contre [lui] et [sa] famille". Le Premier ministre fait l'objet d'une enquête dans deux affaires distinctes. Dans le cadre de la première, dite Affaire 1 000, les Nétanyahou sont notamment accusés d'avoir reçu des cadeaux de valeur – pour

Sara Nétanyahou aurait utilisé des fonds publics pour la résidence de la famille.

environ 150 000 dollars de cigares, de champagne et de bijoux – de deux riches hommes d'affaires. La deuxième, ou Affaire 2 000, porte sur des négociations tenues entre Nétanyahou et son ennemi juré, Arnon Mozes, directeur du quotidien [populaire de Tel-Aviv] *Yediot Aharonot*. La police soupçonne qu'à la veille des élections de 2015 à la Knesset, Mozes aurait proposé que le *Yediot Aharonot* refrène les critiques envers le Premier ministre, moyennant quoi Nétanyahou aurait aidé à limiter le tirage de son plus grand concurrent, le tabloïd *Israel Hayom*, favorable à Nétanyahou et appartenant au [milliardaire juif américain] Sheldon Adelson.

L'entourage de Nétanyahou n'est pas en reste. Une autre enquête, l'Affaire 3 000, concerne des accusations de pots-de-vin lors de l'achat de bateaux et de sous-marins allemands par l'armée israélienne. L'avocat de Nétanyahou, David Shimron, a défendu un obscur intermédiaire qui est devenu "témoin de l'État" fin juillet. Et la police a déjà recommandé l'inculpation de Sara Nétanyahou : elle aurait utilisé des fonds publics pour la résidence de la famille, tandis que d'après les médias l'un de ses fils aurait accepté des cadeaux d'un homme d'affaires australien.

Harow pourrait fort bien être le témoin qui va donner un coup d'accélérateur à ces enquêtes. Quand il a été mis en examen pour son propre scandale de corruption, la police a saisi son téléphone portable et découvert qu'il contenait des enregistrements de conversations secrètes entre Nétanyahou et Mozes.

Ce n'est sans doute pas le seul élément d'information ayant trait à l'affaire Nétanyahou que possède Harow. Ainsi, il a été accusé d'être en contact avec les

donateurs, et il pourrait en savoir très long sur les méthodes illucites utilisées par les Nétanyahou pour recevoir des cadeaux pendant des années.

Si Harow a accepté de négocier avec la justice, c'est probablement parce qu'il existait de nombreuses preuves contre lui et qu'il risquait une lourde peine de prison. Désormais, il n'encourt plus que des travaux d'intérêt général et une amende de 195 000 dollars. Selon le journal *Ha'Aretz*, ce fait nouveau implique que "l'inculpation de Nétanyahou est proche..."

"Être comme Trump". Entretiens, Nétanyahou essaie d'offrir une image de calme. Dans un post Facebook publié vendredi après-midi [11 août], il a présenté ses dernières réalisations et appelé ses partisans à ne pas tenir compte du récent "bruit de fond". Mais ces derniers mois, à l'instar de Donald Trump, il a lancé des attaques personnelles auxquelles il n'avait pas habitué ses concitoyens. Il a accusé systématiquement les médias israéliens d'inciter la police et la justice à lancer une chasse aux sorcières contre lui. La première chose que Sara Nétanyahou a dite aux Trump, quand le président américain et sa femme ont atterri en Israël en mai, c'est que les deux couples bénéficient d'un grand soutien de la population et que les médias sont injustes et de parti pris à leur rencontre.

Depuis la victoire de Trump en novembre, Nétanyahou a demandé à ses conseillers d'"être comme Trump" et s'en est pris violemment aux journalistes qui osaient le critiquer. Récemment, Channel 20, une petite chaîne de télévision dont Nétanyahou espère qu'elle deviendra l'équivalent israélien de Fox News, a comparé Harow à Judas.

Les détracteurs de gauche de Nétanyahou ont aussi commencé à organiser des manifestations hebdomadaires, les samedis soir, près du domicile du procureur général Avichai Mandelblit, exigeant que la justice soit rendue rapidement. Leurs attaques contre la famille Nétanyahou sont parfois mesquines, mais elles ne tirent pas de conséquence. Or, chaque fois, les Nétanyahou réagissent de manière disproportionnée. Fin juillet, un post viral sur Facebook accusait Yaïr

Les électeurs de droite font confiance à Nétanyahou sur les questions de sécurité.

Nétanyahou d'avoir refusé de nettoyer les déjections du chien de la famille, Kaya, près de la résidence du Premier ministre à Jérusalem. Yaïr a réagi par un post où il lance des accusations sans fondement contre la gauche, les médias, et même les familles de Shimon Peres, Ariel Sharon et Ehud Olmert [accusant le fils Olmert d'avoir un amant palestinien].

La loi israélienne n'oblige pas le Premier ministre à démissionner s'il est inculpé, et des analystes politiques israéliens estiment que Nétanyahou ne quittera pas son poste sans s'être battu. Certains pensent qu'il pourrait annoncer des élections anticipées une fois que l'inculpation paraîtra inévitable. D'autres sont d'avis que dans le pire des cas Nétanyahou pourrait conclure un accord : son retrait de la vie politique contre la levée des accusations. Reste à savoir ce que vont faire les membres de sa coalition. Vont-ils le soutenir après une mise en examen ? Seuls quelques ministres ont pris la défense de Nétanyahou après la signature de l'accord entre Harow et la justice. Il a dû faire appel à certains députés loyaux du Likoud, prêts à monter au créneau lors des journaux télévisés.

Quel que soit le dénouement de l'affaire Nétanyahou, les choses devraient mal tourner à court terme. Aux yeux du Premier ministre, les médias, le ministère de la Justice, les tribunaux, le monde universitaire, et même l'armée et les chefs de divers services de sécurité ont toujours fait partie d'une grande conspiration contre lui et sa famille. Nétanyahou bénéficie encore d'un fort soutien de la population. Le noyau dur de l'électorat Likoud l'idolâtre, se méfie des élites et hésite à croire aux informations faisant état de ses manquements. Et surtout, les électeurs de droite gardent leur confiance à Nétanyahou sur les questions de sécurité. Mais même si le Premier ministre reste à son poste, le climat de scandale pourrait avoir de lourdes conséquences sur la sécurité israélienne.

— Amos Harel
Publié le 11 août





asie

Inde. Les enfants sont voués à mourir

Quatre-vingt-cinq enfants sont morts dans un hôpital public de la région pauvre de l'Uttar Pradesh à cause d'un défaut d'approvisionnement en oxygène.

Ce drame révèle cruellement les failles de la nation indienne, s'indigne ce célèbre éditorialiste indien.



—The Indian Express
Bombay

La mort atroce de 85 enfants à l'hôpital universitaire Baba Raghav Das, à Gorakhpur [dans le nord-ouest du pays], reflète avec justesse ce que nous sommes devenus : une nation dépourvue de tout pragmatisme, de toute décence et de toute compassion. Car il faut

cumuler plusieurs manquements politiques et administratifs pour que des enfants meurent privés d'oxygène. Il faudra trouver les personnes responsables. Mais ce drame est aussi le procès de notre indépendance, de ce que nous en avons fait, du genre de population que nous sommes devenus et de l'échelle des valeurs sur laquelle nous nous plaçons. Cet épisode

nous plonge dans l'abattement, car il nous rappelle que les enfants pauvres de notre république sont en partie voués à mourir à cause de nos choix.

Les enfants sont voués à mourir, car dans cette république nos priorités ne sont pas les bonnes. La crise du système de santé indien n'est un secret pour personne. Et malgré tout, elle ne suscite aucune colère dans l'opinion publique, ne mobilise pas notre intelligence collective et n'émeut pas nos consciences.

Les enfants sont voués à mourir, car, même face au tragique, nous trouvons toujours une excuse pour ressasser de fausses querelles. Le deuil n'a pas sa place en Inde, où la récrimination est reine. Personne ne s'attarde sur ce qui a été perdu. Personne ne consacre un seul instant au vide béant que laissent ces disparitions. Au contraire, ce vide sera immédiatement comblé par le cocktail habituel - revendications, clivages, distractions - qui a précisément mené à la tragédie.

Les enfants sont voués à mourir en Inde, car régler des comptes ancestraux et entretenir les rancœurs épuise nos ressources sociales, politiques et affectives. La véritable individualité de nos citoyens, les enfants qui ont un avenir, les parents pleins d'espoir, tout cela est éclipsé par des batailles plus abstraites et meurtrières qui opposent divers groupes et clans. Le poids mort d'une vie politique prise au piège du passé voile les souffrances du présent.

Arrogance. Les enfants sont voués à mourir, car les structures incarnant la réalité sont anéanties. Au lieu de nous permettre de comprendre pleinement notre contexte, elles dissimulent systématiquement la réalité. Elles assouissent notre appétit pour les faux combats qui mêlent le bruit et la fureur, mais dont l'unique effet est d'isoler les citoyens les uns des autres.

Les enfants sont voués à mourir, car, en Inde, le mal reste structurel. Ce mal sournois est profondément ancré dans la structure des privilèges, il marginalise les pauvres et les rend invisibles, au point que nous pouvons poursuivre notre vie confortablement, en toute innocence. La réalité brutale de la violence économique tourne en dérision nos platitudes constitutionnelles sur la liberté et l'égalité.

Les enfants sont voués à mourir, car l'Inde excelle dès qu'il s'agit de manifester et d'intervenir épisodiquement. Pour une mission ponctuelle, si c'est une exception, rien n'est trop ambitieux pour ce pays. Mais l'Inde est incapable d'institutionnaliser des mécanismes quotidiens au sein de l'État. Elle est incapable de mettre en œuvre de petits actes de coopération. Il y a aussi en Inde une banalité du mal. Le mal est tenace, car il est le résultat de petits dysfonctionnements accumulés.

À 70 ans, est-il trop tard pour que l'Inde retrouve simplement son humanité ?

Les enfants sont voués à mourir, car la force du symbolisme et du prestige prend encore le pas sur le factuel et le scientifique. Pour éradiquer tous les cas d'encéphalite [qui est la maladie la plus répandue dans la région] à Gorakhpur, un énième institut de recherche dysfunctionnel sera créé, au lieu de mobiliser les connaissances existantes.

Les enfants sont voués à mourir, car la population n'est pas soudée, il n'y a qu'un long défilé de prestataires, de bureaucrates et de techniciens qui tentent d'intervenir dans des contextes où il n'existe pas de communauté locale : Gorakhpur n'est pas un espace partagé et ne désigne pas un groupe maîtrisant plus ou moins son destin. En un sens, l'indépendance nous a condamnés non à la liberté, mais à une fatalité d'autant plus accablante, d'autant plus insidieuse qu'elle porte le vernis de la légitimité démocratique.

Sur notre échelle des valeurs, le savoir s'incline devant le déni, la connaissance de soi capitule devant la piété et l'arrogance négligentes, le détachement laisse place au péché véniel, la liberté d'esprit est remplacée par la conformité et, surtout, la compassion plie face au mépris. Si nous nous regardons dans le miroir de Gorakhpur pour déterminer qui nous sommes devenus, le reflet n'est pas beau à voir.

Mais même si nous laissons le passé dans le passé et que nous nous tournons vers l'avenir, la réponse n'est pas plus reconfortante. Il est très probable qu'au cours des prochains mois, les

préparatifs politiques et judiciaires liés à la construction d'un temple en l'honneur du dieu Rama s'intensifieront. Il est improbable que ce soit un monument dédié à la *karuna* - la compassion. Ce sera plutôt un monument consacré à notre narcissisme collectif, à notre envie de batailler et de diviser. C'est un fol espoir, mais il serait réellement extraordinaire, après la tragédie de Gorakhpur, qu'un hôpital et non un temple soit construit à Ayodhya [une revendication des nationalistes hindous proches du Premier ministre, Narendra Modi]. C'est un fol espoir que ce site parvienne à symboliser notre capacité à surmonter tout ce qui nous freine : la distraction, les divisions et la dissimulation qui entravent la dignité.

L'Inde a 70 ans. C'est une jeune nation. Mais chaque minute compte, car elle vieillit rapidement. Peut-être sera-t-il bientôt "trop tard". Martin Luther King a écrit : "Nous devons admettre que demain est aujourd'hui. Nous sommes confrontés à l'urgence implacable du présent. Face à l'énigme perpétuelle que sont la vie et l'histoire, on peut arriver 'trop tard'. Écrits sur les os blanchis et les vestiges amoncelés de nombreuses civilisations, on trouve souvent ces mots pathétiques : 'trop tard'." Après le drame de Gorakhpur, une question se pose : à 70 ans, est-il trop tard pour que l'Inde retrouve non pas une gloire artificielle, mais simplement son humanité ?

—Pratap Bhanu Mehta
Publié le 15 août



THE INDIAN EXPRESS
Bombay, Inde
Quotidien, 550 000 ex.
indianexpress.com
S'autoproclamant "India's only national newspaper", The Indian Express est le grand rival du Times of India. Il est connu pour son ton combatif et son "journalisme du courage", ainsi que pour ses enquêtes sur des scandales politico-financiers. Son supplément Sunday Magazine comporte d'intéressants articles culturels.



europe

Royaume-Uni. David Davis, Monsieur Brexit

Sûr de lui, expérimenté, incapable de refuser des défis... le ministre chargé de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est l'un des favoris pour devenir le prochain Premier ministre.

—The Observer Londres

Au fin fond du Herefordshire, un comté rural où les forces spéciales britanniques, le SAS, ont leur siège, se trouve The Killing House. Un bâtiment très quelconque où les soldats s'entraînent pour les opérations de sauvetage : il s'agit d'extraire un "otage" vivant et d'éliminer de faux terroristes. David Davis, qui fut réserviste dans le SAS, était dernièrement en visite auprès de son ancien régiment, qui, en souvenir du bon vieux temps, l'a invité à suivre un exercice. Le ministre chargé de la sortie de l'Union européenne, aujourd'hui âgé de 68 ans, n'a évidemment pas pu résister. Dix minutes plus tard, il revenait, un rictus sur les lèvres : cibles éliminées, otage sain et sauf, mission accomplie.

C'est du Davis tout craché : superviril, superfrimeur (certains disent qu'il roule des mécaniques même assis). L'anecdote est presque trop belle pour être vraie, mais elle en dit long sur son incapacité à refuser les défis, aujourd'hui mise à rude épreuve. Son entourage jure que le ministre est concentré sur son travail, mais il n'y a plus rien de ridicule à suggérer qu'il pourrait devenir Premier ministre avant la fin de l'année. Le gouvernement a beau être prêt à tout pour éviter une nouvelle bataille au sommet, les parlementaires conservateurs se demandent si Theresa May, manifestement déconforte, est encore en mesure de réussir le Brexit (elle aurait déclaré à des amis traverser la période la plus dure de sa vie depuis la mort de ses parents). Or,

selon un sondage mené par le site Conservative Home, Davis est le chouchou des militants pour lui succéder, mais aussi, et de plus en plus, l'une des béquilles les plus vitales de la Première ministre.

"Elle est dans une telle dépendance à son égard, c'en est presque gênant, juge une source qui a assisté à leurs réunions.

Toutes les décisions désormais sont prises par Theresa May, le ministre des Finances Philip Hammond et David Davis. Les fonctionnaires l'ont compris : si ces trois-là sont

réunis et se mettent d'accord, ils peuvent entraîner tout le gouvernement avec eux. Et Theresa May s'en remet totalement à Davis, alors qu'elle se montre grossière envers Hammond." Si jamais elle quittait le navire en plein milieu des négociations du Brexit, Davis assurerait la continuité, pour peu qu'il ait le soutien du ministre des Finances, dont il est de plus en plus proche. D'autant qu'il a mûri depuis qu'il a pris ses fonctions.

Longtemps d'un optimisme aussi enjoué qu'excessif sur le Brexit, il a pris conscience de la réalité, celle que lui ont fait voir ses collaborateurs, Hammond, ses contacts dans les milieux d'affaires et ses conseillers favorables au maintien dans l'UE, qu'il s'est montré étonnamment disposé à écouter.

David Davis pourrait incarner le partisan du Brexit acceptable pour les deux camps : prêt au compromis là où cela permettrait de sauver des

emplois, ouvert sur l'immigration, le conciliateur né resté longtemps pieds et poings liés par l'inflexibilité du 10 Downing Street (de l'aveu de James Chapman, qui a démissionné récemment de son poste de chef de cabinet auprès de David Davis, l'insistance démagogique de May à faire sortir Londres de la Cour de justice de l'Union européenne est un grave obstacle à l'avancée des négociations). À en croire certains, Davis pourrait aujourd'hui accepter un Brexit "en douceur", facilité par une période de transition où la relation avec l'UE se poursuivrait dans les mêmes termes qu'aujourd'hui.

Certes, il est peu probable que Davis exerce des fonctions gouvernementales au-delà de 70 ans, mais ça n'est pas pour déplaire aux jeunes ministres qui attendent leur tour. "Les jeunes cardinaux aiment les vieux papes", résume un allié du ministre du Brexit. Reste à savoir si David Davis a corrigé cette faiblesse qui l'aura poursuivi toute sa vie : une fâcheuse tendance à surévaluer sa bonne étoile.

David Davis est né à York [dans le nord de l'Angleterre] en 1948, d'une mère célibataire à une époque où c'était mal vu. Son père, un homme marié, avait abandonné sa mère en apprenant sa grossesse, et le petit garçon fut d'abord élevé par ses grands-parents avant de rejoindre sa mère remariée et son beau-père dans leur HLM de Londres. Il y a dix ans, ces origines modestes ont érigé Davis en modernisateur de la droite britannique, malgré une pensée floue sur les réformes qu'il jugeait nécessaire au Parti conservateur.

Frustration. Aujourd'hui, l'histoire de cet enfant qui a grimpé l'échelle sociale à la force du poignet, via une *grammar school* [établissement secondaire sélectif], une université de recherche, puis la London Business School et Harvard, avant de faire une brillante carrière dans les affaires au sein du grand groupe sucrier Tate & Lyle, résonne d'une tout autre manière : le prochain chef des torys va devoir trouver un discours capable de répondre à la colère antisystème du [leader travailliste] Jeremy Corbyn. Discours pour lequel il n'est pas inutile de savoir comment l'on grandit dans un milieu sans argent, hors système.

L'homme possède un tempérament vif dans lequel certains discernent une certaine aigreur, mais il est sans doute plus juste d'y voir un trop-plein d'énergie. Lorsqu'il

était dans l'opposition, il passait ses étés à randonner, traversant toute l'Angleterre à pied d'est en ouest, pour évacuer sa frustration. Mais Davis est d'un naturel sociable et enjoué, et une incorrigible pipelette avec ses amis politiques, qui représentent tout l'échiquier : le libéral-démocrate Nick Clegg, le nationaliste écossais Alex Salmond et le travailliste Alastair Campbell l'ont tous aidé à comprendre leur parti. En dépit d'accès de misogynie grossière (on l'a surpris dernièrement en train de textoter à un ami "Je ne suis pas aveugle" pour démonter les rumeurs assurant qu'il avait essayé de prendre dans ses bras la députée travailliste Diane Abbott), il forme un couple durable et uni avec son épouse Doreen, qu'il a rencontrée à l'université et avec qui il a trois enfants aujourd'hui adultes. Ses week-ends dans le Yorkshire avec elle sont sacrés, et Davis passe beaucoup de temps avec l'un de ses petits-enfants, lourdement handicapé.

Pour autant, il n'a rien du gentil malléable à volonté. Élu pour la



PROTRAIT

Il a une fâcheuse tendance à surévaluer sa bonne étoile.





✎ *Dessin de Joe Cummings paru dans Financial Times, Londres.*

première fois au Parlement en 1987, il a fait ses preuves en tant que président du groupe parlementaire lorsque John Major était Premier ministre et que le Parlement devait adopter le traité de Maastricht (ses manières de gros bras lui valurent le surnom de “DD de la SS”) avant d’être promu ministre des Affaires européennes. Mais après que Major a perdu les élections, il a refusé un poste au sein du cabinet fantôme, préférant diriger la commission des comptes publics de la Chambre des communes – fonction où combien stratégique pour qui veut jouir d’une vue d’ensemble sur tous les services gouvernementaux... et nourrir de plus grandes ambitions.

En 2005, lors de l’élection du chef du Parti conservateur, il est le grand favori pendant quelque temps. Il est assez “solide” sur l’Europe pour l’aile droite, mais suffisamment prudent pour ne pas effrayer les centristes. De plus, les militants torys plus âgés apprécient sa trajectoire d’autodidacte. Son équipe s’emploie alors à convaincre les députés que David Davis va gagner, et qu’ils ont donc intérêt à se rallier. Mais l’agressivité de certains de ses lieutenants crée du ressentiment. En privé, de nombreux partisans semblent résignés à sa victoire plutôt que véritablement enthousiastes à l’idée. C’est comme s’ils espèrent trouver un meilleur candidat. Au mois d’octobre, à la conférence d’automne du parti, ils l’ont en effet trouvé. Les cinq prétendants doivent prononcer un discours, ce qui n’a jamais été le fort de David Davis. En revanche, celui de David Cameron restera dans les annales comme le moment où le Parti conservateur a commencé à apprécier le futur chef du parti. Quant à l’intervention morne et laborieuse de Davis, ce dernier ne s’en remet pas ; sa carrière semble alors terminée.

Mais David Davis avait encore plus d’un tour dans son sac. Devenu le ministre de l’Intérieur du cabinet fantôme de David Cameron, il noue des alliances aussi improbables que fructueuses avec celle qui est alors directrice de l’ONG de défense

des droits de l’homme Liberty, Shami Chakrabarti, et la gauche du Labour, pour dénoncer les mesures antiterroristes de Tony Blair, qu’il juge attentatoires aux libertés. Il fait ainsi la connaissance, notamment, d’un certain Jeremy Corbyn, avec qui il se rend en 2015 à Washington, accompagné aussi du parlementaire conservateur Andrew Mitchell, pour demander la libération d’un détenu britannique à Guantánamo. Sa défense des libertés civiles est sincère, et s’inscrit dans le droit fil de son attachement à une moindre ingérence de l’État. David Davis “est simplement un vrai tory, estime un ami. Il ne voit pas l’intérêt de donner à l’État des pouvoirs dont il n’a pas besoin.”

David Davis a grandi dans un milieu sans argent, hors système.

Mais les éloges que lui vaut son attachement à ces principes lui seront montés à la tête. En 2008, en pleine controverse autour du projet de Gordon Brown d’autoriser la détention des terroristes présumés pendant quarante-deux jours sans procès, il stupéfie son parti en appelant à une élection partielle dans sa circonscription : face à ce qu’il dénonce comme un coup porté aux libertés publiques, David Davis quitte le Parlement et invite ses administrés de Haltemprice and Howden à exprimer leur soutien à sa lutte en le réélisant. Pour ses confrères, l’initiative est au mieux vaine, au pire insensée, et Cameron ne le réintègre pas au cabinet fantôme après sa réélection.

David Davis lui-même est surpris, l’année dernière, quand

Theresa May le rappelle d’entre les morts. Les plus proches conseillers de la Première ministre continuent de voir là l’une de leurs meilleures décisions, même si c’est de Davis qu’est venue l’idée de cette désastreuse élection anticipée [organisée le 8 juin dernier]. Il leur fallait à tout prix des poids lourds ayant fait campagne pour la sortie de l’UE pour tenir les postes opérationnels du Brexit, et Davis a beaucoup appris, pendant ses années sous John Major, aussi bien sur l’Europe que sur la façon de gouverner avec une infime majorité parlementaire : il possède une pensée stratégique, et de véritables antennes en politique.

C’est sans doute pourquoi lui, mais ni Liam Fox ni Boris Johnson, a flairé le changement d’humeur des pro-Brexit : la peur de voir leur grand projet dans l’impasse, même si pour eux le problème vient du gouvernement, et non du Brexit lui-même. La crainte, nous précise une source, est que les négociations soient sanglantes et que le gouvernement doive encaisser des coups très durs. “Nous allons devoir garder notre sang-froid et éviter que l’opinion publique ne se retourne contre le processus.” Un rôle taillé sur mesure pour quelqu’un comme David Davis, qui ne doute jamais de lui-même. Même si Theresa May reste dans la course, le député du Yorkshire va se voir attribuer un rôle croissant dans le Brexit – un tournant dans l’histoire du pays – et avec lui une écrasante responsabilité. “C’est sa dernière chance, résume un confrère. Il sait qu’il n’a pas le droit de se planter.” En effet, sa mission n’est pas encore accomplie.

—Gaby Hinsliff
Publié le 9 juillet

Un conseiller retourne sa veste

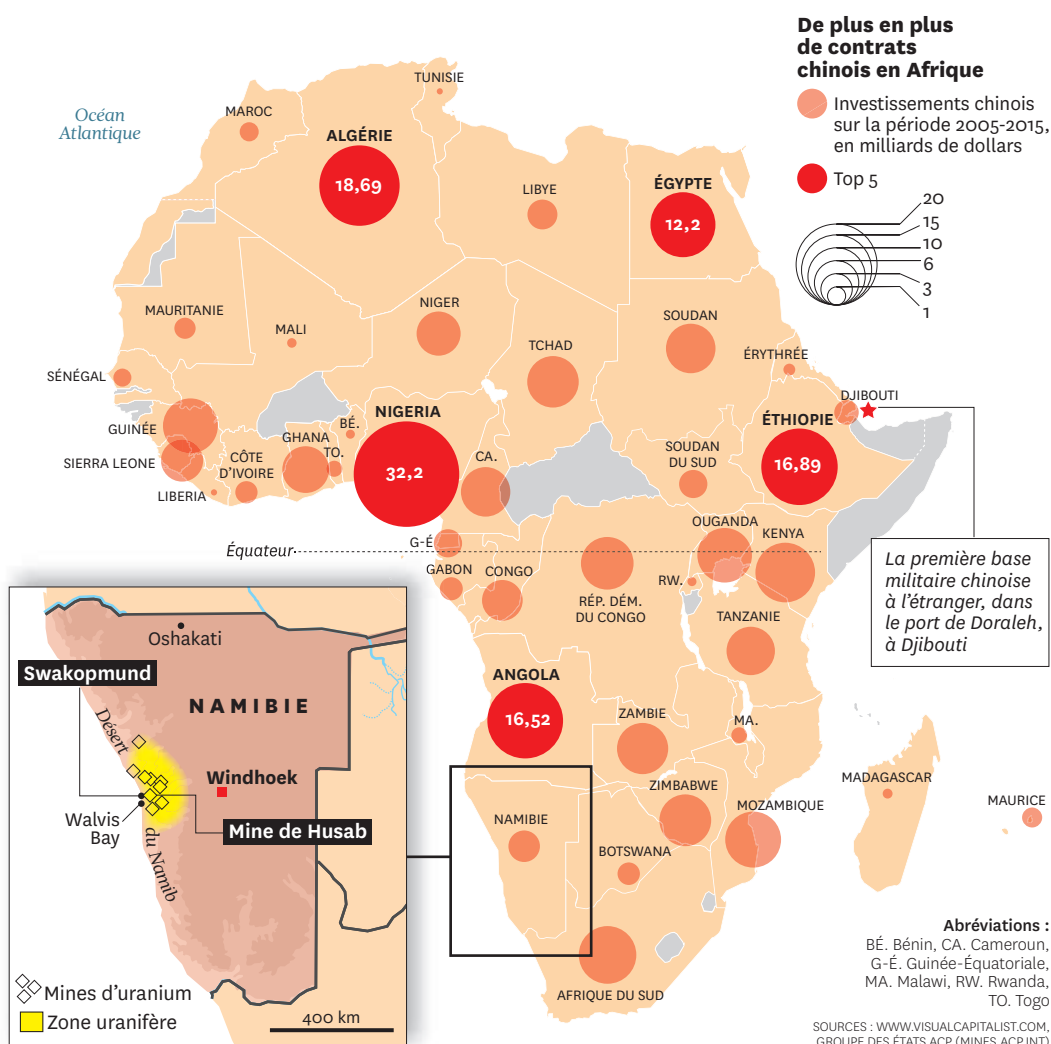
●●● L’ancien chef de cabinet de David Davis, James Chapman, a changé de camp. Après avoir quitté son poste de chef de cabinet peu avant les élections anticipées du 8 juin, cet ancien éditorialiste du *Daily Mail* – un tabloïd pourtant très anti-UE – mène en effet campagne contre la sortie de l’Union européenne. Cité par *Sky News*, M. Chapman considère désormais que le Brexit “n’a pas de côté positif et qu’il va faire souffrir chaque secteur de notre économie pendant des décennies à venir”. *The Times* rapporte qu’il a annoncé la création d’un nouveau parti politique, The Democrats, qui vise à annuler le Brexit, et dont le premier rassemblement aura lieu le 9 septembre à Londres. Reste à voir si le projet de M. Chapman réussira. Pour l’instant, il a surtout fait parler de lui à cause de dizaines de tweets calomnieux envoyés le 16 août et visant son ancien patron, David Davis.



africaine

Namibie. Les Chinois à la conquête du désert

Illustration de son expansion continue en Afrique, la Chine exploite désormais la deuxième mine d'uranium du monde, en Namibie. Dans ce pays semi-désertique, des milliers de jeunes Chinois sont venus s'installer pour mieux gagner leur vie.



qu'accidenté et parvient aux abords de la mine de Husab, la deuxième mine d'uranium du monde et un investissement de 4,6 milliards de dollars [3,9 milliards d'euros]. Teng l'a déjà vue un millier de fois, mais chaque fois il croit d'abord à un mirage : Husab est une sorte de ville artificielle s'étendant sur plus de dix kilomètres au beau milieu du désert, entre deux immenses carrières dont est extrait le substrat rocheux qui a permis, à la fin de l'année 2016, de produire sur place les premiers barils d' U_3O_8 , le *yellowcake* [concentré d'uranium] nécessaire à la préparation du combustible dans un réacteur nucléaire (et à la fabrication d'armes). "Ce jour-là, on a fait une grande cérémonie", se souvient Teng.

Bout du monde. Originaire du Sichuan, dans le sud-ouest de la Chine, Teng est l'un des rares jeunes de son village à avoir décroché un diplôme universitaire. Il est parfaitement conscient de l'importance de cette mine. Cette dernière n'est pas seulement une bouffée d'oxygène pour la petite économie namibienne, mais un projet qui, selon les estimations officielles, pourrait lui permettre d'augmenter son PIB de 5 % l'année prochaine, lorsque l'exploitation tournera à plein régime. Le minerai d'uranium, dont l'essentiel sera exporté en Chine, permettra également à Pékin de devenir un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire et de réduire sa dépendance au charbon. À Pékin, où il habitait avant de s'expatrier, Teng vivait sous le manteau gris de la pollution au charbon qui recouvre désormais une bonne partie de l'est de la Chine. Il travaille aujourd'hui pour l'avenir – le sien et celui de son pays – sous un immense ciel bleu cobalt en Afrique. "Je n'aurais jamais pensé atterrir au bout du monde", reconnaît-il.

La force d'attraction de la Chine se fait désormais sentir partout dans le monde, et tout particulièrement en Namibie, petit pays de 2,4 millions d'habitants – à peine un dixième de la population de Pékin – balayé par les vents et situé à plus de 12 000 kilomètres de la capitale chinoise. Auparavant, le désert au milieu duquel est apparue la mine de Husab était surtout connu pour abriter une espèce rare, *Welwitschia mirabilis*, une petite plante aux – rares – feuilles tombantes capable de survivre plus

de mille ans. Les Chinois, eux, ont imprimé leur marque ici en à peine mille jours.

Située juste au nord de Swakopmund, une station de mesure chinoise se dresse au milieu du désert, pointant ses antennes radars en direction du ciel vers les satellites et les missions spatiales. À une quarantaine de kilomètres au sud, à Walvis Bay, une entreprise publique chinoise a été chargée des travaux d'agrandissement du port et construit actuellement une véritable péninsule artificielle de la taille de quarante terrains de base-ball. Parmi les autres chantiers confiés à des sociétés chinoises, on peut citer plusieurs nouvelles autoroutes, un centre commercial, une graniterie et un dépôt de carburant de 400 millions de dollars [340 millions d'euros]. Les marchandises transitent par le port : des files de conteneurs se croisent, remplis de ciment, de vêtements et de machines pour les uns, de dalles, de minerais et parfois d'essences de bois rares ou d'espèces animales protégées pour les autres. Il règne une telle effervescence que certaines rumeurs circulent même sur la prochaine installation d'une base navale à Walvis Bay.

Cet avant-poste nous offre un aperçu de ce qui est peut-être la plus grande débauche d'investissements de l'histoire. Poussée par ses ambitions tant économiques (besoins en matières premières et conquête de nouveaux marchés) que

politiques (le désir de nouer des alliances stratégiques), la Chine et les Chinois sont partis à la conquête du monde. En 2000, seuls cinq pays comptaient la Chine comme premier partenaire commercial. Aujourd'hui, ils sont plus d'une centaine, parmi lesquels l'Australie et les États-Unis. Les entreprises chinoises croulent sous les contrats : il est question d'une ligne à grande vitesse au Nigeria et même d'un canal au Nicaragua, un projet extravagant de 50 milliards de dollars [43 milliards d'euros]. Alors que son économie ne croît plus au même rythme qu'il y a quelques années, la Chine peaufine toujours les détails de son projet le plus ambitieux : avec le "One belt, one road" ["une ceinture (terrestre), une route (maritime)"], du nom du projet chinois des "nouvelles routes de la soie", le président Xi Jinping a l'intention d'investir 1 600 milliards de dollars [1 370 milliards d'euros] dans des

—The New York Times Magazine (extraits) New York

En semaine, chaque jour à l'aube, une étrange migration réveille la ville de Swakopmund, une ancienne station balnéaire colonisée par les Allemands au début du siècle dernier sur la côte de la Namibie. À 5 h 30, des silhouettes solitaires vêtues d'uniformes kaki bardés de bandes réfléchissantes émergent des maisons et se dirigent d'un

pas vif vers une maison proprette de l'avenue Libertina Amathila, la seule éclairée dans le quartier à cette heure.

Dylan Teng et ses compagnons ne sont pas africains mais chinois. À 29 ans, ce jeune ingénieur à l'air poupin, aux lunettes rondes et à la coupe en brosse fait partie des derniers arrivés. Comme presque chaque matin depuis qu'il a débarqué en Namibie, il y a trois ans et demi, Teng s'attable avec ses camarades pour avaler un petit

déjeuner constitué de brioches vapeur et de bouillie de riz. Il attrape un sac déjeuner préparé par un cuisinier d'entreprise et, à 6 heures tapantes, sous la voûte encore étoilée, il monte à bord d'un bus marqué des lettres CGN, pour China General Nuclear, le géant du nucléaire public et initiateur du plus grand projet commercial chinois sur le continent africain.

Une heure plus tard, alors que le soleil se lève à l'horizon, le bus traverse un paysage aussi lunaire



REPORTAGE



projets de développement et d'infrastructure en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient dans les dix années à venir. Des chiffres qui donnent le vertige, même comparés à ceux du plan Marshall [de reconstruction de l'Europe, financé par les Américains] après la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans les années 1960 que la Chine commence à nouer des relations en Afrique. À l'époque, le Grand Timonier [Mao Tsé-toung] prône la solidarité entre les pays en développement, les "Ya Fei La", comme il les appelle – la première syllabe en chinois des mots "Asie", "Afrique" et "Amérique latine". Encore pauvre et embourbée dans le chaos de la Révolution culturelle, la Chine se crée des amitiés en Afrique en achevant, en 1976, la construction d'une ligne de chemin de fer de 1 800 kilomètres entre la Tanzanie et la Zambie. Si l'aide de la Chine ne disparaît pas complètement, elle reste discrète pendant trente ans. Suivant les directives de Deng Xiaoping [ancien numéro un du Parti communiste chinois et réformateur de l'économie nationale] – "cacher ses atouts et gagner du temps" –, la Chine se concentre d'abord sur le développement de sa propre économie. Cette phase

s'est achevée dans les années 2000. Reconnaisant la nécessité de faire appel aux ressources de pays étrangers pour alimenter la croissance, les dirigeants chinois ont alors appelé leurs entreprises à "s'aventurer" dans le reste du monde.

Aujourd'hui, si vous prenez le vol de nuit Shanghai-Addis Abeba, la capitale éthiopienne, vous avez de

Première base militaire à l'étranger

La Chine a inauguré le 1^{er} août à Djibouti sa première base militaire hors de ses frontières. "Le fait qu'elle se trouve en Afrique en dit long sur l'implication de la Chine sur ce continent où elle ne cesse d'avancer ses pions comme grande puissance", explique Quartz Africa. Quatre cents soldats vont être déployés dans ce territoire stratégique aux portes de la mer Rouge. "La Chine n'est de toute évidence pas motivée par des questions humanitaires", estime le site d'actualité panafricaine, "Djibouti se trouve près du canal de Suez, par lequel transite chaque année 10 % du transport pétrolier par voie maritime."

fortes chances de vous retrouver assis entre des ouvriers chinois en route pour un chantier en Guinée équatoriale, une usine de traitement de coton au Mozambique ou un projet de télécoms au Nigeria. Le commerce de la Chine avec les pays africains a été multiplié par quarante au cours des vingt dernières années.

L'argumentaire de la Chine est d'autant plus attrayant pour un pays comme la Namibie qu'il s'ancre dans une longue tradition de solidarité entre les deux pays. La Chine a en effet fait partie des soutiens du mouvement de libération nationaliste noir contre l'apartheid et le pouvoir des Blancs en Afrique du Sud. Au début des années 1960, c'est à Pékin que s'est rendu Sam Nujoma, chef de la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) pour demander une aide financière et matérielle pour la cause. À sa déclaration d'indépendance au début des années 1990, la Namibie et son président, Sam Nujoma, sont devenus les premiers alliés diplomatiques de la Chine, scellant une "amitié de toute saison". (À noter qu'à l'époque les dirigeants chinois cherchaient désespérément à sortir de l'isolement diplomatique dans lequel les

Coopération gagnant-gagnant ou nouveau colonialisme ?

avait précipités la violente répression antidémocratique de 1989.)

En plus d'incarner elle-même un modèle de réussite pour les pays pauvres, la Chine ouvre ses coffres-forts sans exiger, comme les pays occidentaux, de contrepartie dans des domaines aussi futiles que les droits de l'homme, la bonne gouvernance ou la prudence budgétaire. "Nous étions très contents d'accueillir les Chinois parce que pour la première fois, cela nous offrait une alternative, nous n'étions plus obligés de suivre les intérêts des Occidentaux, qu'ils viennent d'Afrique du Sud ou du monde occidental", explique Calle Schlettwein, ministre namibien des Finances. "Vous voulez prendre votre destin en main, dites-nous ce qu'il vous faut", voilà ce que nous disent les Chinois." Même s'ils posent aussi leurs conditions, reconnaît-il. "De fait, ils veulent tout contrôler, donc ce n'est pas facile d'arriver à un compromis vraiment intéressant."

L'influence chinoise est totalement bienveillante, assurent ses

dirigeants, un pur exercice de "coopération gagnant-gagnant". Et il faut bien reconnaître que bon nombre de projets – routes, voies ferrées, ports, oléoducs, mines et réseaux de télécoms – n'auraient peut-être jamais vu le jour sans les Chinois. Les investissements chinois dans la mine de Husab, dont 90 % du capital est détenu par des filiales de CGN et 10 % par le gouvernement namibien, ont partiellement amorti le choc de la récession. "Nous avons aidé la Namibie à conquérir son indépendance politique", affirme Xia Lili, une ancienne diplomate aujourd'hui responsable d'une entreprise chinoise située à Windhoek, la capitale de la Namibie. "À présent, nous l'aidons à se battre pour son émancipation économique."

Pour certains Namibiens, cet afflux d'investissements et de fonds chinois ressemble moins à un facteur de libération qu'à une nouvelle forme de colonialisme. Les infrastructures sont les bienvenues, mais tous ces projets financés par des crédits chinois ont lourdement endetté le pays et n'ont pas fait grand-chose pour réduire le chômage qui frôle les 30 %. Au cours des derniers mois, une succession d'affaires et de scandales impliquant des ressortissants chinois



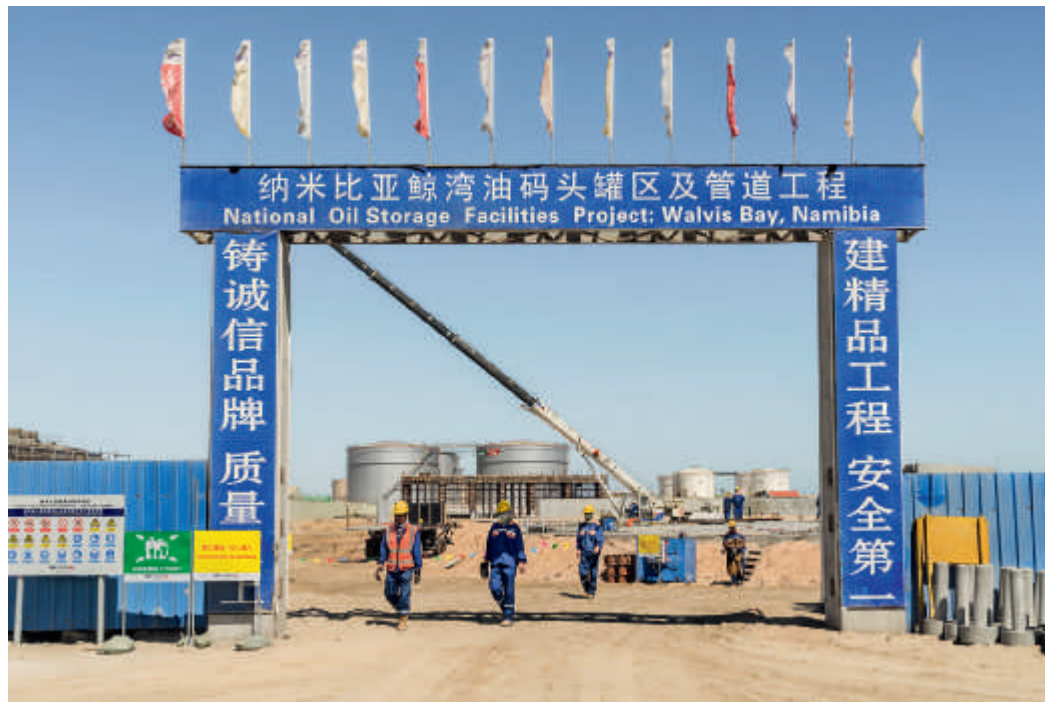
– évasion fiscale, blanchiment d'argent et braconnage d'espèces protégées – a passablement échauffé les esprits des habitants, qui jugent que cette relation est un peu trop à sens unique : les Chinois ponctionnent les richesses du pays – uranium, bois, cornes de rhinocéros, etc. – mais ces échanges ne profitent pas à la société namibienne qui, héritage de l'apartheid, figure parmi les plus inégalitaires du monde. En janvier dernier, un journal de Windhoek résumait ce sentiment en montrant en couverture un dragon d'or dévorant le drapeau namibien. En titre : “Au menu de la Chine : la Namibie.”

On s'interroge souvent sur l'influence de la Chine dans le monde en termes binaires : Pékin est-il le sauveur des pays en développement, la seule puissance mondiale prête à investir dans leur avenir, ou n'est-ce là que le début d'une nouvelle ère coloniale ? La question est trompeuse. En Namibie, comme dans le reste du monde, les deux visions se côtoient, inséparables. “On peut dire que la Chine est ce qui est arrivé de meilleur à l'Afrique – ou de pire, admet Eric Olander, coprésenteur du podcast *China in Africa*. La beauté est dans la complexité.”

On marchande pour tout, des contrefaçons de Nike aux jouets en plastique.

L'enseigne peinte sur le mur en ciment vert à l'entrée du restaurant indique “Ye Shanghai” (“les nuits de Shanghai”). À l'intérieur, ce n'est déjà plus l'affluence du déjeuner mais six Chinois d'âge moyen – dont les propriétaires, James Shen et sa femme, Rose – sont affairés à décortiquer des crevettes. On n'entend pas un mot, seulement les bruits de succion des décorateurs décidés à ne rien perdre de leurs crustacés. Accroché au mur dans son écran plat, un présentateur de CCTV-4, une chaîne de la télévision d'État, beugle les exploits de l'Armée populaire de libération. Après une double explosion en mer, Rose s'écrie : “Ouah, notre Chine est tellement forte !”

Le restaurant se trouve à Walvis Bay, une ville portuaire cernée par le désert du Namib, considéré comme l'un des plus vieux du monde. James et Rose ont été parmi les premiers Chinois à débarquer



en Afrique, il y a une vingtaine d'années. Ils ne sont jamais reparis. Historiquement, la diaspora chinoise semble avoir un talent pour prospérer dans les endroits les plus reculés de la planète. Je suis tombé sur des marchands chinois jusque dans les steppes de Sibérie ou les villes minières de la cordillère des Andes. En Afrique, les gens qui ont l'esprit d'entreprise, comme James et Rose, ont trouvé leur “nouveau monde” à eux, découvrant la liberté, l'espace et les opportunités qui ont jadis attiré tant de colons dans l'Ouest américain. “Mon mari était venu prospecter et il est tombé amoureux des grands espaces, explique Rose. Mais nous restons avant tout chinois.”

Comme bon nombre de compatriotes ailleurs dans le monde, le couple a commencé par ouvrir un petit bazar, vendant des vêtements, des chaussures et des sacs bon marché en provenance de Chine. Leur magasin, *James and Rose*, est toujours là sur un des plus grands carrefours de Walvis Bay, même s'ils possèdent désormais aussi un hôtel, un restaurant, un bar karaoké, un salon de massage et une entreprise de négoce. Aujourd'hui, on trouve ces magasins chinois dans presque toutes les villes de Namibie, et il y en a des milliers sur le continent.

Le dimanche, les Namibiens viennent en famille dans le quartier chinois de Windhoek, où des dizaines de magasins occupent l'enfilade d'entrepôts qui forment la zone industrielle de la ville. Ici, on marchande pour tout, des

contrefaçons de Nike aux jouets en plastique en passant par les panneaux solaires ou les portables d'occasion. Les prix sont tellement bas, m'a confié un badaud. Même s'il reconnaît que la qualité n'est pas toujours au rendez-vous et que cela nuit à l'industrie textile locale. Wu Qiaoxia, ancien propriétaire d'une modeste échoppe dans la ville d'Oshakati et aujourd'hui agent immobilier, balaie ces critiques d'un geste : “Beaucoup de Namibiens n'avaient même pas de chaussures avant qu'on arrive, lâche-t-il. Les gens d'ici avaient besoin de tout, et on leur a vendu. À bon prix.”

Diaspora plus jeune. Le nombre exact de Chinois installés en Namibie fait l'objet d'un débat houleux. Il n'existe aucun chiffre définitif et les allers et retours constants des ouvriers ne font qu'ajouter à la confusion. À l'automne dernier, le ministère de l'Intérieur namibien a tiré la sonnette d'alarme en affirmant que près de 100 000 ressortissants chinois vivaient en Namibie. Les estimations les plus prudentes s'échelonnent entre 10 000 et 20 000 personnes. Une chose est sûre : en Namibie comme dans le reste des pays en développement, l'ancienne génération d'émigrés qui s'installaient durablement dans leur pays d'accueil est progressivement remplacée par une nouvelle diaspora, plus jeune et plus diplômée, constituée de travailleurs qualifiés cherchant à se faire une expérience à l'étranger – ainsi qu'une petite fortune personnelle – avant

de retourner en Chine. “On était parmi les premiers à arriver ici, souligne Rose Shen. Mais aujourd'hui, les Chinois sont partout.”

Sean Hao, jeune ingénieur en télécommunications à Windhoek, fait partie de cette diaspora. Ayant grandi dans un habitat troglodytique dans la province de Shaanxi, Hao avait peu de chances de s'aventurer très loin des jujubiers de son village. Mais il a été accepté à l'université – une première dans sa famille – et a travaillé après son diplôme pour un géant des télécoms chinois. Avec un loyer de 15 dollars par mois [13 euros] pour sa chambre, il pouvait économiser une bonne partie de ses 500 dollars de salaire [430 euros], mais il était encore loin de pouvoir s'offrir l'appartement dont il aurait besoin pour se marier. Dans un pays où les jeunes hommes sont nettement plus nombreux que les jeunes femmes – héritage de la politique de l'enfant unique –, la possession d'un appartement fait partie des prérequis pour tout candidat au mariage soucieux de ne pas devenir vieux garçon – ou une “branche morte”. Mais comment accéder à la propriété quand on a soi-même grandi dans une grotte ?

Quand un chasseur de têtes lui a expliqué qu'il pouvait gagner plus de 6 000 dollars [5 100 euros] par mois en Afrique, Hao a d'abord cru à une escroquerie. “Je me suis dit que ça devait être une histoire de trafic d'êtres humains”, dit-il en riant. L'offre pourtant était sérieuse, mais le travail, lui, se trouvait au Nigeria, un pays qu'il jugeait

↳ Un dépôt pétrolier en construction à Walvis Bay.
Photo George Georgiou

dangereux. Hao décida donc de lui préférer un chantier de télécoms en Angola, payant plus de 5 000 dollars par mois, soit dix fois plus que son salaire en Chine. Au bout d'un an en Afrique, Hao était en mesure de verser un acompte pour l'achat d'un appartement à Xi'an, dans le centre de sa province. Il parvint à convaincre les parents de sa petite amie que sa position était financièrement suf-

Choisir d'être avec sa famille en Chine ou s'enrichir en Namibie.

fisamment stable pour épouser leur fille. Le couple a rapidement eu une petite fille, mais en raison de son travail en Afrique, Hao n'a pu la voir qu'un mois sur les quinze premiers de son existence. “Elle ne me reconnaissait pas”, se souvient-il. Sa femme et sa fille l'ont alors rejoint lorsqu'il a pris son poste en Namibie. Mais après une année passée esseulée, elles sont retournées en Chine, laissant Hao tiraillé entre son désir d'être avec sa famille en Chine et la possibilité de s'enrichir en Namibie.

Par une chaude soirée de la fin du mois de mars, Hao rejoint une dizaine de collègues chinois sous le toit de chaume du bar *Joe's* à Windhoek. Deux camarades s'apprêtent à rentrer au pays au terme de leur contrat et le groupe leur fait ses adieux à coups de pintes de bière. Quand j'arrive au bar, trois d'entre eux sont déjà inconscients, écroulés sur la table, et plusieurs autres tanguent dangereusement. Mais Hao, le conducteur désigné, a à peine touché à sa bière. Le retour au bercail de ses anciens compagnons le plonge dans un état contemplatif : “J'aimerais bien rentrer à la maison aussi, lâche-t-il. Mais jamais je ne pourrais trouver un travail qui rapporte autant en Chine.”

— Brook Larmer
Publié le 2 mai

Chaque semaine, jusqu'au 7 septembre, retrouvez notre série d'été sur l'influence chinoise dans le monde.

La semaine prochaine, sixième épisode : “Le modèle chinois de mondialisation.”

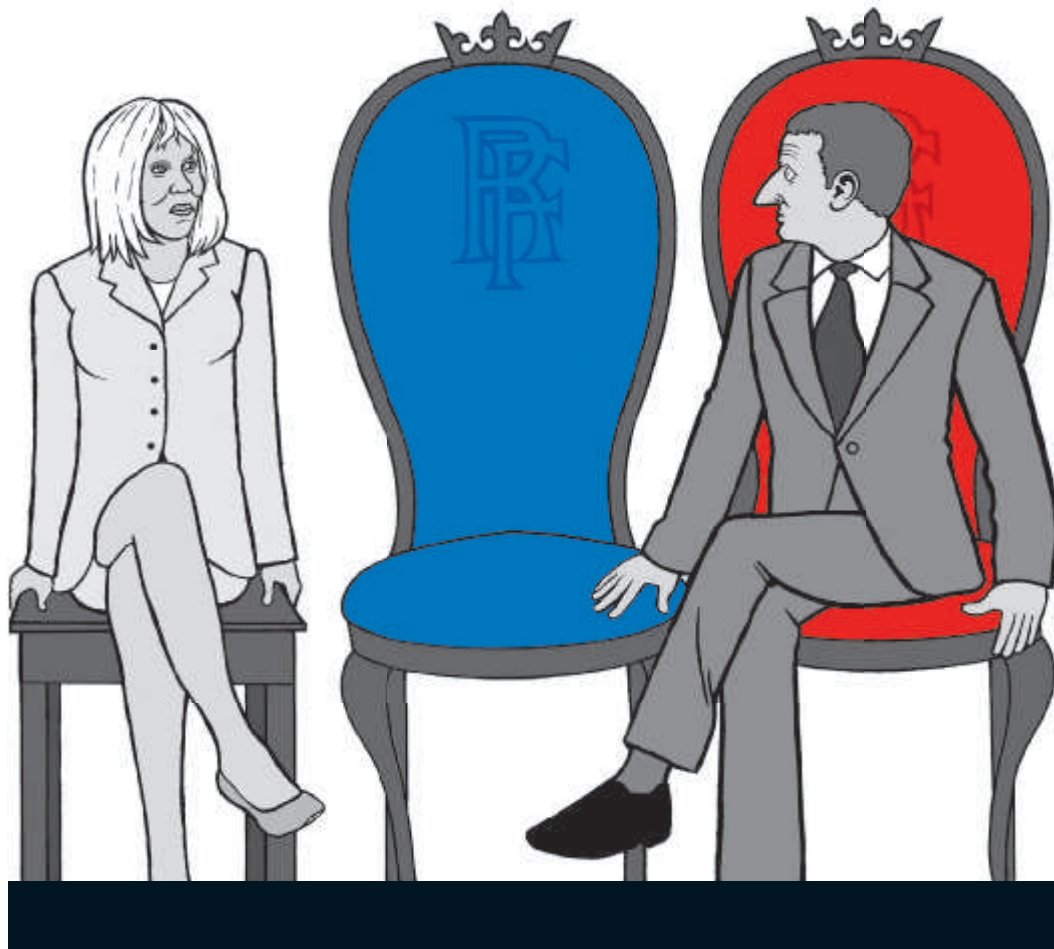




france

Politique. Première dame, l'impossible statut

Face à la pression populaire, Emmanuel Macron a renoncé à créer un statut officiel pour le conjoint du chef de l'État. Une erreur, selon ce quotidien britannique.



—The Guardian Londres

Dans l'une des premières saisons de *House of Cards*, la série politique de Netflix, Claire Underwood, future First Lady, résume parfaitement le dilemme du conjoint dans le monde politique moderne, en l'occurrence celui d'une femme qui a par ailleurs sa vie et ses ambitions : "Avant, nous nous rendions plus forts l'un l'autre, lâche-t-elle avec la brutalité caractéristique du personnage. C'est ce que je croyais en tout cas, mais c'était un mensonge. Nous te rendions plus fort, toi." Et leur trajectoire avançant, l'hypocrisie du couple politique est mise en lumière avec la même crudité. "Je n'aurais jamais dû te faire ambassadrice", dit Frank à sa femme. "Je n'aurais jamais dû

te faire président", réplique-t-elle.

Le même débat vient assombrir les premiers mois du nouveau président français Emmanuel Macron. Pendant la campagne, le candidat s'était engagé à créer un statut de première dame afin d'apporter plus de transparence à ce rôle qui, en France comme dans la plupart des pays du monde, n'a pas de reconnaissance officielle. Mal définie, non payée et souvent peu gratifiante, la fonction de conjoint du chef de l'État revient, comme on a pu le lire dans le quotidien *Libération*, à être voué au "néant" et condamné pour cinq ans à se "tourner les pouces", un sort que personne ne souhaiterait à un adulte en pleine possession de ses moyens.

Pourtant, le projet de Macron de faire de sa femme la toute

première "première dame" de France officielle (abstraction faite du précédent douteux de Marie-Antoinette) est venu se heurter à un vent de désapprobation : une pétition en ligne a recueilli plus de 200 000 signatures de Français estimant que rien ne justifie qu'une première dame (quelle qu'elle soit) bénéficie d'un budget public. Depuis son élection, qui l'avait vu brièvement s'élever tel Jupiter au-dessus de la mêlée, Macron a vu sa cote de popularité s'effondrer. Et le statut de la première dame semble être la première

L'épouse apporte la preuve qu'il existe une activité normale chez un candidat.

victime de cette désaffection. C'est que le président n'a rien vu de la contradiction qu'il y a à vouloir créer un poste officiel à sa femme, au moment même où le Parlement examine une loi qui doit en finir avec la pratique, trop répandue chez les parlementaires, d'employer des membres de leur famille.

Boomerang. Même un novice en politique aurait pu s'y attendre. S'attaquer au népotisme dans les affaires publiques s'est révélé payant face à François Fillon, le candidat de droite qui prétendait lui aussi remettre de l'ordre en politique avant que soient dénoncés les nombreux emplois dont il avait fait bénéficier sa femme et ses enfants. Mais titiller le cynisme des électeurs peut avoir un désagréable effet boomerang, en particulier de la part des parlementaires dont la moralité a été mise en doute. Même au sein de La République en marche, le parti présidentiel aux prétentions d'ultratransparence, certains se refusent à soutenir Macron.

Pourtant, le projet d'Emmanuel Macron est important, et il lui aurait suffi d'un peu plus de prudence pour en faire la preuve. Tout conjoint d'un chef d'État ou de gouvernement a sa propre façon d'occuper la fonction, mais elle en dit souvent long (très long même) sur les deux membres du couple. En ces temps où le choix des électeurs est plus souvent une question de personnalité que de politique (cf. la question préférée des sondages, "feriez-vous confiance à ce candidat pour garder votre chat/chien quand vous êtes en vacances ?"), créer un statut de conjoint présidentiel permettrait une reconnaissance officielle de l'importance de son rôle.

Car après tout, les conjoints sont intégrés dès la campagne : l'épouse ou la petite amie, longtemps un simple gage de virilité, apporte aujourd'hui la preuve qu'il existe une activité normale chez ce candidat dont la vie d'homme politique est jugée, au mieux, bizarre. On attend de ces allégories de la normalité qu'elles avalent leur part de dîners officiels et qu'elles se laissent coraquer, lors des visites à l'étranger, dans des programmes spécialement conçus à leur intention. Pourtant, les conjoints sont cantonnés dans une sorte de pénombre, tantôt comme l'ombre indécise de cet Autre plus important, tantôt comme son

↳ Dessin de Hachfeld paru dans *Neues Deutschland*, Berlin.

moteur et son socle, l'amplificateur de ses forces et le porte-voix de ses grandes idées. Il suffit, pour mesurer l'importance du couple en politique, d'essayer d'imaginer Barack Obama sans Michelle.

Si l'on rechigne tant à prendre acte des conséquences de la personnalisation de la politique, c'est à cause de la confusion générale qui règne, et notamment de l'idée trop répandue que tous les acteurs politiques sont dans une certaine mesure corrompus par l'exercice. Plus essentiellement cependant, cela tient aussi à la perception qu'ont les électeurs de l'homme et de la femme en politique. Nul n'attend de Philip, l'époux de Theresa May, qu'il modifie pour elle son emploi du temps de gestionnaire de fonds d'investissement à la City, hormis pour une exceptionnelle apparition à la télé pour tester son capi-

Essayez d'imaginer Barack Obama sans Michelle.

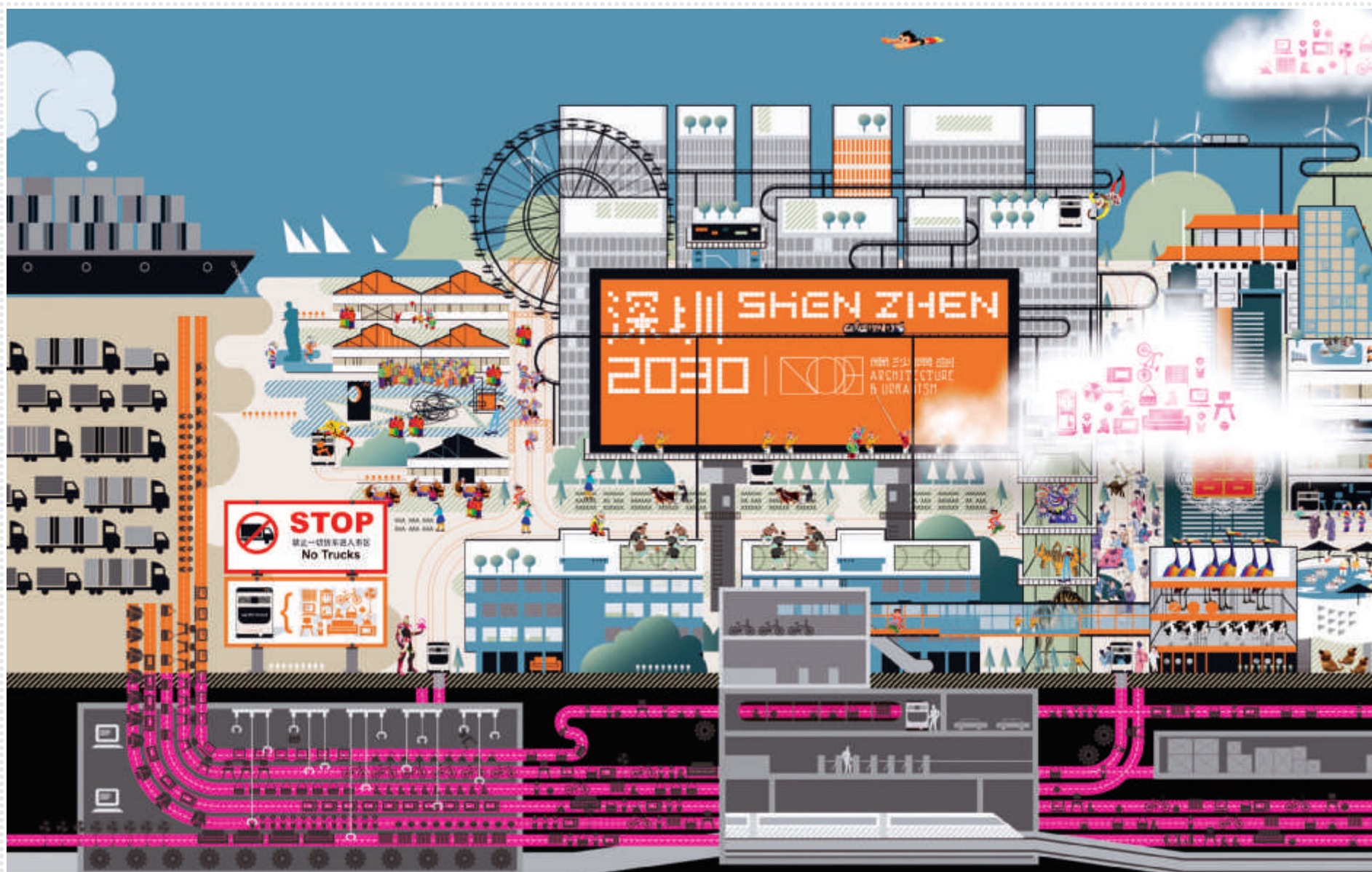
tal sympathie. Joachim Sauer, le mari d'Angela Merkel, chercheur en physique quantique et professeur à l'université Humboldt de Berlin, est surnommé "le Fantôme de l'opéra" – il n'apparaît en public que pour écouter du Wagner au festival de Bayreuth.

Une épouse, à l'inverse, se doit d'être présente, et visible – en veillant surtout à ne jamais manifester la moindre indépendance d'esprit. Dans certains médias, toute femme s'écartant de cette fiche de poste de potiche est instantanément clouée au pilori. Il suffit de comparer, abstraction faite de leurs qualités respectives, les longues années d'humiliation publique infligées à Cherie Blair et le traitement réservé à Sarah Brown, qui interrompit une brillante carrière dans les relations publiques pour prononcer d'écœurants discours tournant au panégyrique de son Premier ministre de mari Gordon Brown.

C'est une nécessité. Donnez une reconnaissance officielle au conjoint du chef de l'État, obligez-le, qu'il soit homme ou femme, à assumer son rôle, et mettez les électeurs devant leur responsabilité : puisque la politique est pour eux une affaire de personne, un partenaire ne peut être cantonné à un rôle de figurant muet.

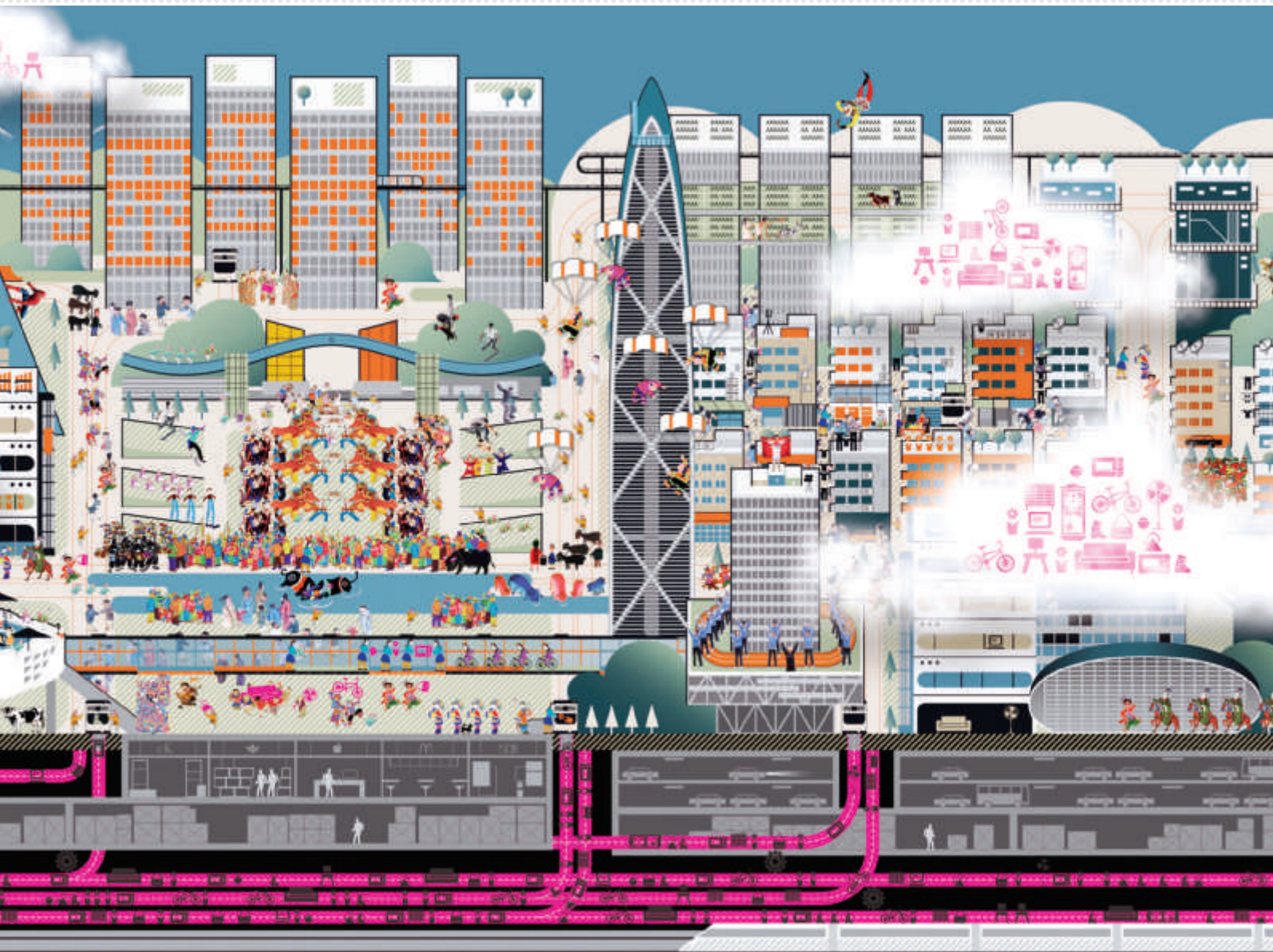
—Anne Perkins
Publié le 8 août

dossier



DES CITÉS ET DES HOMMES

De nombreuses villes espèrent profiter des outils des géants américain Alphabet (ex-Google) ou chinois Alibaba pour devenir “intelligentes”, plus propres et mieux organisées (lire p. 32 et 36). Mais les nouvelles technologies et les quantités de données qui les accompagnent ne suffisent pas à créer des cités idéales, assure *Places Journal* (ci-contre). D'autant moins qu'elles ne sont pas capables de faire cohabiter voitures sans chauffeur et cyclistes, par exemple (p. 35).



Les visuels

Pour illustrer ce dossier, nous avons puisé dans des projets soumis à l'Audi Urban Future Award. Ce concours, organisé tous les deux ans, depuis 2010, par le constructeur allemand, amène des équipes pluridisciplinaires à plancher sur la mobilité dans les métropoles du futur. Architectes, urbanistes, spécialistes du crowdsourcing et des big data, designers, neuroscientifiques et autres biologistes travaillent de concert pour améliorer le confort et l'efficacité des villes de demain.

●●● En 2012, le cabinet chinois **NODE Architecture & Urbanism** a cherché à améliorer la circulation dans le delta de la rivière des Perles, entre mégalopoles (Shenzhen, Canton, Hong Kong) et secteur industriel en plein renouvellement.

Photo : NODE Architecture & Urbanism/Audi Urban Future Initiative

La ville n'est pas un ordinateur

Les géants de la Silicon Valley qui prétendent concevoir des cités idéales grâce à la technologie se trompent : les algorithmes n'ont pas réponse à tout.

—Places Journal (extraits) San Francisco

Q u'est-ce que nous attendons de la ville idéale ? En cette époque où les ingénieurs de la Silicon Valley règnent en maîtres, la question était trop difficile pour être prise au sérieux. Sur Twitter, des plaisantins ont ainsi réclamé “des tacos de la mer” et “des distributeurs de bonbons”. Mais derrière les sarcasmes se dessinent les contours d'une nouvelle idéologie montante. Car cette question a été posée à l'été 2016 par l'incubateur de start-up

Y Combinator – à qui l'on doit l'éclosion de mille projets tels qu'Airbnb, Dropbox, les serres automatisées ou les services de livraison de vin au verre – alors que ses représentants dévoilaient leur dernier programme de recherche : la conception d'une ville à partir de zéro. Une idée “pas si folle”, à en croire le magazine *Wired* [un mensuel américain sur les nouvelles technologies, très lu dans la Silicon Valley].

Ce qui ne revient pas à dire qu'elle est judicieuse. Car, si l'incubateur pose des questions justes – “Comment la ville peut-elle davantage contribuer

SOURCE



PLACES JOURNAL

San Francisco, États-Unis
placesjournal.org

Fondée en 1983 à San Francisco, à l'instigation de l'université de Berkeley et du Massachusetts Institute of Technology (MIT), cette publication décrypte les enjeux contemporains de l'architecture, du paysagisme et de l'urbanisme. Son but : jeter des ponts entre le monde universitaire, les professionnels des disciplines concernées et le grand public.

au bonheur de ses habitants et les aider à réaliser leur potentiel ?” –, il les assortit malheureusement d'interrogations ridicules, du genre “Comment mesurer l'efficacité d'une ville ? Quels sont ses ICP ?” (indicateurs clés de performance, pour les analphabètes du jargon dit de l'intelligence économique). À peine daigne-t-il mentionner l'existence des urbanistes, architectes et autres chercheurs qui se posent ces questions depuis des siècles : comment fonctionne une ville ? Et comment l'améliorer ?

Ben Huh, fondateur du Cheezburger Network, un empire du Web bâti sur les memes et les photos de chats, a été la première recrue du groupe de recherche, baptisé New Cities [nouvelles villes]. “Ce n'est pas l'espace qui manque pour bâtir de nouvelles villes”, s'enflamme-t-il dans un article où il explique pourquoi il a décidé de rejoindre le projet d'Y Combinator. “Les technologies peuvent contribuer à créer un environnement propice [à la formation de cités idéales] dans le monde entier”, affirme-t-il. Son objectif est de “mettre au point un processus de création urbaine qui soit ouvert et reproductible et permette de maximiser le potentiel humain”. Rien que ça.



●●● Lauréat de l'Audi Urban Future Award 2012, le cabinet Høweler + Yoon Architecture a imaginé une infrastructure de transports taillée sur mesure pour la région de Boston-Washington et ses 53 millions d'habitants, urbains et périurbains. Photo Høweler + Yoon Architecture/Audi Urban Future Initiative

De son côté, le conglomérat Alphabet (né de Google) planche lui aussi sur la création de villes optimisées. Sa société de technologies urbaines, Sidewalk Labs [lancée en 2015], a déjà installé des accès WiFi publics dans les rues de New York, soit autant de "nœuds d'infrastructure" qui pourront un jour échanger des informations avec des voitures sans chauffeur, le réseau de transport public ou tout autre système urbain. L'entreprise est également associée au ministère américain des Transports dans des projets comme le Smart City Challenge [voir encadré ci-contre].

Un concept séduisant. Les transports sont les premiers visés, mais la révolution ira bien au-delà. Fondateur de Sidewalk Labs, Dan Doctoroff s'est demandé "à quoi ressemblerait une ville entièrement conçue pour et par Internet". Ses équipes ont créé, en novembre 2016, quatre nouveaux "laboratoires" consacrés au logement, à la santé et aux services sociaux, à l'administration et à la collaboration entre communautés. Des projets pilotes devraient être lancés dans plusieurs endroits, avant d'être progressivement étendus. Présentant cette expansion, Doctoroff a invoqué des "révolutions" passées des technologies urbaines : "L'histoire semble montrer que les principales périodes de croissance économique et de hausse de la productivité ont résulté de l'intégration d'innovations dans notre environnement physique, en particulier citadin. La locomotive, l'électricité et l'automobile ont profondément transformé le quotidien des villes, pourtant celles-ci n'ont plus tellement changé depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'est donc pas étonnant que, en dépit de l'apparition des ordinateurs et d'Internet, nous assistions à un ralentissement du rythme de croissance et de la productivité. Notre objectif est d'accélérer l'innovation urbaine."

Personne ne sait ce qui ressortira de ces expérimentations urbaines. Constamment en cours de développement et d'amélioration, sans cesse actualisés, ces chantiers ne sont pas simples à évaluer ou à critiquer. À en croire les communicants chargés de ces projets, nous sommes néanmoins à l'aube d'un monde nouveau dans lequel les capteurs embarqués, les caméras omniprésentes, les antennes, les téléphones en réseau et les systèmes qui les relient nous propulseront à des niveaux inédits d'efficacité, de connectivité et d'harmonie sociale. Paul McFedries, programmeur et chroniqueur informatique, explique la démarche en ces termes : "La ville est un ordinateur, les rues forment l'interface, vous êtes le curseur et votre téléphone est le dispositif d'entrée. Telle est la vision de la ville-ordinateur conçue à partir de l'utilisateur. Il existe toutefois une autre version, descendante, dictée par les systèmes urbains comme les transports, la collecte des ordures ou la distribution de l'eau, où l'enjeu est de savoir si ces systèmes, devenus 'intelligents', permettraient de rendre la ville plus efficace et mieux organisée."

La modernité aime les métaphores. Après celles de la ville-machine, de la ville-organisme et de la ville-cybernetico-organique, nous voici donc à l'ère de la ville-ordinateur. Le concept a cela de séduisant qu'il promet d'organiser le chaos de la vie urbaine pour le soumettre à la rigueur de commandes rationnelles. Mais cette vision s'ancre également dans un imaginaire

Le concept de ville-ordinateur s'ancre dans un imaginaire remontant au Moyen Âge et au-delà.

LES BUS DE COLUMBUS

En 2016, la capitale de l'Ohio a remporté le premier prix du concours Smart City Challenge, organisé par le ministère américain des Transports et la société Vulcan Ventures. À la clé : 50 millions de dollars et la mise à disposition, durant trois ans, d'outils développés par Alphabet (ex-Google). L'objectif : améliorer d'ici à 2020 le réseau de transports publics "pour permettre aux habitants d'accéder plus facilement à un travail ainsi qu'aux services d'éducation et de santé", résume le **Columbus Dispatch**. Devrait entre autres voir le jour une ligne de bus intelligents, capables de prolonger un feu vert ou de raccourcir un feu rouge pour assurer leur ponctualité.

ancestral, car les villes ont toujours été des centres d'enregistrement des connaissances et de traitement des données. Lorsque les monarques itinérants du Moyen Âge se sont enfin fixés dans leurs capitales, ils y ont installé "tout un régiment de clercs et de représentants permanents", pour reprendre l'expression de Lewis Mumford [historien spécialiste de l'urbanisme, 1895-1990]. Ils ont inventé toutes sortes de politiques et procédures (contrats, registres fiscaux, passeports, amendes et réglementations) qui ont elles-mêmes nécessité la création de nouveaux dispositifs urbains – les bâtiments administratifs – pour abriter la bureaucratie naissante. Imaginée par Giorgio Vasari au milieu du XVI^e siècle, la galerie des Offices de Florence est devenue un exemple imité dans le monde entier.

"Notre objectif est d'accélérer l'innovation urbaine."

Dan Doctoroff,
DG DE SIDEWALK LABS

La ville en tant que système de traitement de l'information remonte même à plus loin. L'écriture et l'urbanisation sont apparues simultanément dans l'Antiquité, et les premiers écrits – sur des tablettes d'argile, des murs de briques en terre ou tout autre support – servaient à enregistrer des transactions, délimiter des terres, célébrer des rituels et ajouter une couche d'information contextuelle à un territoire. La ville, affirmait Mumford, est par essence un espace de communication riche en informations. "En concentrant la puissance culturelle et physique d'une communauté, la ville a accéléré les échanges entre individus et leur a donné une forme archivable et reproductible. Grâce à ses lieux de stockage (bâtiments, chambres fortes, archives, monuments, tablettes ou livres), la ville est parvenue à transmettre une culture complexe de génération en génération, car elle ne réunit pas seulement les moyens physiques mais aussi les individus nécessaires à la transmission et à l'enrichissement de cet héritage. Cela reste le principal bénéfice de la ville. Comparés à la complexité des cités humaines, nos systèmes électroniques de stockage et de transmission de l'information sont infiniment moins perfectionnés."

S'il était en vie aujourd'hui, Mumford rejetterait l'idée qu'une ville puisse être une extension d'Internet. Une ville n'est pas un ordinateur. Une évidence peut-être, mais que les chantages de la technologie (et les acteurs politiques) contestent aujourd'hui lorsqu'ils entendent réduire l'aménagement urbain à une poignée d'algorithmes.

Pourquoi est-il important de dénoncer cette image de la ville-ordinateur ? Parce que les métaphores donnent naissance à des modèles techniques qui inspirent les méthodes de conception, qui à leur tour influencent le savoir et la politique, sans parler de l'état physique des villes.

Lorsque nous traitons les informations comme des "données" (du verbe "donner"), nous les percevons comme des caractéristiques abstraites de la ville, comme l'état de la circulation ou la densité de population. Il nous faut renverser cette conception. Du point de vue de Mumford, la ville fabrique l'information, la vend, la dissimule ou la rend disponible, la politise → 34

32 ← et l'exploite. Le caractère total du concept de ville-ordinateur ne doit pas cacher l'existence d'innombrables sources génératrices de données : services municipaux et départementaux, universités, hôpitaux, laboratoires, entreprises. Aucune ne traite l'information comme les autres.

Examinons certains de ces endroits les plus ouverts au public. Il y a d'abord les archives municipales. La plupart des villes aujourd'hui gardent la trace des activités administratives, financières, foncières, fiscales et législatives qui s'y déroulent. Les cités antiques d'Égypte et de Mésopotamie ne faisaient pas autrement, même s'il existe un débat parmi les historiens sur l'usage de ces archives. Celles-ci sont gages de responsabilité financière, assoient symboliquement la légitimité du pouvoir ou des autorités coloniales, et viennent effacer l'héritage des régimes précédents ou des populations conquises. À l'ère moderne, elles servent également de support à la recherche. L'information ici amassée ne se réduit pas au contenu des documents : elle est aussi dans l'existence même de ces derniers, leur origine et leur classement, voire dans ce qui a été jugé bon d'être conservé ou qui a été effacé des archives.

Historiquement, les archives se distinguent d'un autre grand centre d'information urbain : la bibliothèque. Alors que les archives assurent avant tout la conservation et la sécurité de documents non publiés, les bibliothèques ont pour fonction de réunir des contenus publiés et de les rendre accessibles et intelligibles pour le public. Elles ont érigé un appareil critique autour de leurs ressources, souvent en lien avec des écoles et des universités. Elles ont également une fonction symbolique majeure, au sens où elles représentent l'investissement de la ville dans son héritage intellectuel. Comme les musées [et à l'inverse des archives], elles sont ouvertes à la critique idéologique. Les politiques d'acquisition, les méthodes d'exposition et les

protocoles d'accès sont tangibles et immédiats, et reflètent des politiques intellectuelles et culturelles spécifiques.

Mais toutes les données urbaines ne se laissent pas facilement capturer et cataloguer dans des serveurs, des boîtes d'archives, les rayons d'une bibliothèque ou les vitrines d'un musée. Un aspect qui concerne particulièrement les populations marginalisées, les cultures indigènes et les pays en développement. Spécialiste de l'étude des performances, Diana Taylor nous invite à reconnaître les formes de connaissance éphémères et performatives telles que la danse, les rituels, la cuisine, le sport et la parole. Autant de types de "données" qui ne peuvent pas être "traitées", collectées ou transmises par fibre optique. Et qui n'en sont pas moins des données urbaines qui vivent dans les corps, les esprits et les communautés.

Décisions éthiques. Prenons enfin les données ambiantes, "immanentes", liées à l'environnement. Que pouvons-nous apprendre des "informations non sémantiques" qui se tapissent dans l'ombre, le vent, la rouille, l'usure d'un escalier très fréquenté, les fissures d'un pont, bref tous ces messages que recèlent nos environnements ? Je dirais que la valeur intellectuelle de ces informations dépasse leur fonction de socle pour les flux numériques de la ville. Les données de l'environnement sont autant des chiffres que des éléments physiques. Elles nous rappellent des vérités fondamentales : les données urbaines existent sous de multiples formes, elles sont produites dans un contexte environnemental et culturel spécifique, elles évoluent au fil du temps sous l'effet des éléments et du développement urbain, elles peuvent être perdues ou oubliées. Elles nous rappellent qu'il faut raisonner à l'échelle climatique et géologique, par opposition à celle des marchés financiers, des flux et des cycles de l'actualité.

UNE TOUCHE D'HUMANITÉ

Selon le rapport 2015 de l'institut Martin

Prosperity de l'université de Toronto, Austin est l'une des villes des États-Unis où règne la plus forte ségrégation économique.

C'est ce qui l'a poussée à se lancer dans un programme pour devenir une "ville intelligente".

"C'est facile de mettre des nouveaux capteurs dans les lieux déjà bien connectés,

où les gens sont habitués aux nouvelles technologies, mais vous ne résolvez pas le problème", déclare au site **digitaltrends**

– qui consacre une série d'articles aux "smart cities" –

Ted Lehr, architecte de données et acteur du projet. Pour ce faire, selon lui, il faut s'appuyer sur les nombreuses données fournies par les services du logement, de l'énergie, des transports, mais pas seulement.

"Une touche d'humain" est essentielle.

La ville a donc fait en sorte de recueillir les préoccupations de ses habitants, réunis en ateliers, ou grâce à un formulaire en ligne.

Le théoricien des sciences du management Russell L. Ackoff a proposé cette formule célèbre (et très contestée) : Données < Information < Connaissance < Sagesse. Chaque niveau nécessite l'extraction d'une utilité par rapport au précédent. Ainsi, toute donnée contextualisée ou modélisée peut devenir information. Mais il y a plusieurs moyens de franchir cette étape [comme nous venons de le voir]. Or l'expression "traitement des données" fait ordinairement référence aux seuls procédés "informatiques".

Le concept de ville-ordinateur a une telle influence sur l'urbanisme, l'aménagement, la politique, l'administration – et même le quotidien des habitants – qu'il empêche le développement de villes saines, justes et résilientes. Nous devons, tirer les leçons des théoriciens et des spécialistes de

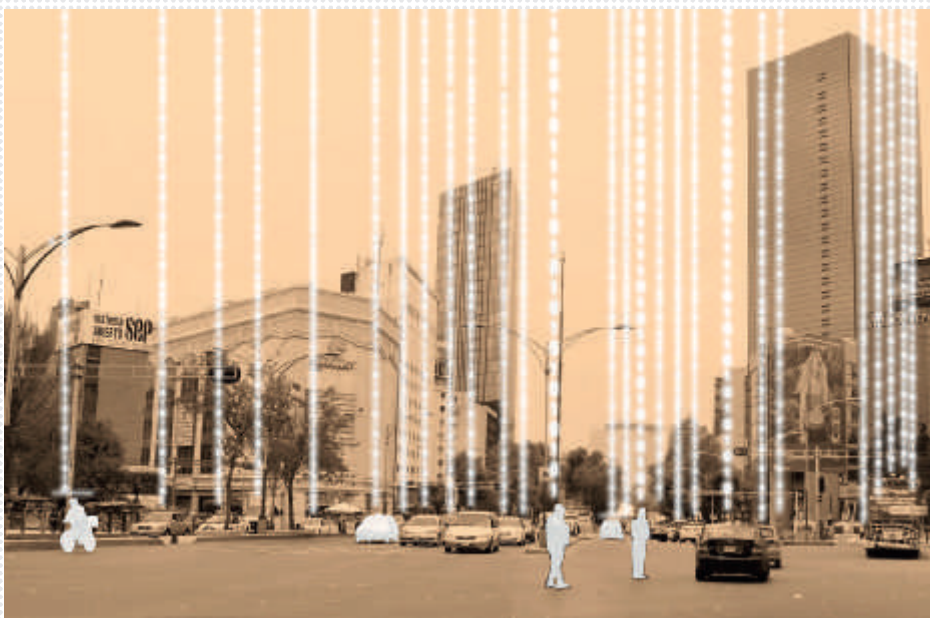
On ne peut construire une ville sans connaître la ville, et cette démarche ne saurait être laissée aux ordinateurs.

l'information, des archivistes, des bibliothécaires, des historiens de la pensée, des experts en sciences cognitives, des philosophes et de tous ceux qui s'intéressent à la gestion de l'information et à la production de la connaissance. Ils peuvent nous aider à mieux comprendre la variété de données qui participent à la vie de nos villes, lesquelles seraient dramatiquement appauvries si elles étaient reconstruites selon les principes dominants de l'épistémologie informatique.

Nous pourrions également être plus en phase avec les cycles de vie des sources de données urbaines – leur création, leur sélection, leur enregistrement, leur conservation et leur destruction – ainsi qu'avec l'assemblage des sites urbains et les sujets qui composent les écosystèmes intellectuels de nos cités. "Si l'on pense la cité comme une construction à long terme, dotée de comportements et de processus de formation, d'information de retour et de traitement plus complexes", comme le propose l'architecte Tom Verebes, alors on peut l'imaginer comme une organisation, ou même un organisme, capable d'apprentissage. Les urbanistes et les architectes imaginent déjà des concepts et des méthodes inspirés de la recherche en intelligence artificielle : réseaux de neurones, processus cellulaires, algorithmes évolutifs, mutation et évolution. Gardons-nous toutefois de traduire ces informations interdisciplinaires en un nouveau formalisme urbain.

Nous devons également reconnaître les limites de modèles qui présument de l'objectivité des données urbaines et préfèrent reléguer des décisions cruciales, souvent éthiques, à la machine. Nous, humains, produisons l'information urbaine par toutes sortes de moyens : par l'expérience sensorielle, sous l'effet du temps et des éléments et, oui, en triant constamment des données. On ne peut construire une ville sans connaître la ville, et cette démarche ne saurait être laissée aux ordinateurs.

—Shannon Mattern
Publié le 1^{er} février



●●● Le projet présenté en 2014 par l'équipe de l'architecte José Castillo visait à créer une base de données à partir d'informations anonymes délivrées par le public, et de les ajouter à celles des organismes officiels afin de décongestionner le trafic de Mexico. Photo Team Mexico City/Audi Urban Future Initiative



●●● En 2010, le studio danois BIG, emmené par l'architecte Bjarke Ingels, a fait le pari que les voitures sans chauffeur, adaptant leurs parcours à ceux des piétons et des cyclistes, n'auraient plus besoin de voies de circulation dédiées. Photo Big (Bjarke Ingels Group)/Audi Urban Future Initiative

VOITURES AUTONOMES CONTRE CYCLISTES: LA GUERRE MENACE

Difficile d'imaginer la future coexistence des deux modes de transport, estime ce quotidien britannique : pour des raisons de sécurité, les voitures autonomes ont du mal à reconnaître les vélos.

—The Guardian (extraits) Londres

Imaginez : vous êtes en train de rouler à vélo en ville en 2035. Vous êtes en retard pour une réunion, mais la route que vous devez traverser a récemment été réservée aux "véhicules autonomes" (VA), et des escadrons de voitures sans chauffeur espacées de quelques centimètres seulement y foncent à toute vitesse. Vous ne pouvez pas la traverser à vélo car cyclistes et piétons en ont été bannis, de peur qu'ils ne ralentissent la circulation. Vous devez la contourner. Tentez-vous de franchir la barrière et de vous faufiler à toute vitesse au milieu du trafic ? Pendant que vous attendez, vous voyez un groupe de

gamins sur une contre-allée ouverte à tous les véhicules. Ils se jettent devant les nacelles sans chauffeur, ce qui oblige ces voitures à s'arrêter. C'est un jeu très répandu.

Retour à aujourd'hui. D'après un rapport publié le mois dernier [mai], les voitures entièrement autonomes pourraient d'ici à 2035 représenter jusqu'à 25 % des nouveaux véhicules vendus. Les êtres humains peuvent être très mauvais conducteurs, et certains considèrent que les VA permettraient de réduire le nombre de morts sur la route dans le monde - 1,3 million de personnes par an actuellement.

Il y a cependant plusieurs questions à régler auparavant, faute de quoi les villes risquent de revenir au schéma des années 1960 et 1970, où

LE PONT TOMBE À L'EAU

"Les espaces publics doivent réunir, pas diviser", résume **Motherboard** en mai, alors que le projet futuriste de pont-jardin qui devait relier les deux rives de la Tamise, à Londres, est abandonné. Avec son coût exorbitant de près de 220 millions d'euros (dont une bonne partie de fonds publics), l'obligation pour les groupes de réserver en ligne leur passage, la géolocalisation des smartphones des visiteurs et même le suivi de leurs mouvements par des caméras de vidéosurveillance, c'était "le symbole ultime de l'excès", estime Anna Minton, auteure de *Ground Control: Fear and Happiness in the Twenty-First Century City* [inédit en français].

elles étaient faites pour les véhicules d'abord et les gens après.

Les voitures sans chauffeur circulent et détectent les autres usagers de la route grâce à une combinaison de caméras, de cartes précises, de radar et, pour la Google Car, de *lidar* (pour "light detection and ranging") - un télémètre laser utilisé notamment dans la surveillance des océans. Waymo, une filiale de Google, teste des voitures sans chauffeur (avec un conducteur à l'intérieur) dans les rues des États-Unis depuis 2009 et affine les systèmes concernant les interactions avec les autres usagers. Ses véhicules ont déjà parcouru plus de 4 millions de kilomètres.

Petits et fragiles. En théorie, une voiture sans chauffeur s'arrête quand elle détecte un objet sur son chemin, mais les cyclistes, qui sont petits et fragiles, constituent un défi particulier. Les VA ont du mal à traiter les changements de vitesse et l'immense diversité des formes et des tailles des vélos. Ils ont même du mal à détecter dans quelle direction pointe un vélo. C'est Deep3DBox, un programme qui identifie les objets en 3D à partir d'images en 2D, celles d'une caméra par exemple, qui y parvient le mieux, cependant, il ne repère un cycliste que dans 74 % des cas et la direction dans laquelle celui-ci roule dans seulement 59 % des cas. Et il est encore moins fiable par mauvais temps.

Carlos Ghosn, l'ancien PDG de Renault-Nissan, a déclaré l'année dernière que les cyclistes représentaient "l'un des plus grands problèmes pour



●●● Simulateur de conduite autonome dans le laboratoire expérimental d'Audi.

Photo Audi Urban Future Initiative

les voitures sans chauffeur". Ils se comportent tantôt comme des piétons et tantôt comme des cyclistes, ce qui est perturbant, et ils "ne respectent pas les règles en général". Même son de cloche chez Google : "Il est difficile d'anticiper leurs mouvements", a reconnu la société quand un cycliste a complètement déboussolé une Lexus sans chauffeur en faisant du surplace de façon prolongée à un carrefour. Google a depuis appris à ses véhicules à reconnaître les signaux de la main des cyclistes ainsi que les tailles et les formes des vélos, et il leur laisse plus d'espace sur la route.

Vie privée. Pour Robin Hickman, qui enseigne la planification des transports et l'urbanisme à la Bartlett School of Planning de l'University College de Londres, les voitures sans chauffeur sont "inutilisables" en ville. "En termes d'algorithmes, pour traiter les obstacles qui se déplacent de façon imprévisible, comme les cyclistes ou les piétons, je dirais que c'est insoluble, précise-t-il. Si un piéton sait qu'il a affaire à un véhicule automatique, il prendra tout simplement la priorité. [Un VA] mettra des heures pour descendre une rue dans une zone urbaine. Et dans le contexte de l'Inde ou de la Chine, où il y a bien plus de types de véhicules, plus de piétons, plus de cyclistes, je dirais que le VA aura encore plus de mal à côtoyer tous ces usagers imprévisibles."

Les solutions ne sont pas toujours séduisantes. L'une des possibilités est un réseau intégré de capteurs qui ferait de la rue une extension de l'Internet des objets. Ceci permettrait par

exemple de réduire la probabilité qu'un véhicule autonome se fasse surprendre par un enfant qui débouche de derrière une voiture en courant. Mais que devient la vie privée dans tout ça ?

Puis il y a le repérage électronique des usagers par un système de radio-identification, qui pourrait même être intégré aux vélos. Mais Ceri Woolsgrove, chargé de mission pour la sécurité routière et la technique auprès de la Fédération européenne des cyclistes, fait remarquer : "Et les 30, 40, 50 % de piétons et cyclistes qui ne sont pas connectés ? Cela ne va pas dans le sens de la sécurité."

"Ce qui fait une belle ville, ce sont les gens, pas les voitures."

Janette Sadik-Khan, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION AMÉRICAINE DES RESPONSABLES MUNICIPAUX DES TRANSPORTS

Et des poursuites judiciaires contre les piétons ou les cyclistes qui se mettent sur le chemin des voitures sans chauffeur ? David Levinson, professeur à la faculté d'ingénierie civile de l'université de Sydney, est très favorable aux VA mais déclare : "Ça fait très Big Brother. C'est la sécurité contre la liberté. Quels risques pour vous-même va-t-on vous laisser prendre ?"

Revenons aux gamins qui arrêtent les voitures sans chauffeur dans notre rue imaginaire. Pour Levinson, bloquer une voiture sans chauffeur constituera peut-être même un délit à l'avenir. "La voiture a une caméra, et l'image sera envoyée

à la police qui viendra et vous arrêtera pour avoir embêté un véhicule autonome."

Les experts, Hickman et Levinson entre autres, sont donc convaincus que la ségrégation, assortie de voies réservées aux VA, est inévitable. Mais ne risque-t-on pas de revenir ainsi à la dystopie urbaine des années 1960 et 1970, par laquelle les villes se sont retrouvées sillonnées d'autoroutes surélevées et de routes encadrées par des barrières pour améliorer la sécurité ? Avec pour conséquences involontaires une conduite agressive et la division en deux camps d'innombrables communautés.

"Je pense que certaines routes seront transformées en voies à grande vitesse, confie Levinson. Ça m'étonnerait qu'on y échappe. Mais si on peut éloigner les voitures sans chauffeur des voies à petite vitesse utilisées par les piétons et les cyclistes, ce sera une bonne chose."

Casque. Pour Hickman, "tout s'oppose aux VA", mais le lobby de l'automobile est tellement puissant et il y a déjà tellement d'argent privé et public en jeu qu'il sera difficile de stopper leur essor.

Le ministère britannique des Entreprises, de l'Innovation et des Compétences a mis sur pied un programme d'études de faisabilité et de recherche et développement de plus de 200 millions de livres sterling (224 millions d'euros) par l'intermédiaire d'Innovate UK. Dans ce cadre, le programme GATEway de Greenwich a récemment transformé un tronçon de piste cyclable le long de la Tamise en une voie de circulation pour VA.

De son côté, la Commission européenne déclare s'engager "totalement dans le développement rapide du secteur de la conduite autonome" en raison des avantages économiques et sécuritaires qu'il promet. L'un de ses documents, publié récemment, sur les villes intelligentes ne mentionne le vélo qu'une fois, et c'est à propos des casques.

Une réglementation autorisant le test de voitures sans chauffeur a été présentée dans 35 des 50 États des États-Unis et adoptée dans 6. Google, Lyft, Uber, Ford, Volvo ont récemment constitué la Coalition des véhicules autonomes pour des rues plus sûres, un groupe de pression qui cherchera à obtenir des normes fédérales plus favorables.

"Nous ne devons pas concevoir notre stratégie en matière de transports en fonction des ventes de véhicules, estime Hickman. Il faudrait plutôt mettre en avant la viabilité de la vie urbaine et les bénéfices apportés par les styles de vie actifs, la marche et le vélo entre autres. Il faut qu'on s'arrête là."

Pour Janette Sadik-Khan, ancienne responsable des transports de la ville de New York, qui est présidente de l'Association nationale des responsables municipaux des transports, les maires du monde entier devraient se demander : "Quelle ville voulez-vous être ?" Et d'ajouter : "[Les VA] suscitent beaucoup d'intérêt et on se laisse distraire par ce jouet tout neuf. Il faut se concentrer sur l'essentiel – créer la ville qu'on veut – et non considérer cette technologie comme une fin en soi. Les véhicules autonomes offrent des possibilités passionnantes, mais je pense qu'il faut se rappeler que ce qui fait une belle ville, ce sont les gens, pas les voitures."

—Laura Laker
Publié le 14 juin

ALI BABA AUX MANETTES

Le 4 août, le géant chinois Alibaba a annoncé qu'il avait signé un accord avec la ville de Macao pour l'aider à se transformer en la ville intelligente leader de la région Asie-Pacifique. "Les résidents et les touristes qui visitent Macao devraient bénéficier de ce partenariat, qui verra Alibaba Cloud déployer toutes ses technologies actuelles, indique le **South China Morning Post**. Cela va de l'utilisation de l'intelligence artificielle pour optimiser la gestion des transports routier, aérien et hydraulique à la personnalisation des visites guidées basée sur l'analyse de données."



Les coffee-shops où banquiers et criminels se côtoient

Finance. Alors que le Parlement néerlandais doit se prononcer sur la proposition de loi pour légaliser le cannabis, *Investico* a enquêté sur les intérêts financiers des coffee-shops. Un monde où s'entremêlent activités licites et clandestines.



—**Investico** (extraits)
Amsterdam

Elle ne voit aucun inconvénient à ce qu'on mentionne son prénom : "It's totally fine" ["Pas de problème"], dit Francis, à la terrasse du coffee-shop *New Times* dans la Spuistraat, à Amsterdam. Elle ne fait rien d'illégal, après tout ! Cette Australienne a de grandes lunettes de soleil, des nattes et une longue tunique rose en batik années 1960. Elle se trouve à Amsterdam pour la troisième fois, et dans un coffee-shop pour la énième fois.

À l'autre bout de la table, Tim, originaire de Malte, a les yeux dans le vague. D'un tapotement du doigt, il fait tomber par terre la cendre de son joint. Il fume du Girl Scout Cookies, un cannabis de Californie connu pour sa saveur sucrée. Le silence et la méfiance s'installent. "My name? Preferably not" ["Mon nom? Je ne préfère pas"], répond une troisième cliente avant de se lever et de sommer les autres de la suivre.

La fréquentation d'un coffee-shop a beau être socialement

acceptable, il reste difficile d'en parler avec des inconnus. C'est illégal mais toléré, normal mais légèrement tabou. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les coffee-shops eux-mêmes se caractérisent par des contradictions. Par exemple, Francis ignore que les intérêts du *New Times* convergent non seulement avec ceux des secteurs de la prostitution et

du jeu, mais aussi avec ceux du secteur bancaire. Le propriétaire de cet immeuble d'Amsterdam est l'ancien exploitant de machines à sous Johan Erkelens, propriétaire de quatre coffee-shops. Pour acheter l'immeuble du *New Times*, il a emprunté de l'argent à Hugo Persant Snoop, ancien propriétaire de maisons closes. NIBC, une banque d'investissement tout à fait convenable, a financé le reste.

Dans cet univers, activités officielles et clandestines sont étroitement imbriquées. Les autorités considèrent ce secteur, de même que ceux de la prostitution et des machines à sous, comme étant criminogènes. Mais cela n'a pas empêché des institutions financières

néerlandaises respectables et des entrepreneurs de premier plan d'y acquérir des intérêts majeurs. Dans le monde du cannabis, la Rabobank et une figure connue de la mafia napolitaine se retrouvent littéralement côte à côte.

Les quatre plus grandes banques des Pays-Bas détiennent au total 171 coffee-shops en nantissement pour des prêts hypothécaires qu'elles ont accordés : des prêts forcément remboursés par des revenus issus de la vente de stupéfiants. Voilà un des aspects les plus frappants de l'enquête réalisée ces derniers mois pour l'hebdomadaire *De Groene Amsterdammer* par la plateforme de journalisme d'investigation *Investico* et par le quotidien financier *Het Financieele Dagblad*. Dans la perspective d'une éventuelle légalisation du secteur des drogues douces aux Pays-Bas, déjà votée [le 21 février] par la seconde chambre du Parlement, nous avons effectué une étude systématique de l'ensemble du secteur. Nous avons examiné à la loupe les 570 coffee-shops du pays en compilant les données disponibles sur les exploitants, les propriétaires immobiliers et les créanciers hypothécaires. Ces

données publiques peuvent être obtenues contre paiement auprès de la chambre de commerce et du cadastre. Notre objectif était de déterminer les véritables détenteurs d'intérêts dans ce secteur, dont le chiffre d'affaires représente, selon certaines estimations, pas moins de 1 milliard d'euros par an.

Jusqu'à présent, ni l'administration ni la police judiciaire n'avaient une vue d'ensemble des différents intervenants dans ce domaine. Pourtant, la première chambre du Parlement va bientôt se prononcer sur une proposition de loi qui pourrait amorcer la légalisation de toute cette branche d'activité, notamment de l'ensemble des points de vente.

Casier judiciaire. Il ressort de notre étude que les puissances financières ont pris une longueur d'avance sur la politique. De fait, elles ont déjà légalisé le secteur en y prenant des intérêts. Cependant, l'association d'activités officielles et d'activités clandestines ne se fait pas sans risque. Mais seuls les exploitants de coffee-shops font systématiquement l'objet d'un contrôle de casier judiciaire et d'une

Les quatre plus grandes banques du pays détiennent 171 coffee-shops en nantissement pour des prêts.

vérification des risques qu'ils pourraient représenter. Les propriétaires des immeubles où se déroule le commerce, de même que les créanciers pour l'achat de ces immeubles, ne sont pratiquement pas concernés par ces contrôles. En cas de légalisation, les gagnants pourraient donc être tout aussi bien des criminels que la Rabobank.

Au début de l'année, le *Dampkring*, un coffee-shop d'Amsterdam, a changé de mains. L'ancien propriétaire ainsi que l'actuel figurent dans la liste Quote 500 des 500 personnes les plus riches des Pays-Bas. La société immobilière *Libra International* a racheté le local et les appartements situés au-dessus pour 4 millions d'euros à Michael van de Kuit, qui possède par ailleurs un terrain de golf, des bois et une plage dans la région cossue du Gooi [dans le centre des Pays-Bas], un club à Ibiza et des établissements



← Dessin de Daniel Pudles paru dans *The Economist*, Londres.



de 450 personnes qui examine les dossiers de clients présentant des “risques d'intégrité complexes”, notamment les coffee-shops. “La politique du cannabis a engendré une zone grise, explique Wibout de Klijne. Ne serait-ce que pour la transparence des transactions, il serait judicieux de légaliser également les opérations d'approvisionnement des coffee-shops. Si toute cette zone d'ombre disparaissait, la banque aurait moins de personnes à mobiliser.”

D'autres institutions financières de premier plan s'intéressent au secteur du cannabis. Les coffee-shops servent de garantie pour des prêts hypothécaires consentis par le régime de retraite ABP (1), l'assureur Achmea (2), NIBC (3), Van Lanschot (4), la banque française Crédit Agricole (1) et la suédoise Handelsbanken (2). Les services des impôts (2), l'État néerlandais (1) et les brasseurs Heineken (3), Grolsch (1) et Oranjeboom (1) ont également des coffee-shops en nantissement. Si ces crédits s'appuient sur des boutiques de cannabis, on s'explique mal les réticences des banques à ouvrir des comptes à leurs exploitants. Il y a quelques années, des gérants de coffee-shops à Maastricht, à Groningue et à Zwolle ont intenté des actions en justice contre des banques qui ne souhaitaient plus les conserver comme clients.

Joachim Helms et les autres adhérents de l'Association des détaillants de cannabis sont confrontés à un problème qui pourrait rendre jaloux d'autres entrepreneurs : certains coffee-shops se portent beaucoup trop bien. Ils regorgent de monde, ce qui crée de longues files d'attente et exige des aménagements intérieurs pour permettre une vente plus efficace par guichets. “Nous n'arrivons plus à gérer la demande. Ce qui laisse le champ libre à nos principaux concurrents : les dealers clandestins dans la rue”, explique-t-il.

Idéalistes. Ces dernières années, bon nombre de coffee-shops ont été contraints de fermer. Ils se situaient trop près d'un établissement scolaire, ou ne respectaient pas les règles, ou encore ont dû céder la place à des entreprises “convenables”. En 1995, Intraval, organisme d'études sur le secteur, estimait qu'il y avait 1 460 coffee-shops aux Pays-Bas, soit près de trois fois plus qu'aujourd'hui. Or, “la consommation de drogues

Les puissances financières ont pris une longueur d'avance sur la politique.

douces est assez constante”, selon Bert Bieleman, directeur d'Intraval. “Comme le nombre de coffee-shops diminue, ceux qui restent s'agrandissent. Ils ont donc besoin d'un stock plus important pour répondre à la demande. On les pousse ainsi à ne plus être conformes à la politique de tolérance conçue au début des années 1990, dont le but était d'avoir de petits coffee-shops s'approvisionnant auprès de petits cultivateurs idéalistes. Ce n'est pas faisable pour un établissement qui a une importante clientèle et propose un grand choix.”

Nombre d'exploitants sont confrontés à une deuxième difficulté : ils gagnent plus d'argent qu'ils ne peuvent en dépenser. Selon Joachim Helms, l'explication est essentiellement juridique. “En fait, un exploitant de coffee-shops peut uniquement investir dans d'autres coffee-shops. Ces dernières années, plusieurs actions en justice ont été intentées contre des exploitants qui investissaient dans l'hôtellerie et la restauration, ou même dans une piste de ski. On les soupçonnait de blanchiment d'argent. Et souvent il leur est tout aussi difficile d'investir à l'étranger, où le regard sur les coffee-shops n'est pas le même qu'aux Pays-Bas.”

Bart Vollenberg, copropriétaire de deux coffee-shops *Koffie & Dromen* à Almere et à Lelystad, décrit son activité quotidienne comme du “noircissement d'argent”. “L'argent que nous versent nos clients est blanc, mais nous le noircissons dès que nous nous approvisionnons auprès de nos fournisseurs.” Bien que sa boutique soit tolérée, Bart Vollenberg dépend pour son approvisionnement de personnes qui, de fait, sont obligées de transgresser la loi. “C'est complètement tordu”, estime-t-il.

Chaque année, la police découvre près de 6 000 plantations, soit en moyenne 16 par jour, souvent dissimulées dans des entrepôts ou des immeubles de bureau. John et Ines, qui vivent à Bierum, au nord de Groningue, ont récemment été condamnés à deux mois de prison pour avoir cultivé du cannabis. Le couple s'efforçait pourtant de faire les choses dans les règles : il payait sa facture d'électricité et ses impôts, n'utilisait pas de pesticides

et ne fournissait que deux coffee-shops tolérés. Mais même ceux qui s'en tiennent aux règles n'ont pas le juge de leur côté. Selon les détracteurs de cette approche sévère, celle-ci a surtout pour résultat de décourager les petits cultivateurs et de favoriser l'emprise du crime organisé sur la culture du cannabis. Les coffee-shops exerçant leurs activités avec l'accord de la municipalité et du fisc ont donc beau faire, ils ont toujours un pied dans la criminalité.

Pour dresser un tableau des “coulisses” des coffee-shops, nous avons fait l'inventaire, sur la base de sources publiques, des antécédents pénaux des exploitants, ainsi que des propriétaires et des créanciers hypothécaires de coffee-shops en activité. Un peu moins de la moitié (256) sont concernés par des affaires qui ont fait l'objet de poursuites pénales – pour dépassements de stocks, blanchiment d'argent, délits économiques, détention d'arme ou pire.

Mafia napolitaine. Mais si les exploitants font régulièrement l'objet de contrôles, ce n'est pas le cas des propriétaires d'immeubles ou de leurs financiers. À Amsterdam, il s'est avéré que les personnes avec un passé douteux restent tranquillement propriétaires d'immeubles abritant des coffee-shops. C'est le cas de Bertus Cirkel, l'entrepreneur aventureux du quartier rouge, → 40

dans l'hôtellerie et la restauration à Amsterdam. Libra, dont le patrimoine est estimé à 400 millions d'euros, est la société d'investissement de Jan Verhagen et de son fils Marc, qui se classent au quarante-cinquième rang dans la liste des Néerlandais les plus fortunés. Les coffee-shops *Happy Days* de la capitale et un des trois *Kadinsky* sont également au nom de Libra et de l'une de ses filiales.

Joachim Helms préside l'Association des détaillants de cannabis. Cet homme aux larges épaules et au regard vif est depuis vingt ans le gérant du *Green House* d'Arjan Roskam, connu dans ce petit monde comme le “king of cannabis”, surnom que lui a donné le rappeur Busta Rhymes. Joachim Helms comprend très bien pourquoi les immeubles qui abritent les coffee-shops sont très recherchés. D'après lui, les exploitants de coffee-shops sont de bons locataires : “Ils font souvent de très bons chiffres d'affaires. Il leur manque juste une chose : des locaux. Ils sont donc prêts à payer des loyers plus élevés que d'autres types de locataires.”

Les détenteurs des plus gros intérêts dans le secteur néerlandais des coffee-shops sont les banques. Nous

avons fait le décompte des coffee-shops servant à garantir les prêts accordés par les quatre banques les plus importantes des Pays-Bas : Rabobank (82), ING (44), ABN Amro (31) et Volksbank (auparavant SNS Reaal, 14). Les prêts de ces banques aux propriétaires de ces immeubles représentent un encours de 1,1 milliard d'euros. Le principal intervenant sur le marché est sans conteste Rabobank, également propriétaire des coffee-shops *The Bull* à Vlaardingen et *Regime* à Haarlem. Wibout de Klijne, son responsable de la conformité [à la réglementation et à la déontologie], explique que la banque se montre désormais plus réticente à accorder des prêts hypothécaires aux coffee-shops, une réaction semblable à celles communiquées par ABN Amro, Volksbank et NIBC. Depuis un an et demi, la banque dispose d'une équipe centralisée

“Un exploitant de coffee-shops ne peut investir que dans d'autres coffee-shops.”

Joachim Helms,
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
DES DÉTAILLANTS DE CANNABIS

SOURCE



INVESTICO

Amsterdam, Pays-Bas
platform-investico.nl

Fondé en 2014, *Investico* est une plateforme de journalisme d'investigation qui se concentre sur “les flux financiers et les structures de pouvoir aux Pays-Bas”. Parmi ses partenaires, elle compte le quotidien *Trouw*, le journal financier *Het Financieele Dagblad* et l'hebdomadaire *De Groene Amsterdammer*, qui publient ses enquêtes. *Investico* jouit du soutien financier de plusieurs fondations, notamment la *Stichting Democratie en Media* (Fondation démocratie et médias) et du Fonds *Bijzondere Journalistieke Projecten* (Fonds pour des projets journalistiques exceptionnels).

39 ← patron de l'établissement *De Keeper*. Son avocat a refusé de répondre à nos questions. L'Italien Raffaele Imperiale, qui entretenait des relations avec la mafia napolitaine et avait accroché aux murs chez lui des tableaux volés de Van Gogh, possède le *Rockland*. À Haarlem, les immeubles abritant le *Maximillian*, *The Snoop* et *Take Away* appartiennent aux frères de Kris J., un indicateur de la police condamné pour avoir importé et revendu 10 000 kilos de hasch et de cocaïne dans les années 1990.

Nous voilà partis pour la neuvième édition du Cannabis Bevrijdingsdag [le 11 juin], la journée de libération du cannabis, dans le Flevopark à Amsterdam. Le plus grand événement organisé autour du cannabis aux Pays-Bas est un festival gratuit qui fête la "culture internationale du cannabis" avec des conférences, de la musique et surtout beaucoup de joints, de pipes à eau et de vaporisateurs. Le public est hétéroclite, même si tous les participants plissent les yeux à mesure que l'après-midi avance. Assis sur leurs petits tapis dans l'herbe, ils

"C'est comme si on pouvait vendre du lait mais qu'on n'avait pas le droit de mettre de vaches dans les champs."

Vera Bergkamp,
DÉPUTÉE DU PARTI D66

regardent les sommités nationales et internationales se succéder sur deux podiums. "Les politiciens ne veulent pas comprendre que nous ne sommes pas des hippies. Nous avons vraiment dépassé ce stade", dit Alan Dronkers, fils de Ben Dronkers, le propriétaire de l'empire Sensi Seed, sur le podium de la Cannabis University. D'après lui, l'illégalité de la culture de cannabis nuit à sa qualité. "Il faut la libéraliser, de même qu'on peut cultiver du tabac et brasser de la bière." Applaudissements.

Les personnes présentes sont conscientes que jamais la perspective d'une légalisation n'a été aussi proche. La proposition de loi en faveur d'un "circuit fermé" présentée par la députée Vera Bergkamp,

du parti D66, concerne surtout la culture. "La criminalité vient du fait que le cannabis est toléré, mais pas sa culture, dit-elle. C'est comme si on pouvait vendre du lait mais qu'on n'avait pas le droit de mettre de vaches dans les champs."

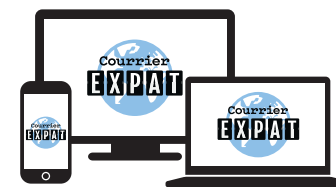
Elle suggère dans sa proposition que, dans le cadre de la politique de tolérance, le ministre de la Santé donne son feu vert à des plantations contrôlées. Les cultivateurs pourraient vendre leur récolte uniquement aux coffee-shops tolérés et ceux-ci pourraient s'approvisionner uniquement auprès d'eux. "Le but de la proposition de loi est de protéger la santé publique, argumente Vera Bergkamp. Le cannabis est le seul produit aux Pays-Bas dont la vente est autorisée, mais dont la qualité échappe à tout contrôle."

Impasse. La politique actuelle est surtout le résultat d'un compromis avec les opposants à la légalisation. L'introduction de cette approche dans les années 1970 n'avait pourtant pas vraiment permis de sortir de l'impasse politique. Et le problème persiste

aujourd'hui : la proposition de loi de Vera Bergkamp a certes été adoptée par la seconde chambre du Parlement, mais ses détracteurs sont pour l'instant majoritaires à la première chambre.

La politique de tolérance évite d'avoir à prendre des décisions difficiles : on n'interdit pas, mais on n'autorise pas non plus. L'an dernier, lors du procès d'un exploitant de coffee-shop qui détenait un trop grand stock, le juge ams-tellodamois Frank Wieland a mis le doigt sur le point sensible. Il déclarait dans son jugement : "En tolérant la vente tout en interdisant ce qui se passe en coulisse, on crée une situation qui non seulement est ambivalente mais aussi favorise l'apparition de circuits criminels et entraîne des problèmes. Les autorités constatent en effet que ces circuits commerciaux sont entre les mains du crime organisé. Mais elles ne reconnaissent pas qu'elles ont elles-mêmes créé cette situation et qu'elles contribuent à la maintenir."

—Vasco van der Boon et
Guido van Eijck
Publié le 28 juin



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Si vous vivez à l'étranger ou comptez vous y installer pour vos études, pour votre travail ou pour des raisons familiales, vous trouverez sur notre site tous les conseils, infos et points de vue pour vous aider. Cette semaine, vous pourrez lire notamment un reportage sur l'histoire de Hong Kong vue à travers la cuisine et une enquête sur la diversité dans les entreprises du numérique de la région de Washington – tout le contraire de la Silicon Valley !

Les villes suisses : conçues pour vous.



Suisse.
tout naturellement.



Landesmuseum Zürich, Région de Zurich, © Emanuel Ammann/ALFA

Laisse-toi inspirer sur Suisse.com/villes et fais-nous partager tes plus belles expériences avec **#AMOUREUXDELASUISSE**

ENVIRONNEMENT



En attendant la pluie

Agriculture. Nouvelles espèces fourragères, utilisation de compléments alimentaires pour animaux... Les initiatives des fermiers kényans se multiplient pour faire face à la sécheresse.

—**Ensia** (extraits) Saint Paul (Minnesota)

En Afrique subsaharienne, certains agriculteurs s'adaptent au changement climatique en semant l'herbe *Brachiaria* dans leurs pâturages. Certaines variétés de cette plante fourragère peuvent supporter des conditions sévères, survivre à la sécheresse et pousser sur des sols peu fertiles, tout en contribuant à réduire l'impact environnemental de l'élevage. En octobre 2016, une étude du Centre international pour l'agriculture tropicale (Ciat) indiquait que les agriculteurs d'Afrique de l'Est pourraient produire entre 15 et 40 % de lait en plus et accroître leur chiffre d'affaires de plusieurs dizaines de millions de dollars en utilisant cette herbe qui résiste à la sécheresse.

Contrairement à l'herbe de Napier [*Pennisetum purpureum*], un fourrage utilisé par de nombreux éleveurs dans les systèmes de stabulation [où le bétail est temporairement ou de façon permanente en étable], *Brachiaria* peut être plantée en dehors de la saison sèche, selon An Notenbaert, spécialiste du fourrage pour l'Afrique au sein du Ciat. "Les agriculteurs apprécient *Brachiaria* pour son adaptabilité aux faibles précipitations, aux sols peu fertiles et acides, souligne-t-elle. En outre, elle leur permet de produire du fourrage vert toute l'année sans la moindre utilisation d'engrais. L'herbe *Brachiaria* présente une quantité de protéines brutes assez élevée du fait de la plus grande taille de ses feuilles et de ses tiges plus fines que celles de l'herbe de Napier, ce qui lui confère de plus grandes qualités nutritives."

Albanas Nduva a pu observer les avantages de cette herbe. Cet agriculteur vit dans le village de Kikambuani, à une heure de voiture à l'est de Nairobi. Il possède dix vaches laitières sur son lopin de

5 hectares, dont il a réservé 0,8 hectare pour planter *Brachiaria*.

"Cette herbe pousse très vite par rapport aux autres, et mes vaches produisent davantage de lait, observe Albanas Nduva, qui utilise l'herbe comme fourrage et ne fait pas paître ses bêtes, car il les garde dans un enclos. Je la fauche tous les deux mois, alors que d'autres herbes, comme l'herbe de Napier, n'arrivent à maturité qu'au bout de trois ou quatre mois." L'agriculteur obtenait 38 litres de lait par vache et par jour avant de commencer à les nourrir avec la nouvelle herbe. Il en tire maintenant 47 litres.

En 2012, grâce à un financement de l'Agence internationale suédoise de coopération pour le développement, le Biosciences Eastern and Central Africa - International Livestock Research Institute [réseau Biosciences d'Afrique orientale et centrale, appartenant à l'Institut de recherche international sur le bétail, de Nairobi] ainsi que d'autres centres de recherche ont commencé à étudier les nouvelles espèces de plantes fourragères comme *Brachiaria* au Kenya et au Rwanda. Ils ont découvert que cette herbe était bonne pour l'environnement.

Les agriculteurs pourraient produire jusqu'à 40 % de lait en plus en utilisant l'herbe *Brachiaria*.

En effet, les vaches la digèrent facilement, ce qui réduit les émissions de méthane, un puissant gaz à effet de serre. En outre, plongeant leurs racines en profondeur, ces plantes peuvent piéger plus de dioxyde de carbone que d'autres herbes.

Plus de 6 000 agriculteurs font maintenant pousser des herbes *Brachiaria* dans tout le Kenya, aux dires de Donald Njarui,

directeur scientifique au Kenya Agriculture and Livestock Research Organization [centre de recherche sur l'agriculture et l'élevage], un organisme d'État qui coordonne et promeut la recherche sur l'agriculture. Toutefois, pour mieux diffuser cette herbe à plus grande échelle et stimuler la recherche, il va falloir répertorier les différentes espèces de *Brachiaria*, ce qui permettra l'importation des semences et l'ouverture au marché mondial, assure-t-il.

"On pourra ainsi importer les graines depuis n'importe quel pays du monde, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui", fait valoir Donald Njarui. Ce sera une étape essentielle, car *Brachiaria* est devenue une herbe très importante à l'échelle mondiale : les semences sont déjà commercialisées dans des pays à forte production de bétail comme le Brésil.

Les épisodes de sécheresse étant de plus en plus fréquents et importants, les éleveurs du nord du Kenya utilisent des blocs de compléments alimentaires pour leurs bêtes quand le fourrage naturel vient à manquer.

La région de Marsabit [dans la province de la vallée du Rift], où

plus de trois quarts des ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec 1 562 shillings kényans par mois [soit une dizaine d'euros], se trouve à huit heures de voiture de Nairobi. Ici, la sécheresse est cyclique et les éleveurs sont souvent impuissants à empêcher leurs bêtes de mourir de faim et de soif.

Pierres à lécher. Pourtant, selon Benson Mosor, ancien responsable de la sécurité alimentaire de l'association humanitaire Solidarités internationale, les pertes ont baissé de 10 % grâce à l'introduction de ces compléments nutritionnels. Cette ONG a formé les fermiers à fabriquer et à vendre ces pierres à lécher, mélange de mélasse, d'urée, de sel, de chaux et d'autres ingrédients qui permettent au cheptel d'éviter les carences, d'avoir des os plus solides ainsi qu'une meilleure croissance tout en leur apportant les nutriments indispensables.

Andrew Abudo, un éleveur de chèvres de 27 ans du village de Galasa, explique que malgré le manque d'eau et de fourrage, ses chèvres prospèrent depuis qu'il a commencé à compléter leur alimentation avec ces blocs à lécher. Comme l'avait prévenu l'ONU en

↳ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

décembre 2016, le pays affronte une grave sécheresse cette année.

Les arbres fourragers, des végétaux à croissance rapide, offrent quant à eux une alimentation aux vaches laitières et aux chèvres. D'après le Centre international pour la recherche en agroforesterie (Icraf), environ 250 000 fermiers en ont planté au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda, ce qui leur permet de mieux s'adapter aux changements climatiques.

"Ces arbres ont en effet des racines très profondes, résistent à la sécheresse et conservent un feuillage vert à haute teneur en protéines pendant la saison sèche, quand le taux de protéines de l'herbe décline", explique Steve Franzel, économiste spécialisé en agriculture à l'Icraf. En outre, ils "sont généralement plantés le long des champs pour former des haies, ce qui permet de limiter l'érosion des sols", poursuit-il.

Mary Gichuki vit dans la région de Kiambu, proche de la capitale ; non seulement elle nourrit son cheptel avec les arbres fourragers, mais elle vend aussi des graines et des jeunes plants, et transmet ses connaissances aux autres fermiers. Elle a commencé à planter des arbres fourragers sur son petit lopin de terre en 2006 après avoir été formée par l'Icraf. "Les paysans m'écoutent d'autant plus qu'ils m'ont vu sortir de la pauvreté", insiste-t-elle. Un paquet de deux kilos de graines lui rapporte 6 000 shillings kényans [environ 50 euros], et elle a entre 60 et 90 clients par mois lors de la saison des pluies.

L'instabilité météorologique nuit fortement aux rendements des petites exploitations, notamment dans une région agricole qui dépend beaucoup des précipitations. Or la sécurité alimentaire est un enjeu qui concerne une grande partie de la population mondiale. À mesure que les changements climatiques s'aggravent et que la population augmente, les innovations permettant aux exploitations de mieux résister aux aléas saisonniers vont devenir primordiales. Et des pratiques agricoles qui augmentent la productivité sans être trop chères ni trop complexes peuvent vraiment faire toute la différence.

—**Geoffrey Kamadi**
Publié le 12 juillet



360



MAGAZINE

Kerenski, la faillite d'un chef • Histoire.....	46
Le joli méli-mélo de Bourj Hammoud • Voyage.....	48
Sur ses traces exactement • Plein écran.....	49
Insectes composés • Tendances.....	50

Le train-train d'enfer des

Chaque été, bondés, les transports en commun nippons se transforment en étuves aux heures de pointe. Mais est-ce une fatalité ? Pourquoi les employés sont-ils incapables d'adapter leurs horaires de travail pour voyager dans de meilleures conditions ?

—**ITmedia Business Online** Tokyo

SOURCE



ITMEDIA BUSINESS ONLINE

Tokyo, Japon

itmedia.co.jp/business

Ce site d'information, lancé en 2007, appartient au groupe IT Media, filiale du géant des télécommunications Softbank. Il propose des articles pointus sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que sur les tendances dans le monde des affaires.



Le photographe

Les images sont extraites de la série *Tokyo Compression*, réalisée par Michael Wolf dans le métro de la capitale japonaise.

Né en 1954 et domicilié à Hong Kong, cet Allemand est fasciné par la complexité urbaine. L'exposition "La Vie dans les villes", qui rend

compte de l'ensemble de son travail, est à voir dans le cadre du festival de la photographie Les Rencontres d'Arles, à l'église des Frères-

Prêcheurs, jusqu'au 27 août. L'ouvrage *Tokyo Compression Final Cut* est édité par Peperoni Books. photomichaelwolf.com/

↓ Série *Tokyo Compression*.
Michael Wolf

Japoonais



Voici revenue la saison des trains bondés. Quand vous êtes collé à des passagers dégoulinant de sueur, dans des wagons moites, en équilibre précaire, tenter de résister à la marée humaine qui menace de vous écraser est très éprouvant.

Mais tout aussi pénible est l'irritabilité qui s'empare des gens dans cette atmosphère irrespirable. Ici et là montent des *shitauchi* [littéralement "claquements de langue", des sons qui marquent l'agacement] et des soupirs fatigués. Si certains pestent contre un voisin qui leur a écrasé le pied ou les a poussés dans le dos, d'autres attendent le prochain arrêt pour lancer un regard noir au coupable en descendant. Les cas de harcèlement sexuel, dont on ne cesse de parler [voir encadré], posent aussi des problèmes aux hommes : lorsqu'ils sont serrés contre des passagères, ils doivent mettre leurs mains en évidence pour montrer aux autres voyageurs qu'ils ne se livrent pas à des attouchements.

Cet été, un projet a été mis en œuvre pour tenter d'en finir avec cet enfer des transports, qui pèse sur le moral des actifs. La gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike, qui a promis d'agir pour qu'il n'y ait plus de trains bondés, a lancé une campagne baptisée "Jisa biz" [*jisa* signifie "décalage horaire" et *biz* est l'abréviation de l'anglais *business* ; voir encadré], adressée aux entreprises et aux particuliers. Elle préconise une "réforme des modes de travail" prévoyant de décaler les horaires de bureau et de recourir au télétravail pour éviter l'affluence des heures de pointe. La campagne a été menée du 11 au 25 juillet avec le concours d'entreprises ferroviaires et d'autres sociétés privées.

La gouverneure a sans doute été encouragée dans cette voie par le succès de la "Cool biz" [*cool* : frais], une autre campagne de sensibilisation qu'elle se flatte d'avoir lancée [en 2005, alors qu'elle était ministre de l'Environnement ; il s'agissait alors de dissuader les cadres de porter veste et cravate en été, pour réduire le recours à la climatisation et lutter contre le réchauffement climatique]. De fait, si le décalage des horaires de travail se généralise autant que les tenues légères en été, les conditions de transport deviendront peut-être plus supportables. Cependant, de semblables appels ont été lancés à maintes reprises depuis 1945 et, en soixante-dix ans, n'ont quasiment pas porté leurs fruits.

Si l'affluence dans les transports en commun est plus terrible au Japon que dans le reste du monde, elle l'était plus encore par le passé. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un bébé est mort écrasé par l'affluence et une personne a succombé à des traumatismes internes après une chute de passagers provoquée par un coup de frein brutal. À cette époque, l'enfer des transports n'était pas une métaphore, mais bel et bien une

réalité. Selon le quotidien *Asahi Shimbun* du 7 juin 1946, cette année-là, le bureau des transports de Tokyo et la compagnie nationale des chemins de fer avaient même invité les entreprises à instaurer “un système de deux équipes en alternance et un jour de travail à domicile par semaine”. Bien entendu, cette idée n’a pas réussi à s’imposer au sein de la société.

En 1961, les horaires de travail et d’école ont été décalés à Tokyo. En 1964, lors d’une visite à la gare de Shinjuku [la plus grande gare du monde en nombre d’usagers], le Premier ministre de l’époque, Eisaku Sato, est resté interloqué à la vue des “*shiri-oshi*” [littéralement “pousseurs de fesses”] embauchés par les compagnies ferroviaires, dont la seule fonction était de pousser les passagers dans le dos pour les faire entrer dans les rames bondées. “*Je l’ai toujours dit ! Il nous faudrait procéder à une planification d’ensemble !*” s’est-il emporté.

C’est ainsi que l’enfer des transports a enfin été pris en compte comme un véritable problème de société et qu’en 1965 l’Institut de recherche sur les techniques ferroviaires a réalisé une étude sur “*les heures de pointe et le degré de fatigue*”. Il en est ressorti que, dans un train bondé, le pouls des passagers s’accélérait fortement malgré leur immobilisme, et qu’il était donc préférable de décaler ses horaires de transport si l’on voulait vivre vieux. Cependant, si choquantes qu’aient pu être les révélations de cette étude, elles n’ont eu quasiment aucun effet sur la situation, qui s’est même aggravée par la suite.

De la fin des années 1960 jusque dans les années 1970, les chemins de fer [publics et privés] ont été perturbés par des grèves, mais, malgré le manque de trains, les gens se débrouillaient pour arriver au travail à l’heure. Cette ponctualité sans faille a fini par être considérée comme le comportement modèle d’un *salaryman* (col blanc) japonais. Le taux de présence était particulièrement élevé dans les grandes entreprises comme Toyota et Sony, notamment chez les cadres. Durant cette période, l’*Asahi Shimbun* a publié des articles sur les trucs et astuces utilisés par les employés, avec ce genre de formule : “*Les vrais hommes se taisent et montent quand même dans les trains bondés pour se rendre au travail.*” Le quotidien a décrit, dans une rubrique intitulée “*Soredemo iku Kanrishoku*” (“Ils y vont quand même, ces cadres !”), ces travailleurs modèles des multinationales, toujours à l’heure, ainsi que le traitement réservé aux absents.

Ces *salarymen* “*toujours ponctuels, même en temps de grève*” ont attiré l’attention, et il est aisé d’imaginer que les nombreux articles ainsi consacrés à leur honnêteté, voire à leur dévouement, dans le style “je me sacrifie pour le bien de la collectivité”, ont façonné l’image de l’employé idéal qui se rend au travail même en cas de tremblement de terre ou de typhon.

Dans les années 1980 et 1990, les appels à un décalage des horaires de travail se sont poursuivis, mais les tentatives auxquelles ils ont donné lieu se sont soldées par des échecs. Ainsi, en 1991, l’Agence de gestion et de coordination a tenté de réduire à 200 % le taux d’affluence aux heures de pointe dans les transports, mais, au vu de la situation actuelle, on comprend que ce projet était chimérique.

Pendant soixante-dix ans, de timides initiatives ont été prises pour tenter de décaler les horaires de travail, sans jamais aboutir. La question est de savoir pourquoi. On dit souvent que la centralisation dans les zones urbaines et la forte tendance des Japonais à s’aligner sur

Jusqu’à l’ère Meiji, les Japonais étaient loin de se distinguer par leur assiduité au travail.



le comportement des autres peuvent expliquer leur ponctualité – au même titre que leur réticence à prendre des congés par égard pour leurs collègues ou leurs clients. Autrement dit, les Japonais sont consciencieux.

J’imagine que mes lecteurs débordant de patriotisme vont approuver cette attitude en affirmant que les Japonais sont le peuple le plus travailleur au monde, mais personnellement je ne crois pas que ce soit tout à fait le cas. Comme le soulignent beaucoup de spécialistes de l’histoire moderne, jusqu’à l’ère Meiji [1868-1912], les Japonais étaient loin de se distinguer par leur assiduité au travail. Il y avait bien sûr des Japonais sérieux, mais, selon les notes d’étrangers s’étant rendus au Japon à cette époque, un grand nombre d’entre eux étaient des oisifs qui vivaient dans la débauche et la boisson. Ce peuple nonchalant a commencé à changer quand le gouvernement de Meiji a mis en place une politique visant à construire “*un pays riche et une armée forte*”. Pour rattraper les puissances occidentales [et moderniser l’archipel], le pays avait besoin d’actifs dociles, capables de travailler d’arrache-pied sans se plaindre. On a donc appris aux Japonais que l’assiduité au travail était une valeur essentielle à laquelle ils devaient souscrire. Cependant, au cours des décennies suivantes, beaucoup ont continué à se laisser aller à leurs penchants naturels : non seulement ils n’étaient pas du genre à se rendre au travail en toutes circonstances, mais ils manquaient souvent à leurs engagements.

On me reprochera sans doute de tenir ici des propos antipatriotiques, mais même le psychologue Kan-ichi Tanaka, qui a beaucoup écrit sur “*la supériorité des Japonais sur les autres peuples*”, reconnaissait dans son

Le fait d’arriver au travail à l’heure ne signifie pas forcément que l’on travaille.

ouvrage de 1942, *Nihon minzoku no chikara* [“La puissance du peuple japonais”, inédit en français] : “*Enfin, un point faible des Japonais est leur difficulté à tenir leurs promesses et à remplir leur devoir. Sur ce plan, bien qu’ils soient peut-être plus consciencieux que d’autres peuples, ils restent légèrement inférieurs aux Chinois.*” À cette époque – encore désolé pour ceux qui croient fermement que les Japonais ont toujours été de grands travailleurs –, les supérieurs hiérarchiques avaient beau les rappeler à l’ordre, ils étaient encore nombreux à arriver en retard au travail et à trouver des prétextes pour se justifier. Mais, au fil du temps, leur mentalité a évolué.

En 1938, pour amener le patronat et les ouvriers à adhérer au “régime de guerre”, le gouvernement a placé les syndicats sous son contrôle et a pu inculquer un esprit militaire aux jeunes travaillant dans les usines de munitions. En 1943, en collaboration avec la Fédération des industries au service de l’État, le *Yomiuri Shimbun* [le principal quotidien japonais, conservateur] a organisé des séjours de deux jours dans l’armée pour les jeunes cadres des industries concernées. Le but de l’opération était d’“*appliquer l’esprit militaire sur le lieu de travail*”. L’introduction de méthodes d’organisation de l’armée japonaise dans la gestion de ces cadres a eu un effet immédiat. On a relevé une nette augmentation de la productivité, une diminution du nombre de jeunes mécontents qui désertaient du jour au lendemain ainsi qu’une



SÉRIE TOKYO COMPRESSION, MICHAEL WOLF

amélioration du taux de présence au travail. Un jeune de 27 ans qui travaillait chez Koito Manufacturing, une entreprise du secteur de l'éclairage automobile, s'exprimait ainsi dans les pages du *Yomiuri*, en 1943 : *“Ce mois-ci, notre taux de présence a augmenté et les habituels retardataires ont été plus ponctuels. [...] Les Japonais ne peuvent pas continuer à travailler en pensant à leur seul intérêt personnel, autrement dit à leur salaire.”*

Vingt ans plus tard, à l'époque où des jeunes comme ce dernier étaient devenus cadres, les *salarymen* faisaient montre d'une assiduité au travail telle qu'ils arrivaient à l'heure même durant les grèves des transports en commun. Plus vous montiez dans la hiérarchie, plus le taux de présence était élevé, et cela montre à quel point l'esprit militaire avait été inculqué à la génération de la guerre. En témoignent ces propos émus d'un jeune “fantassin de l'industrie” de 25 ans, rapportés par le *Yomiuri Shimbun* : *“Même si je l'imaginais déjà, j'ai été impressionné de voir que l'individualisme n'existait pas dans l'armée. Je pense que l'obéissance absolue est le fondement de la victoire. Il faudrait introduire la même organisation sur le lieu de travail : des supérieurs très cultivés et compréhensifs et des subordonnés compétents qui obéissent scrupuleusement à leurs ordres.”*

Soixante-dix ans plus tard, cette organisation idéale, fondée sur la compétence et l'obéissance absolue des subordonnés, a engendré ce qu'on appelle de nos jours les *“black companies”* [des sociétés qui surexploitent leur personnel et pratiquent bas salaires, heures supplémentaires non payées et harcèlement]. L'idée que

l'obéissance absolue conduit à la victoire sous-tend de nombreux abus de pouvoir qui caractérisent le monde du travail japonais.

Avec cet esprit militaire replacé dans son contexte, on comprend pourquoi les Japonais rechignent autant à décaler leurs horaires de travail. En bref, c'est parce qu'ils ne se sont pas encore délivrés du sortilège lancé il y a soixante-dix ans par les “fantassins de l'industrie”. C'est parce que, comme à l'armée, les employés doivent une obéissance absolue à leurs supérieurs qu'ils ne peuvent pas décider de leur propre chef de questions comme celle des horaires. Les modes de travail ne sont pas fixés par les employés eux-mêmes, mais par l'entreprise et les supérieurs. Si l'on veut vraiment instaurer des horaires de travail décalés, il faut commencer par rompre avec cette “idée établie” qui prive les employés de leur autonomie.

Dans le cadre de sa campagne sur les horaires décalés, la gouverneure de Tokyo multiplie ses interventions dans les médias. Je lui suggère ici de s'inspirer de la campagne de lutte contre le tabac en lançant un appel de ce genre : *“Si vous vous rendez au travail à heure fixe tous les matins, malgré la généralisation des smartphones et des ordinateurs portables, et bien qu'on puisse désormais effectuer des réunions et des négociations par Internet, il est possible que vous souffriez d'une maladie très grave.”* Le fait d'arriver au travail à l'heure ne signifie pas forcément que l'on travaille. Tant que cette idée n'aura pas fait son chemin, on aura beau engager des réformes, on ne parviendra pas à mettre fin à l'enfer des transports en commun.

—Masaki Kubota
Publié le 27 juin

Contexte

UN ENJEU OLYMPIQUE

Du 24 juillet au 9 août 2020, Tokyo accueillera les Jeux olympiques. Comment faire en sorte que les visiteurs étrangers puissent circuler dans des conditions acceptables ? C'est avec ce défi qu'a été lancé, cet été, le projet Jisa biz. Plus de 260 entreprises y ont participé. Le nombre de trains a été augmenté sur certaines lignes, tandis que des compagnies ferroviaires privées ont développé des applications pour smartphone permettant de connaître en temps réel les taux de fréquentation. Des bons points, échangeables contre des cadeaux, ont été proposés aux usagers, tandis qu'une entreprise comme Shiseido a offert des petits déjeuners à ses salariés arrivés en avance. Jisa biz doit être reconduit tous les étés jusqu'en 2020.

UNE AFFLUENCE RECORD

Selon le ministère japonais des Transports, 11 des 89 lignes qui sillonnent la mégapole de Tokyo dépassent 180 % d'affluence aux heures de pointe. *“À 180 %, il est difficile de lire un tabloïd, à 200 %, lire un hebdomadaire [généralement de taille A4] s'apparente à une épreuve”*, précise le *Tokyo Shimbun*. Selon ITmedia Business Online, cependant, ces chiffres seraient largement sous-évalués. Aux heures de pointe, le taux de fréquentation frôlerait plutôt les 250 %.

HALTE AUX MAINS BALADEUSES

Il existe une catégorie d'usagers qui s'accommodent des trains bondés : ceux qui se livrent au *chikan*, un terme qui désigne les pratiques telles que le tripotage, le fait de frotter son corps sur les passagers, ou encore de prendre des photos sous les jupes. Deux tiers des Japonaises en auraient été victimes au moins une fois. Des mesures préventives ont été prises par le passé. En 2000, par exemple, certaines lignes privées ont mis en place des wagons réservés aux femmes aux heures de pointe. Des campagnes d'affichage ont été menées pour inciter victimes et témoins à dénoncer ces actes. La compagnie Japan Rail East a prévu d'installer des caméras de surveillance en 2018. S'ils sont arrêtés, les coupables risquent jusqu'à six mois de prison et 500 000 yens [3 840 euros] d'amende. Beaucoup d'hommes craignent d'être accusés de *chikan*, car la stigmatisation sociale peut déboucher sur un licenciement, y compris dans des cas où il y a eu erreur sur la personne. *“Depuis le début de l'année, quinze hommes suspectés de chikan ont sauté sur les rails pour prendre la fuite, certains y ont trouvé la mort”*, relate le *Mainichi Shimbun*.

histoire.



Le chef du gouvernement provisoire dans son bureau du palais d'Hiver, à Petrograd, fin août 1917. Deux mois plus tard, le lieu sera mis à sac par les bolcheviques.
Photo Saint-Petersbourg, Musée national d'histoire politique de la Russie



Alexandre Kerenski, la faillite d'un chef

1917 — année de toutes les révolutions

Grand orateur, il a tenté de porter la transition démocratique après la chute du tsar. Avant de sombrer dans les oubliettes de l'histoire soviétique, balayé par le coup d'État bolchevique.

— Rabkor (extraits) Moscou

Dans les manuels scolaires de l'époque soviétique, la “révolution démocratique bourgeoise de février 1917” [le renversement du tsar] était maintenue dans l'ombre de la “grande révolution socialiste d'Octobre”, survenue quelques mois plus tard [le putsch des bolcheviques]. Encore aujourd'hui, on tente de dénigrer la première, considérée comme “destructrice”, par opposition à la seconde, “constructive” car fondatrice d'un État. Or à la première restera toujours associé le nom de l'homme qui a présidé le gouvernement provisoire et tenté, en pleine guerre mondiale, d'unir toutes les forces anti-monarchiques de la société.

“Kerenski a reçu des pouvoirs immenses, mais son action fut trop chaotique et incohérente.”

Roy Medvedev, HISTORIEN

À l'époque, cet homme a été appelé “guide de la liberté”, “fils de la grande révolution”, l'écrivain Alexandre Kouprine [1870-1938] l'a même qualifié de “soleil du peuple”. Puis, le 13 juin 1970, l'organe central du Parti communiste, la *Pravda*, publiait une dépêche de l'agence TASS : “Décès de Kerenski. L'ancien président du gouvernement provisoire bourgeois russe, Kerenski, est mort hier à New York, à l'âge de 90 ans.” Pas le moindre commentaire, pas même la mention de ses prénoms et de son patronyme.

Alexandre Fiodorovitch Kerenski a vu le jour le 22 avril 1881, dans une famille noble de Simbirsk. Dans la même ville où est né, un 22 avril, mais en 1870, son futur tombeur politique, Vladimir Oulianov, dit Lénine [qui a donné à la cité son nom actuel, Oulianovsk]. Avocat et homme politique réputé, Kerenski se fait un nom en Russie bien avant 1917. En 1905, il fait partie du comité d'aide aux victimes du Dimanche rouge, créé par l'ordre des avocats de Saint-Petersbourg [après la répression sanglante, par l'armée tsariste, d'une marche pacifique d'ouvriers]. En 1906, il se distingue en défendant à Revel [aujourd'hui Tallinn, en Estonie] des paysans accusés d'avoir pillé la propriété du baron local. Impliqué dans de nombreux procès politiques, il défend notamment, en 1912, des membres de la Fédération révolutionnaire arménienne et, en 1915, des députés bolcheviques poursuivis pour antimilitarisme. En 1913, il est à l'initiative d'une résolution de l'ordre des avocats de Saint-Petersbourg dénonçant les falsifications dans l'affaire Beilis [du nom d'un Juif ukrainien poursuivi pour meurtre, et qui a mis en lumière la politique antisémite du régime tsariste] ; il est condamné pour cela à la prison.

En 1912, devenu député, il dirige la commission d'enquête parlementaire sur le massacre de la Léna [perpétré par l'armée impériale contre des mineurs grévistes de Sibérie]. En 1915, il prend la tête à la Douma du groupe Troudovik [formé par les élus du Parti du travail, socialiste modéré] et acquiert une solide réputation d'orateur radical d'opposition. Il suffit de rappeler les mots d'Alexandra Fiodorovna à son tsar d'époux : “Pour de telles paroles, Kerenski mériterait d'être pendu.”

En février 1917, Kerenski est l'un des leaders les plus brillants de la révolution. Élu vice-président du soviet de Petrograd [ainsi qu'a été rebaptisée en 1914 la ville de Saint-Petersbourg], il occupe les fonctions de ministre de la Justice, de la Guerre, puis de la Marine dans le gouvernement provisoire du prince Guéorgui Lvov [en place du 23 mars au 7 juillet 1917]. D'après l'historien Sergueï Melgounov [1879-1956], le nom de Kerenski "produisait un effet magique sur les foules", il était devenu un "héros romantique de la révolution". Après la crise de juillet [au cours de laquelle, entre autres événements, les bolcheviques et les anarchistes fomentent une insurrection], il devient ministre-président d'un nouveau gouvernement provisoire, de coalition cette fois, qui intègre les cadets [les membres du Parti constitutionnel démocratique, libéral et favorable à la poursuite de la guerre] et tous les socialistes modérés [Parti du travail, mencheviques et Parti socialiste révolutionnaire].

Les historiens soviétiques ont défini le gouvernement de Kerenski comme bourgeois, alors qu'il s'agissait en réalité d'un gouvernement de coalition. Kerenski lui-même a rejoint, après février, le Parti socialiste révolutionnaire [principal rival du Parti bolchevique]. À la tête du gouvernement, profitant de son immense popularité, il veut unifier toutes les forces antimonarchiques et démocratiques du pays, des libéraux jusqu'aux socialistes. Mais dans quelle mesure une telle coalition est-elle viable face à la radicalisation de la révolution, l'exacerbation des divergences de classe et la terrible fatigue du peuple dans une guerre interminable ?

Position équivoque. Les ouvrages historiques véhiculent l'idée tenace que le gouvernement provisoire n'aurait rien fait pour le peuple, raison pour laquelle il a été renversé par les bolcheviques, avec le soutien des organisations prolétaires. Or, durant le court laps de temps où il est au pouvoir [jusqu'en octobre 1917], il réussit à faire décréter l'amnistie politique, à abolir la censure, à supprimer le département de la police et des sections de l'Okhrana [la police secrète tsariste]. Il anéantit les capacités de réaction de la monarchie, et les pires représentants de l'ancien régime sont emprisonnés. Il introduit aussi une série de droits politiques et civiques (liberté de la presse, liberté d'expression et de rassemblement, droit de grève), et instaure l'égalité de droit en abolissant les restrictions hiérarchiques, religieuses et ethniques. Le système d'approvisionnement est réorganisé, avec l'instauration d'un monopole sur le commerce de céréales et le gel des prix sur les produits de première nécessité. La Russie est proclamée république, les préparatifs de la convocation d'une Assemblée constituante sont lancés, des scrutins locaux libres sont organisés. Le gouvernement provisoire reconnaît l'indépendance de la Pologne. L'Église orthodoxe acquiert son autonomie et peut élire un patriarche. Même le principal opposant au gouvernement provisoire, à savoir Lénine, reconnaît que la Russie est alors le plus libre des pays.

On reproche souvent au gouvernement provisoire d'avoir renvoyé le règlement de la



↑ Sur le front : Alexandre Kerenski passe en revue les troupes russes.

Photo Heritage-Images / The Print Collector / AKG Images

question de la redistribution des terres aux paysans – essentielle pour la révolution russe – à la convocation d'une Assemblée constituante. Léon Trotski pensait même que, si cette question avait été réglée, les bolcheviques n'auraient pas pu prendre le pouvoir. Cependant, mener une réforme agraire en pleine guerre aurait été fort difficile, et il paraît logique d'avoir voulu laisser à une Assemblée constituante le soin de régler cette question. En même temps, comme le note l'historien Roy Medvedev [né en 1925], "Kerenski a reçu en juillet des pouvoirs immenses, mais son action fut trop chaotique et incohérente. Le gouvernement provisoire n'avait pas de véritable appareil d'État. Après l'effondrement des institutions tsaristes, il n'y avait plus de pouvoir fort et sérieux, même dans la capitale."

Il faut noter que le gouvernement provisoire faisait face à un chaos révolutionnaire grandissant et s'efforçait d'éviter un éclatement du territoire du fait de la montée des tendances séparatistes, y compris en Finlande et en Ukraine.

Le gouvernement provisoire tente de reprendre les rênes du pays et de l'armée alors qu'il se trouve confronté à une situation de double pouvoir, soumis au contrôle et à la pression du comité exécutif du soviet de Petrograd. Or

l'influence du Parti bolchevique, opposé à l'implication de la Russie dans la guerre impérialiste, va grandir à mesure que la situation empire dans le pays et sur le front. Une bolchevisation progressive des soviets s'opère ; après l'échec de l'intervention du général Kornilov [le commandant en chef de l'armée

russe tente en août de renverser Kerenski], Léon Trotski est élu en septembre président du comité exécutif du soviet de Petrograd. Le Parti socialiste révolutionnaire, quant à lui, se scinde en deux : sa fraction gauche décide de soutenir les bolcheviques et de réclamer les pleins pouvoirs pour les soviets, comme Lénine le proposait dans ses *Thèses d'avril*.

Les alliés de Kerenski, de leur côté, sont de fait opposés à une alliance avec les bourgeois censitaires du Parti constitutionnel démocratique [les cadets]. Et les mencheviques sont eux-mêmes traversés par des divergences fondamentales. Les militaristes soutiennent la coalition

gouvernementale, tandis que les internationalistes s'y opposent. Comme l'écrit dans ses Mémoires Viktor Tchernov [1873-1952], leader de l'aile droite des socialistes révolutionnaires et ministre de l'Agriculture au sein du gouvernement provisoire, l'engouement pour Alexandre Kerenski cède rapidement la place à la critique : "Son rôle a fini par se résumer, au sein du gouvernement, à un jeu d'équilibre entre une aile droite libérale nationaliste et une aile gauche socialiste." Pavel Milioukov [1859-1943], figure des cadets et ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement provisoire, jugeait quant à lui que les socialistes modérés avaient une position équivoque qui "les a [vait] discrédités aux yeux de la classe prolétaire, renforçant considérablement l'aile gauche du socialisme russe, à savoir le bolchevisme". Il fallait choisir entre deux camps : "une dictature bourgeoise désireuse de sauver les meubles pour arriver à une victoire à l'extérieur et préserver la paix à l'intérieur, et une utopie socialiste qui séduisait les masses avec des slogans purement démagogiques". Milioukov ajoute : "La position équivoque de Kerenski dans la lutte à laquelle se livraient ces deux camps, entre Kornilov et Lénine, lui a fait perdre ses alliés et l'a livré à ses adversaires."

Kerenski aspire à devenir un leader de type bonapartiste, menant une politique qui transcende les classes face à la menace extérieure. Mais il n'a probablement pas les qualités nécessaires, malgré ses talents d'orateur et sa popularité. Faisant le bilan des événements révolutionnaires de 1917, Pavel Milioukov en arrive à la conclusion que "la révolution ne [pouvait] s'arrêter au milieu du gué. Elle ne [pouvait] s'apaiser que par des avancées sociales et politiques, sans restauration possible et sans aucun lien avec le passé". Kerenski lui-même, dans *La Révolution russe, 1917* [publié en 1928, alors qu'il est exilé aux États-Unis], interprète la révolution d'Octobre, qui lui a confisqué le pouvoir, comme un "coup d'État réactionnaire" qui a anéanti les avancées démocratiques obtenues en février.

Il avait déclaré que la révolution russe ne ferait pas couler le sang. Il fut un mauvais prophète.

Si à l'époque soviétique on a cultivé le mythe d'un Kerenski ayant pris la fuite travesti en femme [lors de la prise de pouvoir des bolcheviques], les historiens contemporains de tendance conservatrice tentent de le présenter [dans un esprit complotiste] comme un "agent américain" qui aurait sciemment livré le pouvoir aux bolcheviques. Alexandre Kerenski a été un personnage tragique, et, d'un point de vue moral, en avance sur son temps à bien des égards. Lors de la révolution de Février, alors que plusieurs ministres tsaristes étaient livrés à la justice de la rue, il avait personnellement sauvé du lynchage le général Soukhomlinov, ancien ministre de la Guerre. Il avait alors déclaré avec emphase que la révolution russe ne ferait pas couler le sang. Malheureusement, il fut un mauvais prophète.

—Boris Romanov
Publié le 8 février



1917 8/8
Dernier épisode de notre série : 25 octobre 1917, le coup de force des bolcheviques.



✓ Au cœur de la petite Arménie du Liban :
une rue de Bourj Hammoud, avril 2017.

Photo Erhan Arik/Nar Photos/Redux



Bourj Hammoud, joli méli-mélo sensoriel

À Beyrouth, ce fief de la diaspora arménienne abrite encore de nombreux petits métiers. Certes gagnés par l'âge, boutiquiers, artisans et épiciers continuent à donner au quartier son identité.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

La rue d'Arménie, qui commence [dans le nord de Beyrouth] à la fin de Gemmayzé, parallèlement aux vieux rails de tram qui mènent à Dora, est une des plus longues rues de la capitale. En son centre se trouve un petit pont dressé sur le fleuve qui divise la banlieue de Beyrouth jusqu'à Bourj Hammoud.

Officiellement entité à part, la municipalité de Bourj Hammoud, qui fait partie du mont Liban, est une des régions les

plus denses, avec une très importante population qui l'habite. Ses rues portent le nom de célèbres villes arméniennes, Erevan, Araxe, Marash, Sis ou encore Cilicie. Jusqu'en 1900, tout ici n'était qu'une zone humide, proche du delta du fleuve de Beyrouth. Mais petit à petit, il y a plus de cent ans, des cabanes ont vu le jour sur les bords de la ville, pour loger le flot de réfugiés arméniens, venus directement d'Arménie ou via Alep. La plupart en train et plus précisément par la ligne de chemin de fer Alep-Beyrouth ou

Damas-Beyrouth. Cette route coupe le nord de Bourj Hammoud en deux parties distinctes : la première, à l'est, comprend de nombreuses boutiques, des restaurants, des lieux culturels et artistiques. L'autre, plus à l'ouest, est essentiellement résidentielle.

Résistants. En tournant à droite juste après le pont, l'église protestante apparaît, et, un peu plus loin, en face du fleuve (et actuellement des panneaux solaires qui le recouvrent), Saydet El-Nahr, une charmante chapelle en pierre souvent oubliée. Plus bas, le Cinéma Royale, désuet et silencieux, rappelle qu'il existait bien une gloire naguère [quand la moindre ville du Liban était dotée de sa salle de projection]. Le centre culturel Badguer, incontournable, est une vieille maison qui expose et partage le patrimoine culturel, artistique et artisanal d'Arménie. On peut même y déguster des spécialités culinaires. Dans cette rue et celle qui lui est parallèle, baptisée Maraash, des effluves d'épices se dégagent des petites boutiques alignées auprès d'enseignes plus modernes, mais qui restent elles aussi très exotiques.

Les épicerie cohabitent dans une belle harmonie avec les salons de coiffure, les sandwicheries, les boutiques d'habits vintage, les disquaires. De même, les artisans du métal, du cuir et du bois friment en dévoilant fièrement leur marchandise. Ce hub à la fois artisanal et industriel est une véritable ruche d'artistes et de designers

qui travaillent avec de nombreux matériaux, et de bijoutiers qui travaillent à domicile, faute de moyens. Chacun de ces "résistants", qui sont à chaque coin de rue, réussit, à sa manière, à sauvegarder un savoir-faire et de précieux secrets transmis de génération en génération. Les étals de fruits se partagent la vedette avec les vitrines des artisans. Beaux ou moins beaux, ces mélanges de couleurs et de matières donnent à Bourj Hammoud un charme et une sincérité qui n'appartiennent qu'à lui. Et au visiteur de belles expériences sensorielles.

Tout comme ces bouquets d'épices accu-

Ces mélanges de couleurs et de matières donnent à Bourj Hammoud un charme et une sincérité qui n'appartiennent qu'à lui.

mulés, entassés dans des sacs immenses, l'architecture est elle aussi un beau méli-mélo. Des immeubles des années 1930, 1940 (aux balcons arrondis) ou 1970, une cabane en bois, dont la structure est inspirée de Gaudí, totalement inattendue, totalement étonnante, penchée en arrière et de côté, défiant toutes les lois de gravité, côtoient une architecture chaotique et dessinent le paysage urbain du quartier. L'usine Abroyan (de sous-vêtements de coton) demeure un bel exemple de récupération d'une architecture de ces années-là, aujourd'hui un magnifique espace de 14 000 mètres carrés utilisé pour accueillir des événements essentiellement caritatifs.

À la fin de cette rue et un peu plus au sud, l'échangeur d'Erevan relie Achrafieh à Dekouané, en passant par le stade de Bourj Hammoud, où sont organisés de nombreux matchs. Juste à côté, un minizoo insolite donne encore plus d'exotisme au lieu. Il y a même le quartier Schéhérazade, qui tient son nom de l'Ancien et sublime (même si délabré) hammam aujourd'hui fermé.

En reprenant la fameuse rue Araxe, ou celle qui lui est parallèle, Pere Arees, des

4%

C'EST LA PROPORTION DE POPULATION ARMÉNIENNE AU LIBAN.

Cette communauté, implantée depuis des siècles, a fortement grossi après le génocide arménien de 1915. Grâce au système confessionnel libanais, elle a pu protéger sa langue et ses traditions durant un siècle. Et, même si beaucoup ont émigré lors de la guerre civile de 1975, le pays du Cèdre accueille encore une importante communauté.

plein écran.



✓ L'acteur João Pedro Zappa prête ses traits à Gabriel, l'ami défunt. Photo DR

boutiques d'habits se partagent les trottoirs et les devantures. La municipalité s'impose, rassurante et amicale, avec son petit café. Les célèbres restaurants *Abu Hassan* et *Al-Hanna*, fréquentés à toute heure du jour et de la nuit, flattent les papilles des gourmands. Les salles souterraines de billard restent de beaux vestiges des années 1970, et le boucher voisin vend même des têtes de vaches aux passionnés de cuisine exotique.

Le quartier extra-muros, c'est, parallèlement à la Quarantaine, un Bourj-Hammoud-sur-Mer peuplé de pêcheurs cachés dans leur univers curieux, des bâtiments industriels, certains encore actifs, d'autres revisités et transformés. Il en est ainsi de l'immeuble Kassardjian, derrière la galerie Vanlian, un bâtiment-usine des années 1970 reconverti dans le design. Sous le nom de D Beirut, l'espace, réaménagé par [l'architecte libanais] Karim Begdache, réunit, outre les fabricants de cuisines Solarco, des artistes, des photographes, des galeries d'art, parmi lesquels Roger Moukarzel, la Carwan Gallery et le studio Yoga Beirut. Quant à la designeuse Karen Chekerdjian, elle a planté de nouveaux repères sur cette même route, en même temps que se sont multipliés les restaurants et autres lieux de nuit.

Brouhaha. Little Armenia, un surnom qui sied bien à Bourj Hammoud, est finalement une célébration des sens, un beau mélange de parfums libanais et arméniens. Un quartier où il fait bon s'arrêter ou discuter avec le vendeur du coin tout en dévorant son sandwich.

Les anciens souks de Beyrouth ont bel et bien disparu et, avec eux, ces ruelles au charme désordonné mais sincère, qui portent des couleurs purement locales. Se balader dans les tréfonds d'Araxe ou de Pere Arees donne au visiteur l'impression d'être dans un de ces marchés recouverts d'avant. Un de ces lieux typiques où les immeubles, qui se chevauchent presque, racontent des histoires. Un tableau parfois surréaliste envahi par des câbles électriques qui flottent et se rejoignent comme dans une toile d'araignée bien organisée, du linge suspendu aux fils des balcons vieillissants et d'envahissants panneaux publicitaires. Quelquefois, en empruntant les ruelles parallèles, loin de tout ce tumulte, il fait bon écouter le bruit de ses pas, en même temps que résonne en écho le brouhaha des ouvriers, le moteur des voitures pressées, le son d'une boule de billard qui claqué entre deux murs. C'est un peu tout ça, Bourj Hammoud, un mélange de genres et de couleurs et une identité forte, brute de décoffrage.

—**Bahi Ghubril***
Publié le 12 août

* Cet article est paru dans la rubrique Zawarib Beirut que propose L'Orient-Le Jour.



Sur ses traces exactement

Le film *Gabriel et la montagne* sort le 30 août, en partenariat avec *Courrier international*. Le réalisateur brésilien Felipe Barbosa reconstitue les derniers jours de son ami disparu au Malawi.

Le mois de juillet 2009 touche à sa fin quand la nouvelle parvient au Brésil, relayée dans la presse par quelques entrefilets. "Un Brésilien est porté disparu dans le massif Mulanje", annonce le magazine **Istoé**. "Des pompiers de Rio partent en Afrique pour participer aux recherches", titre, quelques jours plus tard, la **Folha de São Paulo**. Cela fait alors plus de deux semaines que Gabriel Buchmann, le fils d'une famille aisée de Rio, n'a plus donné signe de vie. L'économiste de 28 ans, sac au dos, "s'était lancé dans un tour du monde pour étudier la pauvreté et trouver des moyens de réduire les inégalités mondiales", relate le **Jornal do Brasil**. La dernière fois qu'il a été vu, il s'apprêtait à gravir le pic Sapatwa, le point culminant du Malawi. "Buchmann aurait renvoyé son guide lors de la dernière phase de l'ascension. Voyant que le Brésilien ne revenait pas au camp dans les temps, celui-ci a signalé sa disparition à d'autres touristes", poursuit le quotidien.

Le 5 août, le cadavre de Gabriel Buchmann est retrouvé sur les pentes du Sapatwa. Le jeune homme est mort d'hypothermie. La presse brésilienne consacre quelques articles à l'affaire et s'interroge sur ce qui avait amené le Brésilien au Malawi. "Son initiative est semblable à celles de beaucoup d'autres Brésiliens qui, dans leurs 20 ans, partent parcourir le monde pour découvrir d'autres cultures. Les générations précédentes allaient plutôt aux États-Unis,

en France ou en Angleterre. Aujourd'hui, tout ça a beaucoup changé", constate par exemple **O Estado de São Paulo**.

Mais une question reste en suspens, comme le rappelle **Valor Econômico**: "Qu'est-ce qui a pu amener le Brésilien à décider de se passer des services de son guide pour gravir seul le pic Sapatwa?" Il n'ignorait pas que le nom du sommet de 3 000 mètres, dans la langue locale, signifie "N'y va pas". Pourquoi a-t-il passé outre aux mises en garde de tous ceux qu'il a croisés ce jour-là?

Ces questions ont longtemps hanté le réalisateur Felipe Barbosa, camarade de lycée du défunt. Il y répond aujourd'hui par un joli film émouvant, *Gabriel et la montagne*, son deuxième long-métrage après *Casa Grande* (2014). Le cinéaste s'est rendu en Afrique, sur les

traces de son ami, avec pour seul guide les notes retrouvées dans l'ordinateur portable de celui-ci, ses photos de voyage, les courriels qu'il avait envoyés à sa famille. "En 2015, je me suis astreint à une discipline pour me rendre précisément là où il était passé, confie-t-il au portail **ig**. Je me suis retrouvé dans une pension, en pleine jungle, à chercher dans quelle chambre il avait dormi exactement. Il fallait que ça se passe là. À me retrouver dans les mêmes lieux que lui, aux côtés des personnes qu'il a rencontrées, j'ai parfois fondu en larmes. Nous arrivions même à sentir sa présence, c'était extrêmement fort."

Pour traduire cette émotion à l'écran, Felipe Barbosa a choisi de mélanger documentaire et fiction. L'acteur João Pedro Zappa a été chargé d'incarner le fantôme de Gabriel, dont le parcours est raconté par ceux qu'il a croisés au cours des soixante-dix derniers jours de son périple. Devant la caméra, ceux-ci rejouent leur propre rôle; entre improvisation et reconstitution, ils redonnent vie et consistance aux échanges qu'ils ont pu avoir avec le jeune homme. Pierre après pierre, ils aident le réalisateur à composer le tombeau cinématographique de son ami.

"Le film nous montre un Gabriel qui s'habille comme un Africain, se nourrit comme les gens du coin et se fait héberger chez eux. Il ne veut pas comprendre la misère de façon académique, mais l'expérimenter", relève la *Folha de São Paulo*. Mais plus le Carioca veut se fondre dans son nouvel environnement, plus il est renvoyé à ce qu'il est, un Occidental aisé et formé dans les meilleures écoles, un visiteur de passage. Un aspect dont Felipe Barbosa a pris conscience au montage: "Là, ça a été dur de me confronter au personnage réel, à cause de sa différence avec le Gabriel idéalisé, confie le cinéaste à *Valor Econômico*. Il était plein de contradictions, c'était d'ailleurs ce qui le rendait unique. Mais ces contradictions ont beaucoup agacé ceux qui il voyageait, et elles peuvent agacer le spectateur aussi. Ce que l'on voit ici, c'est le Gabriel humain, avec ses nombreux défauts. En ce sens, le film est un peu un miroir, il nous pousse à regarder nos propres contradictions aussi." —

Partenariat

"FAUTE D'AMOUR" EN AVANT-PREMIÈRE



Prix du jury au dernier Festival de Cannes, le nouveau film d'Andreï Zviaguintsev sortira

le 20 septembre sur les écrans français, en partenariat avec *Courrier international*. Le cinéaste russe y met en scène un couple de la classe moyenne de Saint-Petersbourg. Genia et Boris divorcent pour commencer une nouvelle vie, mais aucun des deux ne veut s'encombrer de leur fils, Aliocha, vestige d'un passé commun dont ils veulent tout oublier. Nous vous convions à découvrir *Faute d'amour* en avant-première et en présence du réalisateur, le mardi 29 août, à 20 h 30, au cinéma parisien UGC Les Halles. Des places pour cette séance sont à gagner sur notre site Internet.

tendances.



ILS DESSINENT LE FUTUR

MANDISA NDUNA,
actrice sud-africaine, 26 ans

Afro & techno

Pour ce rôle, elle a rasé ses dreadlocks, camouflé ses tatouages... et observé les machines autour d'elle. *“J’allumais l’imprimante et regardais le temps qu’elle mettait à traiter les données”*, confie-t-elle au **Mail & Guardian**. Dans *Stillborn*, du réalisateur sud-africain Jahmil X.T. Qubeka, Mandisa Nduna est Ndobomi SX1, un robot humanoïde qui, trois mille ans après notre ère, est chargé de collecter les traces d’une humanité disparue. Le film, tourné en langue xhosa, entend mettre en scène



“une intelligence artificielle crédible, résolument inscrite dans une perspective sud-africaine”, souligne l’hebdomadaire. Une gageure. *“Quand je pense à la science ou à la technologie, ce ne sont pas les cultures zoulou, xhosa ou tswana qui me viennent en tête”*, concède la jeune femme. Mais pourquoi rêver serait-il interdit ? En tant qu’actrice et productrice, Mandisa Nduna espère ouvrir de nouveaux horizons.

Des colis à tout faire

ARABIE SAOUDITE — L’aéroport de Riyad propose à ses usagers un nouveau service baptisé **Tawsalak** (“elle viendra à vous”), raconte la **BBC**. Monnayant un petit coup de fil, les employeurs peuvent s’assurer que leur domestique étrangère sera prise en charge à la sortie de l’avion et accompagnée jusqu’à leur domicile. Innovation ? Sur Twitter, plusieurs internautes se sont indignés de voir le personnel de maison ainsi réduit au statut de marchandise à réceptionner et à livrer. Des centaines de bonnes étrangères travaillent dans le pays, dans des conditions de travail régulièrement dénoncées par les organisations de défense des droits de l’homme.



RAKU INOUE

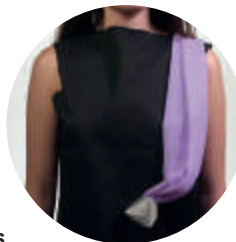


Insectes composés

Raku Inoue revisite à sa façon l’ikebana, l’art nippon de la composition florale. Pour sa série *Natura Insects*, l’artiste japonais, installé à Montréal, a minutieusement assemblé des insectes en utilisant uniquement des pétales, des feuilles et des brindilles empruntés à leur habitat naturel, rapporte le blog **Laughing Squid**.

Parure utile

ÉTATS-UNIS — Les bijoux du futur seront animés ou ne seront pas. Forts de cette certitude, des chercheurs du MIT Media Lab ont développé Kino, une ligne d’accessoires capables d’évoluer à la surface des vêtements et d’interagir avec leur environnement, écrit le site **Quartz**. Couplés à des capteurs de température ou à des modules de reconnaissance vocale, ces petits robots aimantés peuvent accomplir de menues tâches, comme resserrer votre fosulard quand le vent se lève. Le prochain défi sera de réduire la taille de ces accessoires, encore volumineux par rapport à des bijoux standards.



Retrouvez chaque semaine
la chronique

Courrier d’ailleurs

sur OUI FM

Jeudi à 11 h 30 et samedi à 17 h avec

Courrier international



Une collection

Le Monde



Zeus brandit le foudre que les Cyclopes avaient forgé pour lui, afin qu'il règne sans partage sur le vaste ciel et l'immensité de la terre...

MYTHOLOGIE

Les prodigieuses aventures des dieux et des héros

Le triomphe de Zeus, les douze travaux d'Hercule, les voyages d'Ulysse... Plongez dans les récits fascinants des mythes fondateurs de l'humanité.



Une collection
Le Monde
présentée par
Catherine Clément
Philosophe et écrivain

CETTE SEMAINE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX | www.CollectionMythologieLeMonde.fr



+ L'INTENSITÉ +
D'UNE LÉGENDE*



1128
+ GRIMBERGEN +
BIÈRE D'ABBAYE - ABDIJBIER

BLONDE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.